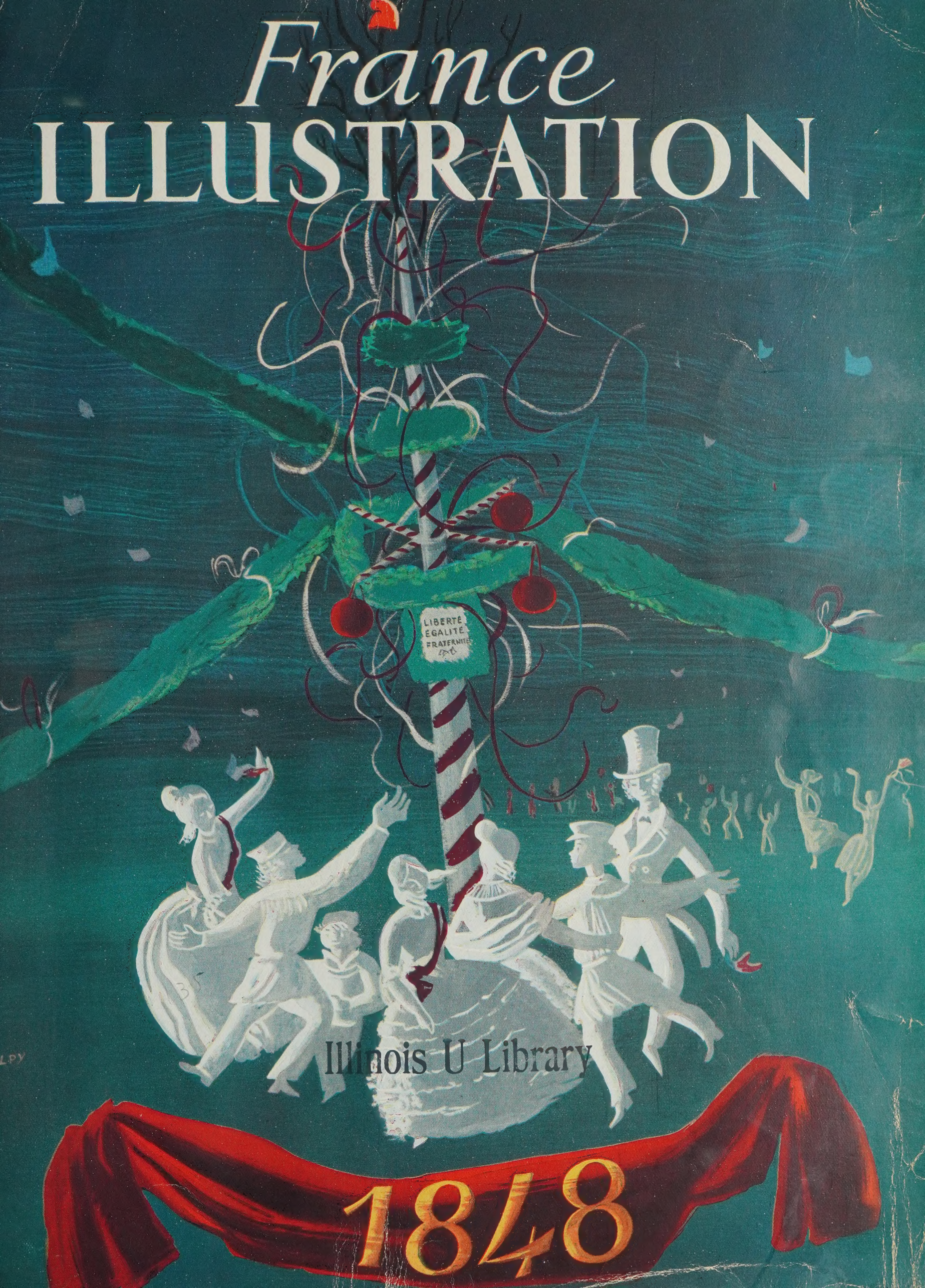
France ILLUSTRATION



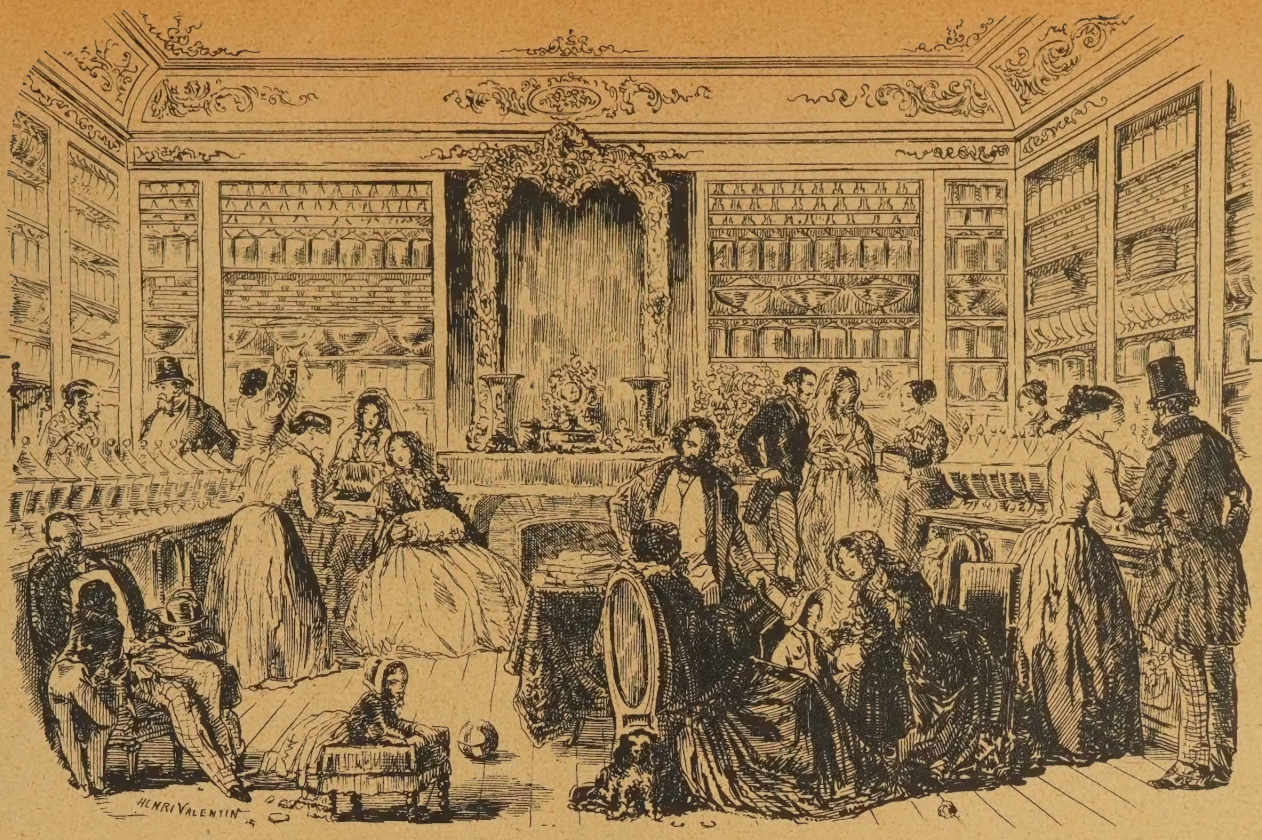
Illinois U Library

19 TEINTES NATURELLES • 15 TEINTES PASTELS

M.Ph.F.

P.FIX-MASSEAU

CALCULÉ A PARIS PAR PAUL BAUDECROUX



WINDOW-SHOPPING

IL Y A 100 ANS

L'évocation du centenaire de 1848 eût été incomplète s'il n'avait été réservé une place au commerce de l'époque. C'est pourquoi nous convions nos lecteurs à une visite aux maisons d'alors, maisons centenaires dont bien des enseignes ont survécu à un siècle d'histoire et de concurrence.

LONGTEMPS l'histoire s'est écrite sous la dictée des actes officiels et des documents administratifs. Nous savons maintenant qu'une époque n'est pas seulement représentée par la volonté de ses dirigeants, la vie d'une nation, par le bilan de ses victoires et de ses défaites. Il y a la masse des hommes de toutes les classes de la société, ce qu'ils aiment, ce dont ils ont besoin, ce qu'ils ressentent et qui s'inscrit de mille façons spontanées dans le grand livre de l'évolution des faits, des idées et des mœurs. C'est pour cela que les vieux papiers conservés (factures ou réclames), la lecture de certaines publications commerciales, certains objets courants, décoratifs ou à la mode d'un temps, offrent de riches et profonds enseignements.

C'est ainsi que l'on peut découvrir à travers annonces et journaux parus aux environs de 1848 des indications pleines d'intérêt sur le *modus vivendi* de nos aïeux, lorsqu'ils ne pensaient ni au saint-simonisme, ni au fouriérisme, ni aux utopies de Cabet ou aux réformes proposées par les sociétés secrètes.

Jamais le commerce en tous genres n'a été plus triomphant ni l'industrie naissante plus abondante en nouveautés de toutes sortes. Balzac est là-dessus un puissant et intarissable notateur digne de foi. Dans le portrait de *l'Épicier*, il stigmatise les caractéristiques du petit boutiquier bourgeois de la monarchie de Juillet. Mais, en dépit des sarcasmes qui accablent le patron et son commis, il n'empêche que le commerçant est de plus en plus considéré : ainsi cette

(Suite page III.)

R. L. Dupuy

Depuis 248 ans,

CODET ET TEILLIET

ont "habillé" les plus jolies mains
de France et du monde.

VENTE : 58, RUE PIERRE CHARRON, PARIS - TÉL. : ELYSÉES 62-42 - USINE : SAINT-JUNIEN (HAUTE-VIENNE)

définition des « notables », ceux qui ont le droit de prendre part aux élections des juges au tribunal de commerce et qui sont choisis *principalement parmi les plus arrivés et les plus recommandables pour leur probité et leur esprit d'ordre et d'économie.*

Nous n'avons donc qu'à flâner, non pas le nez en l'air, comme le faisaient les badauds de l'époque sur les trottoirs nouvellement macadamisés ou assis sur les impériales d'omnibus, mais en feuilletant les journaux et les répertoires d'adresses. Mais, d'abord, consultons le plan. Où se trouve le Paris chic, celui des vitrines élégantes et celui des magasins de nouveautés, qui commencent à pousser comme des champignons. Depuis que Louis-Philippe a «épuré» le Palais-Royal, l'animation s'est retirée du vaste quadrilatère et a émigré plus loin sur la rive droite. C'est donc entre le Palais-Royal et la Madeleine que nous trouverons tout ce que nous voulons acheter et particulièrement dans les rues de Richelieu, de Choiseul et Vivienne, et sur les boulevards mêmes.

Honneur aux dames. Nous commencerons donc par elles. Vers la moitié de ce siècle, la maison de Haute Couture, dotée de salons pour présentations, n'avait pas encore été « inventée ». Mais il y avait déjà 67 maisons de confection. Cependant, nombreuses étaient encore les couturières. Les plus en vogue étaient M^mes^ Herbault, 8, rue Saint-Augustin, et Victorine, rue du Hasard, près la rue de Richelieu. Les modistes en renom s'appelaient Euphrasine, M^mes^ Julien, Chevassus (cette dernière créa un feutre blanc légèrement incliné devant et derrière, avec une longue plume d'autruche, également blanche et tombante, qui fit sensation). L'inventeur des fameux « rouleaux » était un coiffeur du nom de Sergent ; un de ses rivaux était le célèbre Beauvais. Les fourrures s'achetaient chez Gon, rue Vivienne, et la lingerie, quand on demeurait fidèlement royaliste, chez M^mes^ Daniel et Deray, qui vendaient des fichus « à la Marquise » et des déshabillés « Marie-Antoinette ».

Mais en matière de dépenses vestimentaires la prodigalité des hommes égalait celle des femmes. On compte 1.400 tailleurs à Paris. Un dandy dépense 5.000 francs par an pour ses costumes, autant pour ses chaussures et encore autant, ou presque, pour sa lingerie. Les grands maîtres de la corporation sont Humamm, 15, rue des Filles-Saint-Thomas, qui fait dessiner ses réclames par Gavarni et qui assure que *l'homme habillé par lui obtient de l'aisance dans ses mouvements et conserve ou acquiert de la souplesse dans sa taille.* Il y a aussi Roolf, qui fut propriétaire de Balzac et le fit expulser en 1842, et aussi Staub, rue Saint-Marc.

Barde *(inventeur d'un système de mesure qui permet d'apprécier avec exactitude toutes les parties du corps qui font varier la coupe),* et même une demoiselle, espérons qu'elle était jolie, M^lle^ Beleznay, qui tenait les nouveautés pour pantalons et gilets et semblait très fière de fournir *tous les personnages importants de la Hongrie et autres pays étrangers.* Ne quittons pas notre dandy sans l'avoir accompagné chez Geiger, 42, rue de Richelieu, où il pourra choisir parmi un *grand assortiment de cols, cravates, cols de chemises, bretelles brodées et autres, le tout dans les goûts les plus nouveaux,* chez son bottier, *venu de Londres,* Gay, et chez un de ses marchands de cannes, Verdier ou Boissier. Enfin il achètera pour ses soirées au coin du feu une robe de chambre qui lui coûtera dans les 500 francs (500 francs or, il y a cent ans ! fichtre).

Il est vrai que dans la même maison qui annonce ce prix on trouve le même vêtement d'intérieur (plus simple évidemment) pour 18 francs. Et cela nous conduit aux emplettes des bourses moyennes. Celles-ci trouveront aussi leur affaire, puisque les premiers prix de vêtement pour la campagne commencent depuis le gilet à 1 franc, le pantalon à 2 francs et l'habit à 3 francs, le complet pour 6 francs. Mais, dans les classes ordinaires, on aime le gilet de flanelle - Il en est d'excellent chez Doucet *(spécialiste de flanelle exempte de tout rétrécissement)* - et aussi... le bonnet de coton - on en trouve depuis 0 fr. 10.

Enfin ces Messieurs sont quelquefois gardes nationaux : qu'ils n'oublient pas que Marc est le *fournisseur attitré des pompiers et de la garde nationale et que ses équipements complets valent 100 francs, genre fantaisie 120 francs.*

Mais Madame est aussi bonne mère de famille que Monsieur est bon garde national. Pendant que son fidèle époux monte la garde, elle restera donc à la maison pour soigner ses enfants. Elle aura fait venir une bercelonnette en rotin *dans les formes les plus nouvelles*, de chez Mauger, layetier-emballeur (une bien jolie appellation pour ce genre de fourniture), qui possède un grand assortiment de vannerie fine en tous genres de fantaisie, avec garniture de gros de Naples ou autre étoffe. Et, si — mon Dieu, tout arrive — l'allaitement de son petit dernier est difficile, elle fera usage de téterelle Thier *pour former le bout des seins, extraire le lait sans douleur et le faire avaler à l'enfant.* Notons que le même M. Thier (sans *s*) est aussi l'inventeur de plusieurs systèmes de chemins de fer, d'une machine élévatoire propre aux échafaudages et d'un... clyso-injecteur.

Puisque nous sommes restés dans un appartement, profitons-en pour jeter un coup d'œil sur les meubles et les objets d'art. Parmi un encombrement qui ne fera que s'amplifier, notons particulièrement un meuble remarquable, un *Clinèdre* breveté s. g. d. g. (sic), dû à l'invention de MM. Gimer et Raux, tapissiers. Qu'est-ce que les Clinèdres ? *Ce sont, sans contredit,* nous apprend une notice, *des meubles supérieurs à tout ce qui a été fait dans ce genre jusqu'à présent. Ils ont l'avantage de rester ce qu'ils veulent être, c'est-à-dire divans ou canapés pour la forme, et, quoique servant de lit, de ne subir aucune augmentation de prix. Ils ne coûtent pas plus cher que des divans ordinaires. Le système est simple et ingénieux. Il peut s'adapter à tous les divans et canapés existants. Les personnes qui, tenant à leurs meubles, ne voudraient pas les changer, bien que leurs formes soient passées de mode, MM. Gimet et Raux se chargeraient pour une somme très modique de les convertir en Clinèdre et de leur approprier la forme la plus élégante et la plus moderne.*

Faut-il ajouter que les bronzes d'art viennent de chez Collas, exactement du musée Collas, qui offre à tout le monde des chefs-d'œuvre de la statuaire ancienne et moderne réduits par le procédé du même nom ? *Cet établissement fondé depuis cinq ou six ans* (nous sommes en 1848) *a pour lui les suffrages unanimes des artistes et des amateurs les plus distingués et, cependant, nous devons l'avouer, sa renommée a marché fort lentement, comme il arrive d'ordinaire au mérite consciencieux* (n'est-ce pas d'une modestie charmante ?). Les encriers, presse-papier, bonbonnières et pendules en albâtre sont de chez Boudon, aussi spécialiste de brûle-tout de bronze. Une douce lumière s'échappe de sous les abat-jour, *vernis ou non, transparents ou non, mais toujours inaltérables*, de chez Ferreol et vient caresser sur les murs un ensemble de tableaux, dessins et gravures de maîtres de l'École moderne. Ne nous étonnons pas de rencontrer une collection si abondante : toutes ces peintures n'ont pas été achetées, mais louées au mois chez Binant, 7, rue de Cléry. Il y a là une idée à reprendre pour les années de crise.

Cependant, tout le monde ne connaît pas le tranquille bonheur bourgeois. On sait qu'il y a de mauvais payeurs qui oublient de régler leur tailleur et leur tapissier. Les malheureux ! Ceux-là connaîtront les rigueurs de l'hôtel des Haricots, je veux dire de la prison pour dettes. Heureusement qu'Adolphe Dammien, spécialiste des « couchers hygiéniques » et *fournisseur des prisons de la Seine et de plusieurs départements*, a tout de même pensé à eux en songeant à remplacer pour eux la paille humide des cachots par un *Coucher Zostère...* moins austère ! Ce jeu de mots qui pourrait être du temps, ne l'est pourtant point ; mais il me paraît fournir un excellent mot de la fin, étant donné surtout notre ignorance complète de ce que pouvait bien être cette literie au nom étrange.

PRUDHOMME DE RUBEMPRÉ.

Numéro Spécial

Centenaire

de 1848

ÉDOUARD HERRIOT
de l'Académie Française
COMMENT MEURT UNE RÉPUBLIQUE

MARCEL BOUTERON
Membre de l'Institut
LA FIN D'UN RÈGNE

FRANÇOIS BOUCHER
Conservateur du Musée Carnavalet
JEAN-JACQUES CHAMPIN, PEINTRE DE PARIS

GABRIEL HENRIOT
PARIS EN 1848

JULES BERTAUT
PORTRAIT D'UNE SOCIÉTÉ

ALBERT MOUSSET
UN DRAME EN DEUX ACTES

ROGER CÉRÉ
REFLETS DE PROVINCE ET DE L'ÉTRANGER

LOUIS CHÉRONNET
LES BONS TONS DE 1848

DESSINS DE BERTALL, CHAM, HONORÉ DAUMIER, DELPY, EUGÈNE LAMI, CÉLESTIN NANTEUIL

HORS-TEXTE EN COULEURS DE J.-J. CHAMPIN

CE NUMÉRO A ÉTÉ COMPOSÉ PAR GERMAINE OUDARD
CONSEIL GRAPHIQUE : RAYMOND GID

1er MAI 1948 ★ **FRANCE-ILLUSTRATION** ★ NUMÉRO 135
FONDATEUR : G. OUDARD ★ DIRECTEUR GÉNÉRAL : G. CAHEN-SALVADOR

CARON

CARON

CARON

"POUR UN HOMME"

PARFUM DE CARON

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ
PATRIOTISME
COURAGE
HONNEUR
PERSEVERANCE

COMMENT
MEURT UNE RÉPUBLIQUE

PAR ÉDOUARD HERRIOT
de l'Académie Française

La République de 1848 a été un état d'âme. Le vague même de cette définition explique la brièveté de ce régime. Il naît le 24 février, en plein tumulte, dans le désordre plus ou moins cordial, de ce qui avait été une Assemblée. Dès le 17 mars, les éléments avancés s'insurgent pour obtenir le retard des élections et protester contre la manifestation vaudevillesque dite des Bonnets à poil. Nouveaux incidents le 16 avril; le 15 mai, lorsque les clubs, sous prétexte d'aide à la Pologne, envahissent l'Assemblée nouvellement constituée, avec le dessein de la dissoudre; le 22 juin, où se déchaîne une véritable guerre civile. Ces dates et ces faits démontrent que l'on aurait bien tort de se représenter la République de 1848 comme une sorte d'idylle. Elle s'est, dès le début, fondée sur une série de malentendus. Les élections, pour la Législative, en mai 1849, marqueront l'effondrement des hommes de février. En décembre 1851, c'est "l'opération de police un peu rude". Fait plus grave; le plébiscite du 20 décembre qui donne à Louis-Napoléon Bonaparte 7.439.000 oui contre 640.000 non.

Toutes les interprétations lyriques de la Révolution de 1848 se heurtent à ces précisions. En quatre ans environ, elle nous a menés à l'Empire. Comme dit la banale chanson : "C'n'était pas la peine, c'n'était pas la peine, assurément..." La République de Daumier, la jeune mère qui allaite de ses fortes mamelles deux magnifiques enfants charmants comme deux roses de buisson, fait place au maigre Ratapoil. Et l'honnête Pierre Dupont adresse en vain son appel naïf et désespéré :

Drapeaux, au vent! Tambours, battez au champs, — Et que chaque bouche civique — Ajoute en chœur... la fin de nos chants, — Le mot d'ordre patriotique : Dieu sauve la République!

Pourquoi cet échec? Il est deux domaines où les leçons de l'expérience apparaissent inutiles : la politique et l'amour. Cependant, il n'est pas sans intérêt de rechercher les causes essentielles d'une telle déception. D'abord et avant tout, il est évident que le régime de 1848 n'a pas eu le minimum de gouvernement nécessaire. Il a été formé par les circonstances, par l'adjonction subite aux élus venus de l'Assemblée des élus de l'Hôtel de Ville. Aucun programme. A des Républicains, libéraux sans plus, comme Garnier Pagès et Marrast s'adjoignent de vrais socialistes révolutionnaires, l'ouvrier Albert et Louis Blanc, plus les

Château d'eau | Ministère des affaires étr.es | rue de la République | Porte St Martin | Hôtel de Ville | Tuileries

démocrates de la Réforme, Ledru Rollin et Flocon. Pas de chef : on ne peut donner ce nom, quelle qu'estime que l'on éprouve pour lui, à Lamartine.

Un tel gouvernement est donc condamné à hésiter sans cesse sous la pression, parfois violente, du peuple ; il prend des mesures de caractère socialiste, comme le décret, rédigé par Louis Blanc, qui "garantit l'existence de l'ouvrier par le travail". C'est, en termes à peine différents, l'idée que reprendra la Constitution de 1946, dans son *préambule :* "Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi." Par la création de la Commission que présideront Louis Blanc et Albert, le gouvernement provisoire prépare l'institution du ministère du Travail. Il proclame le suffrage universel. Il supprime le serment politique, indignité que rétabliront l'Empire et le gouvernement Pétain.

De toutes les mesures prises par le gouvernement provisoire, la plus importante à rappeler, dans un temps où les hommes de couleur entrent en grand nombre dans nos asssemblées, est le décret du 27 avril abolissant l'esclavage. Déjà, la Convention avait, en 1794, décrété cette abolition, mais Bonaparte, huit ans plus tard, était revenu sur cette mesure. Sous l'inspiration de l'abbé Grégoire s'était fondée la Société des amis des Noirs. Revenant d'un voyage au Mexique, Victor Schœlcher entreprend sa croisade ; il la poursuit au cours d'une visite à la Martinique ; il assiste, scandalisé, à des ventes d'esclaves ; il étudie leurs souffrances : le *marron*, celui qui a voulu s'enfuir, est passible de la marque, de l'amputation du jarret et même de la mort. Ce libre penseur, cet athée agit au nom de sa "conscience inflexible des devoirs éternels de l'homme envers l'homme". Pour lui, l'extinction de l'esclavage et la réforme du prolétariat sont "des sœurs". Schœlcher n'assista pas à la naissance de la Deuxième République ; il était parti pour le Sénégal. On a prétendu que le décret historique du gouvernement provisoire avait été pris sans lui. C'est une erreur. Arago a précisé qu'il devait à l'apôtre sa décision de nommer une commission pour préparer l'émancipation immédiate des noirs. Le 4 mars, Schœlcher était chargé comme sous-secrétaire d'État d'établir l'acte. "Nous le signâmes, écrit Louis Blanc, avec une émotion semblable à celle qui nous avait saisis quand nous abolîmes la peine de mort en matière politique. C'était, sous une autre forme, la consécration du même principe, le grand principe de l'inviolabilité de la vie humaine ; car ne pas s'appartenir, ce n'est pas vivre."

C'est dans ces grandes affirmations doctrinales, dans ces larges manifestations d'idéalisme que la Révolution de 1848 s'impose à notre respect et à notre reconnaissance. Le décret, signé le 27 avril, qui parut au *Moniteur* le 2 mai demeure un magnifique document humain et français. L'article 6 décida que "les colonies purifiées de la servitude et les possessions de l'Inde seront représentées à l'Assemblée Nationale". Voilà le lien avec le régime actuel. On eut beau railler, soutenir que le Martiniquais Mazuline, élu en même temps que son maître, le général Pernetty, continuait à lui cirer ses bottes. Une œuvre historique était accomplie et je veux croire que les Assemblées d'aujourd'hui tiendront à en célébrer le souvenir.

On a reproché au gouvernement provisoire de n'avoir pas montré la même audace dans tous les domaines. Le décret du 2 mars réduisait la journée de travail d'une heure (onze heures à Paris) et supprimait le *marchandage*. Mais il est bien vrai que, dans l'ensemble, le gouvernement provisoire laissera intacts le personnel et les institutions de la monarchie. Ses mesures ont préparé l'avenir plus qu'elles n'ont réformé le présent. Pour deux raisons ; 1° Du fait de l'opposition qui se creuse jour par jour entre les deux fractions du gouvernement: socialistes et libéraux. "Je n'étais pas socialiste, déclare Marie... Je n'ai jamais cru au droit du travail." "La réforme politique, proclame le Club de la Révolution, n'est que l'instrument de la réforme sociale." Les deux tendances étaient inconciliables. - 2° la divergence n'était pas moins grande entre l'opinion avancée de Paris et les résistances conservatrices de nombreuses provinces.

Les hommes de 1848, a dit Léon Blum dans sa remarquable conférence du 24 février à la Sorbonne, ont eu peur de faire peur. En réalité, ils se heurtaient de toutes parts à l'opposition des idées et des faits. On peut le comprendre au lendemain des élections du 23 avril. Gardien de l'Assemblée Nationale actuelle, j'ai quelque peine à imaginer cette salle provisoire qui fut construite, pour recevoir les députés, dans la cour du Palais-Bourbon. Victor Hugo la décrit avec verve : "...la salle de spectacle de Carpentras élevée à des proportions gigantesques. Une tribune qui ressemble à l'estrade des musiciens du café des aveugles." "Une boîte de papier peint, dit George Sand. Barbès siège en face des anciens juges. Le père Lacordaire en robe blanche de dominicain près du pasteur protestant Coquerel, Béranger entouré de prêtres ; un Breton ceinturé de lilas entre des habits noirs." Dans l'ensemble, la République démocratique et sociale a été vaincue. Seignobos, bon juge, évalue les républicains modérés à 500, les démocrates et socialistes à moins de 100, les orléanistes ralliés à moins de 200, les légitimistes catholiques à 100, sur un total de 880.

Dès lors, le processus de désorganisation de la République s'amorce. L'émeute du 15 mai démontre la violence des haines qui subsistent. Puis les atroces journées de juin et la dictature de Cavaignac. Le coup décisif fut porté à la République par la Constitution. Pour nous, Citoyens de 1948, cette histoire n'a rien perdu de son intérêt. L'Assemblée Nationale, malgré Thiers, se prononce pour une Chambre unique, de 750 membres, élus pour trois ans. Le Président de la République devait être désigné par le suffrage universel. En dépit des avertissements de grèves, on lui donnait des pouvoirs considérables, le droit de choisir les ministres, de nommer les agents diplomatiques, les commandants des armées, les préfets, les procureurs généraux, de suspendre pour trois mois les maires élus. On cédait à l'attrait du gouvernement fort. Tocqueville, dans son rapport de 1851 sur la revision, a résumé l'œuvre : "une Chambre chargée seule de faire la loi ; un homme chargé seul de présider à l'application de toutes les lois et à la direction de toutes les affaires, tous deux élus de même directement par l'universalité des citoyens ; l'Assemblée toute-puissante dans le cercle de la Constitution, le président obligé de lui obéir dans la même limite, mais tenant de son élection une force morale qui permet d'imaginer la résistance et qui rend la soumission malaisée... ce ne sont pas là les conditions d'un gouvernement régulier et fort". Entre ces deux pouvoirs, en cas de conflit, aucun arbitre. Évidemment, la personne de Louis-Napoléon Bonaparte aggrave le danger. L'élection du 10 décembre le manifeste. Alors se poursuit une subtile propagande pour amener l'Assemblée au suicide : c'est la préparation directe du coup d'État. Quand les élus s'abandonnent, rien ne peut plus les sauver. Des pétitions somment l'Assemblée de se dissoudre. Catholiques et conservateurs la raillent de son obstination à siéger. Un obscur représentant de la Charente réclame la convocation d'une législative. Grévy, au nom du comité de la justice, s'insurge contre cette proposition, mais Montalembert l'appuie, soutenu par Lanjuinais. La Constituante consent à se séparer dès qu'elle aura voté trois seulement des lois organiques prévues et le budget de 1849. Le vote de la proposition Rateau montre l'état de décomposition morale où se trouve cette Assemblée, qui accepte de déserter (400 voix contre 396) ; la majorité a été assurée par quelques républicains timides qui n'ont pas voulu paraître défendre leur propre mandat. Déjà, les soldats de Changarnier entourent l'Assemblée et Louis-Napoléon s'entend proposer l'acte de violence.

La Constitution nouvelle, la proposition Rateau ont tué la République. La Législative (environ 80 modérés, 180 montagnards, 450 représentants du parti dit de l'Ordre) n'aura plus qu'à liquider. Le message du 31 octobre révèle que le Président entend pratiquer le régime personnel et faire des ministres ses agents. Des campagnes habiles excitent l'opinion - ce qui est toujours facile en France - contre le système parlementaire. Avec la loi Falloux, l'Église se dresse contre l'Université. Le chiffre des électeurs est réduit ; une des plus grandes réformes de la Révolution sombrait. Le coup d'État ne fut que le point final d'une logique évolution. Et, tout naturellement, il était fait pour la République, " pour maintenir la République". C'est le procédé classique.

24 février 1848 — 2 décembre 1851

Le cycle était fermé.

Fin

D'UN REGNE

PAR MARCEL BOUTERON
membre de l'Institut

C'ÉTAIT les mardi, mercredi et jeudi, 27, 28, 29 juillet 1830, que les bourgeois parisiens abattirent, en trois jours, le trône de Charles X. Ce fut les mardi, mercredi et jeudi, 22, 23, 24 février 1848, qu'ils laissèrent s'écrouler, en trois jours, le trône de Louis-Philippe.

Le 22 février 1848, la seule question en jeu, pour les bourgeois de Paris, était de renverser un ministère qui se refusait aux réformes, et dès le lendemain, 23, ils avaient satisfaction ; mais, pendant qu'ils illuminaient pour manifester leur joie et célébrer leur victoire, les radicaux et les démocrates relancèrent l'émeute, qui, à la confusion et à la stupéfaction des bourgeois, aboutit, le 24, à la révolution et à la chute du roi-citoyen.

Ainsi la bourgeoisie, si attachée au régime de Juillet, avait, sans l'avoir voulu, par son imprudente collusion avec les hommes de gauche et d'extrême gauche, détruit *sa* monarchie, cette monarchie bourgeoise dont Louis-Philippe et sa famille étaient la plus parfaite incarnation : la reine Marie-Amélie, princesse des Deux-Siciles, que son mari appelait « Ma bonne reine », et ses trois filles : Louise, reine des Belges, Marie, duchesse de Wurtemberg, morte à vingt-six ans, en 1839, et Clémentine, duchesse de Saxe-Cobourg-Gotha, toutes quatre modèles de vertu et de piété.

Quant aux fils, élevés tous les cinq au lycée Henri-IV comme de simples particuliers, appliqués et courageux comme leur père, ils avaient fait leurs preuves dès leur plus jeune âge sur les champs de bataille. L'aîné, Ferdinand, qui avait été tué en 1842 dans un accident de voiture, et sur lequel on fondait de grands espoirs, avait participé au siège d'Anvers et guerroyé en Algérie. Sa veuve, née Hélène, princesse de Mecklembourg-Schwerin, lui avait donné deux enfants, le comte de Paris, prince royal, âgé de dix ans en 1848, et son frère cadet, le duc de Chartres, de huit.

Venaient ensuite, vivant encore en 1848, les quatre autres fils de Louis-Philippe : Nemours, Joinville, Aumale et Montpensier. Nemours, surnommé en famille « le gentilhomme », avait combattu en Algérie et s'était distingué à la prise de Constantine ; il avait épousé une princesse de Saxe-Cobourg-Gotha. Joinville, le marin, avait participé à la prise de Saint-Jean-d'Ulloa et ramené aux Invalides, à bord de *la Belle-Poule*, les cendres de Napo-

léon, en 1840 ; il avait épousé une fille de l'empereur du Brésil. Aumale, le grand Algérien, avait pris la Smalah d'Abd el-Kader ; il avait épousé une princesse de Salerne. Montpensier, l'artilleur, le dernier né, avait épousé une infante d'Espagne. Enfin, la doyenne de la famille après Louis-Philippe, Mme Adélaïde, sœur chérie du roi, sa confidente ordinaire, était restée célibataire, ne pouvant imaginer la possibilité de vivre ailleurs qu'au foyer fraternel. A ce foyer, la vie est simple, essentiellement familiale. Le dîner est servi régulièrement à 6 heures et, malgré ses occupations, le roi ne manque jamais d'y assister.

Juillet n'a satisfait qu'une catégorie de la nation : la bourgeoisie aisée, la garde nationale, soutien fondamental du régime du juste milieu. La Fayette a eu beau présenter Louis-Philippe comme la meilleure des républiques, les radicaux, partisans du « mouvement », du progrès social, ne se résignent pas à l'escamotage de 1830.

Les partisans de la « résistance », ceux qui redoutent les nouveautés sociales, les conservateurs, ne sont pas plus satisfaits d'être gouvernés par une royauté issue des barricades et que les légitimistes boudent.

Le roi lui-même, de jour en jour, cherche

son goût, un ministre qui ne contrecarre pas son penchant au gouvernement personnel.

Guizot, à partir de 1840, va être son homme ; il le maintiendra au pouvoir pendant huit années consécutives. Il ne le laissera tomber qu'au moment de tomber lui-même, lorsque les inimitiés suscitées par l'intransigeance dédaigneuse du grand puritain et les impatiences de ceux qui aspirent à prendre sa place auront accompli le miracle de réunir dans une même coalition les paisibles opposants dynastiques et les hommes de gauche, radicaux et démocrates. Les Français sont cocardiers et en veulent à Guizot d'avoir, par

ABDICATION DE LOUIS PHILIPPE Ier
24 Février 1848

A part les galas, nécessités par la fonction royale, les soirées se passent dans l'intimité, la reine et les princesses travaillant à des ouvrages d'aiguille, comme de bonnes bourgeoises, autour de la fameuse table ronde où chacune a son tiroir avec sa clef particulière. Mais le séjour préféré de la famille royale est la maison de campagne et le parc de Neuilly, où la vie est encore plus intime et libre, et où les garçons invitent, les jours de congé, leurs camarades de lycée. Les œuvres de bienfaisance ont une grande place dans les occupations des princesses ; personnellement, la reine dépense environ 50.000 francs par an de secours aux malheureux.

Mais le spectacle d'une famille royale exemplaire ne peut suffire au bonheur du pays. D'ailleurs, l'établissement de la monarchie de

à se faire pardonner, surtout par les gouvernements étrangers, notamment par l'empereur de Russie, « Monsieur Nicolas », comme il l'appelle, son origine insurrectionnelle.

Il y a aussi les bonapartistes qu'il essaiera de se concilier en donnant de hautes fonctions aux anciens officiers de l'Empire, en multipliant ses témoignages d'admiration au grand Empereur, dont il fera rapatrier les cendres en 1840.

Pendant les dix premières années du règne, Louis-Philippe sera en butte aux attentats et même aux émeutes, et jouera un jeu de bascule entre les divers partis, de Perier à Thiers, à Molé, à Broglie, jusqu'au jour où, par des fournées de pairs et par des élections de fonctionnaires, il aura en main une majorité docile et où il aura trouvé, enfin, un ministre suivant

son amour de la paix à tout prix, rabaissé l'honneur de la France aux yeux des puissances étrangères. Ils lui reprochent d'avoir, par les mariages espagnols, brouillé la France avec la libérale Angleterre, d'avoir fait cause commune avec la rétrograde Autriche pour étouffer les mouvements de liberté qui soulèvent la Suisse et l'Italie, enfin, de rester sourd aux plaintes de la classe ouvrière, qui meurt de misère et qui, en raison du système électoral trop restreint, n'arrive pas à se choisir elle-même des députés capables de faire aboutir ses revendications devant les Chambres.

Dès les débuts du règne de Louis-Philippe cette question de la réforme électorale a été posée, et le gouvernement a toujours réussi à la faire échouer. Mais ces échecs répétés

n'avaient pas découragé les partisans de la réforme, qui, à la cession de 1847, reprennent l'offensive : Duvergier de Hauranne présenta un projet de réforme électorale comportant l'abaissement du cens électoral de 200 francs à 100 francs, l'adjonction des *capacités* (c'est-à-dire environ 200.000 électeurs de plus) et l'augmentation du nombre des députés, porté de 459 à 538. De son côté, M. de Rémusat présenta un projet de réforme parlementaire comportant l'exclusion de la plupart des fonctionnaires.

Ces deux projets furent rejetés respectivement, les 21 avril et 26 mai, par une Chambre dont la majorité, copieusement truffée de fonctionnaires, ne pouvait signer son propre arrêt de mort.

Cependant les réformistes ne se tinrent pas pour battus et résolurent d'en appeler à l'opinion publique.

Soucieux, toutefois, de rester dans la légalité, ils employèrent un moyen d'action dont Guizot, lui-même, s'inspirant d'une coutume britannique, avait déjà fait usage : le banquet politique. C'est, en effet, en un banquet que le premier ministre, l'année précédente, à Lisieux, avait réuni ses électeurs pour leur exposer son programme.

A son imitation, la coalition des opposants dynastiques et des radicaux républicains inaugura sa campagne réformiste le 9 juillet, à Paris, par un banquet monstre de 1.800 personnes, réunies au *Château rouge* sous la présidence d'un vénérable survivant de la Révolution de 1789, M. de Lasteyrie, ancien compagnon de La Fayette. Entre autres convives, Odilon Barrot, verbeux et grave, et Duvergier de Hauranne, tous deux opposants dynastiques, assistaient au banquet, ainsi que deux fameux radicaux, Marie et Garnier-Pagès. A la fin du repas, toasts et harangues se succèdent sur les thèmes attendus : hommage à la glorieuse révolution de Juillet, critique du gouvernement personnel, diatribes contre la corruption, exposés pathétiques des misères de la classe ouvrière.

L'impulsion donnée par Paris se propage rapidement et les banquets pullulent à travers la France, à Colmar, à Reims, à Strasbourg, à Rouen, à Cambrai, à Toulouse. Il n'est si petite ville, telles qu'Avesnes et Condom, qui n'ait son banquet réformiste. Et devant une telle réussite les hommes d'extrême gauche, comme Ledru-Rollin, qui, au début, n'avaient pas participé à la campagne, emboîtent le pas aux opposants dynastiques et aux radicaux dans le secret espoir qu'une telle effervescence pourrait aboutir plus loin qu'à la réforme : à la révolution.

Quant au prudent M. Thiers et à ses partisans, ils se réservent, ne prennent pas part aux banquets, mais les encouragent, attendant l'issue de l'aventure.

Cependant, le roi et ses ministres, confiants dans la solidité de la monarchie constitutionnelle, considèrent sans trop d'inquiétude toute cette agitation. Leur aveuglement est tel que, le 15 août, au moment où les banquets foisonnent de toutes parts, le ministre de l'Intérieur, Duchâtel, écrit à un ami cette phrase stupéfiante : « Il n'y a rien de nouveau, c'est le moment où tout dort. » En tout cas, lorsque la session parlementaire va s'ouvrir, le 28 décembre, à l'heure même de l'ouverture, le drapeau de la Réforme est arboré à Rouen, à Toulouse et à Cambrai.

Ce jour-là, 28 décembre 1847, à une heure de l'après-midi, annoncé par le canon des Invalides, le roi Louis-Philippe partait des Tuileries, en grand apparat, pour se rendre au Palais-Bourbon et y ouvrir la session parlementaire, en présence des pairs et des députés réunis.

Suivant le protocole accoutumé, il était accompagné d'une brillante escorte qu'une neige épaisse et abondante poudrait à frimas, transformant en bonnets d'hermine les oursons des gardes nationaux qui, renforcés par les troupes et la police, faisaient la haie sur son passage.

Le vieux roi (il avait passé soixante-quatorze ans) était enrhumé, mais sa santé

n'en paraissait pas affectée. Il semblait, d'ailleurs, plein de confiance et quand, la tête couverte, il s'assit sur son trône, sous un riche dais orné de palmettes d'or, entouré de la famille royale et des grands dignitaires de l'Etat, pour lire son discours, il ne se doutait guère — pas plus que la presque totalité des Français — que ses paroles allaient lui coûter la couronne.

Comme tous les discours de ce genre, celui-là avait été soigneusement préparé par Guizot, le premier ministre, d'accord avec le roi et avec le cabinet, et débutait par un exposé étonnamment optimiste de la situation du royaume, où tout allait pour le mieux ou était en bonne voie d'y parvenir. L'année 1847 avait eu pourtant sa lourde charge de scandales et de misères : disette effroyable, séries de mauvaises récoltes paralysant l'économie générale, procès Teste et Cubières, où un ancien ministre, protégé de Guizot, et un général offraient un lamentable spécimen de la corruption administrative. Assassinat de M^me^ de Praslin par son mari, un duc et pair, suicide d'un ambassadeur, scandale du frère Léotade, et la liste pourrait être allongée.

La situation à l'extérieur n'était pas moins réconfortante, et Sa Majesté donnait l'assurance que, malgré quelques troubles en Suisse et en Italie, la paix générale serait maintenue. Malheureusement, le dernier paragraphe du discours royal touchait à la question brûlante des banquets et contenait ces paroles : « Au milieu de l'agitation que fomentent des

ARRIVÉE DU ROI À DREUX

passions *ennemies* ou *aveugles*, une conviction m'anime, c'est que nous possédons dans la monarchie constitutionnelle, dans l'union des grands pouvoirs de l'Etat les moyens assurés de surmonter les obstacles et de satisfaire à tous les intérêts moraux et matériels de notre chère patrie. »

C'était un défi très net aux réformistes : les uns, opposants dynastiques, qualifiés d'*aveugles* ; les autres, radicaux et démocrates, qualifiés d'*ennemis*.

Le défi est relevé et les radicaux proposent aussitôt de tenir un banquet de protestation, un dimanche, dans le XII^e^ arrondissement, au Faubourg-Saint-Marcel, rue Pascal. Devant un tel choix, dans un quartier réputé pour son esprit révolutionnaire, un dimanche, et au prix modique de 3 francs, les opposants dynastiques, effrayés des conséquences à craindre, obtiennent que le banquet aura lieu en semaine, dans un quartier presque désert, et au prix de 6 francs.

Le jour choisi est le mardi 22 février, le lieu du banquet est situé aux Champs-Elysées, rue du Chemin-de-Versailles (actuellement rue Galilée). Et pour enlever à ce banquet toute allure dangereuse, il est convenu avec le gouvernement que les invités s'y rendront séparément, et qu'une fois arrivés à destination ils se laisseront dresser procès-verbal par le commissaire de police et se retireront aussitôt, en attendant que les tribunaux — et, pour les réformistes, ce point de droit est essentiel — jugent si le droit de se réunir en banquet est légal ou non.

Tout semble donc arrangé, le scénario de la petite comédie bien réglé, lorsqu'un coup de tonnerre éclate, mettant en pièces toutes les combinaisons. Simultanément, paraît le matin du 21, veille du banquet, dans les journaux d'extrême gauche comme *le National*, d'Armand Marrast, *la Démocratie pacifique*, de Considérant, un programme détaillé, rédigé par Armand Marrast, du cérémonial de la manifestation. Ce programme, véritable ordre de bataille, convoquait la garde nationale, établissait l'ordre du cortège, etc. Le ministre de l'Intérieur, furieux, fit placarder sur les murs, par les soins du préfet de police, une ordonnance interdisant formellement la manifestation comme attroupement séditieux et convocation illégale de la garde nationale. Dans ces conditions, Odilon Barrot et les opposants dynastiques décidèrent de ne pas se rendre au banquet, mais, pour sauver la face, ils s'engagèrent, à la prochaine séance de la Chambre, à demander la mise en accusation immédiate des ministres.

Malheureusement, le petit bourgeois qui a bien lu les journaux, mais qui n'a pas vu les affiches de police placardées trop tard dans la journée, ne sait pas que les opposants dynastiques ont décidé *in extremis* de ne pas se joindre au cortège. Aussi est-il dans la rue dès le matin, va bavarder aux alentours de la Madeleine, lieu de ralliement indiqué par son journal, pour voir défiler les députés opposants. Il ne les aperçoit pas, mais il voit, soudain, dévaler un flot de manifestants, étudiants et ouvriers, qui, après s'être réunis à 9 heures du matin place du Panthéon, descendent sur la Madeleine pour gagner ensuite la place de la Concorde et le Palais-Bourbon.

La garde municipale les refoule, et c'est le moment où commencent les échauffourées et les rixes qui, l'après-midi, vont dégénérer en émeutes. Le poste Marigny est attaqué, des barricades s'élèvent de toutes parts, sur la rive gauche, sur la rive droite, aux barrières. La foule est déchaînée. Le peuple ne crie pas : « A bas Louis-Philippe ! », mais il crie à tue-tête : « Vive la Réforme ! A bas Guizot ! ». Que le roi renvoie son néfaste ministre et tout rentrera dans l'ordre. La garde nationale, elle-même, soutien du trône de Juillet, est réformiste, et le lendemain, 23, lorsque ses tambours battront le rappel, elle les accueillera au cri de : « Vive la Réforme ! » et, à cette nouvelle, le roi, comprenant que ses plus fidèles défenseurs ne le soutiennent plus, se décidera à céder. Le 23, en effet, à 2 h. 30, il renvoie, enfin, Guizot et charge Molé de constituer un ministère réformiste. La nouvelle est aussitôt diffusée, les Parisiens illuminent. Paris est tout à la joie, sauf le Paris des quartiers pauvres, auquel le renvoi de Guizot ne suffit pas. Aussi, à la fin de l'après-midi, rue du Bourg-l'Abbé, au faubourg Saint-Martin, à la Bastille, l'émeute reprend. Bien plus, le soir, vers 9 heures, devant le ministère des Affaires étrangères, boulevard des Capucines, une grave échauffourée met aux prises la troupe et les manifestants, jetant par terre cinquante-deux morts et soixante-douze blessés. Aussitôt le tocsin sonne dans tous les quartiers, et, au matin du 24, Paris se réveille hérissé de barricades.

Aux Tuileries, la nuit est tragique. Molé n'a pu constituer un ministère ; à 3 heures du matin, le roi appelle Thiers pour le remplacer, mais Thiers ne peut rien à lui seul, il lui faut s'adjoindre le chef des réformistes, Odilon Barrot, et demander la dissolution de la Chambre. Mais il est trop tard. Les insurgés cernent le palais étroitement et, de tous côtés, Bugeaud, auquel le roi a donné le commandement des troupes, essaie de refouler les insurgés ; il ne peut y réussir.

A quelques mètres des Tuileries, au Palais-Royal, le poste du château d'eau est en flammes et les écuries du roi, au pillage. A l'intérieur du palais, la confusion est à son comble ; on entre dans les appartements royaux comme dans un moulin. Les insurgés commencent à s'infiltrer en tiraillant et leurs balles traversent les vitres. Il faut abdiquer si l'on veut encore sauver la monarchie. Le roi hésite, tergiverse. Enfin, à 12 h. 30, après avoir consulté la reine, la duchesse d'Orléans, Nemours et Montpensier, il rédige et signe son abdication en faveur de son petit-fils, le comte de Paris, sous la régence de la duchesse d'Orléans, sa mère.

Concession suprême et vaine. Au début de l'après-midi, tandis que Louis-Philippe a quitté en hâte les Tuileries pour ne plus y revenir, la duchesse d'Orléans, tenant par la main ses deux enfants et accompagnée de Nemours, est allée au Palais-Bourbon pour faire ratifier la régence qui lui a été confiée. Après avoir été acclamée à son entrée, elle s'enfuit quelques heures après, chassée par le flot populaire qui a envahi la salle des séances.

La monarchie de Juillet est bien morte. Le comte de Paris ne sera pas roi, et Louis-Philippe, dont le règne vient de finir, mourra en exil, au château de Claremont, près de Londres, le 26 août 1850.

JEAN-JACQUES CHAMPIN 1796-1860 — MUSÉE CARNAVALET

20 AVRIL 1848. — FÊTE DE LA FRATERNITÉ : DÉFILÉ APRÈS LA DISTRIBUTION DES DRAPEAUX

Avenue Gabrielle — jardin de l'Élysée-Bourbon.

Le Panorama.

Le Cirque.

Allée des Veuves.

Fontaine.

Escalier de la terrasse des Feuillants.

Allée des Orangers.

JEAN-JACQUES
CHAMPIN
peintre bourgeois de la Révolution

*DESCENDRE d'une famille installée à Sceaux depuis le début du XVIII*e *siècle, au temps des fredaines et des folies de la duchesse du Maine; avoir pour ancêtres la suite hautement estimée d'un certain nombre de notabilités locales, maires ou notaires; devoir le jour à un graveur, qui traçait en 1785 le plan des jardins du domaine tout récemment acheté par le duc de Penthièvre; cette ligne d'une si honorable et constante tradition, Jean-Jacques Champin allait la rompre en devenant peintre, et, par surcroît, peintre de paysage.*

A sa naissance, en 1796, rien ne pouvait laisser prévoir que Jean-Jacques Champin appartiendrait à cette génération d'artistes qui devaient subir profondément des influences nouvelles de milieu et d'époque.

*D'abord, le monde artistique, qui restait encore tout pénétré de la hiérarchie classique des genres et de la suprématie incontestée de la peinture d'histoire, dédaignait le paysage. Surtout, il était divisé par deux doctrines opposées: l'une, à laquelle le rationalisme des philosophes du XVIII*e *siècle avait donné sa forme parfaite, affichait avec David un idéalisme outrancier et une antiquomanie forcenée; l'autre proclamait que la beauté est relative et diverse, éparse dans la nature, mais, enfin, réalisée dès qu'un artiste exprime avec force un sentiment sincère et original. Enfin, ne proclamait-on pas que « le système des arts devait changer comme le système politique » ?*

Cette génération de Champin, qui vint au monde entre Thermidor et Waterloo, et qui fut celle de Corot, de Troyon, de Diaz, de Dupré, de Rousseau, de Daubigny, résolut ce duel d'esthétique en faveur des peintres de la « nature vraie » sur ceux de la « nature idéale »; et le jeune Champin fit ses débuts officiels au Salon de 1819, dans un milieu d'artistes qui commençaient d'aimer la nature avec passion et aboutiront à ce romantisme tourmenté dont Amiel a dégagé la caractéristique dans la formule célèbre: « Un paysage est un état d'âme... »

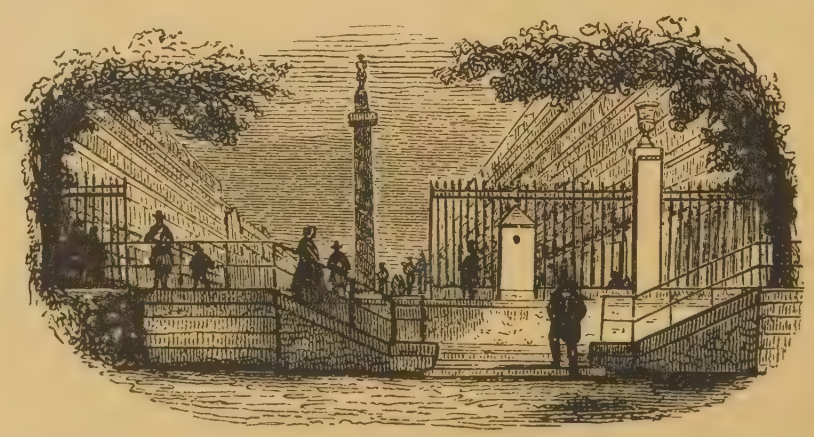
Champin ne devait cependant jamais devenir un de ces génies tumultueux et bouillonnants: il fut à peine un quart de romantique, restant, grâce à ses origines bourgeoises peut-être, un peintre à la vision juste, aux goûts de sobriété, de clarté et de précision, tels que pouvait en avoir un enfant de l'Ile-de-France classique.

Est-ce parce qu'il semble avoir été lié d'amitié avec Fourier, dont il dessina le portrait et un projet de phalanstère ? C'est une surprise, en tout cas, de voir cet artiste paisible peindre en 1848 des vues des fêtes et des cérémonies nombreuses qui célébrèrent les événements militaires ou civiques de cette période confuse et troublée: plantation d'arbres de la Liberté, fêtes de la Fraternité, proclamation de la République, enterrements solennels des victimes de juin...

Aujourd'hui, ces charmants petits tableaux, donnés à Carnavalet par la fille de Champin, y apportent la plus précieuse documentation pour l'histoire.

F R A N Ç O I S B O U C H E R
CONSERVATEUR DU MUSÉE CARNAVALET

Escalier de Cléopâtre.



Perron de la rue Castiglione.
Vue de l'intérieur du jardin.

Le Château vu de la terrasse du bord de l'eau.

PARIS, en 1848

était la plus célèbre et la plus

belle ville du monde et non, comme on l'écrit à tout propos, le Paris du XVIII[e] siècle.

En un demi-siècle, la population double ; en quinze ans, de 1831 à 1846, elle passe de 774.000 à 1.053.000 habitants ; pendant le règne de Louis-Philippe, on compte plus de 350.000 nouveaux Parisiens.

On songeait déjà à agrandir et à aménager Paris ; malheureusement, le plan de la Commission des artistes (1793) ne fut pas plus exécuté que les projets ambitieux de Napoléon I[er], qui voulait faire de Paris « la plus belle ville qui existât, qui ait existé et qui pût exister ».

On aurait dû, surtout, envisager une extension prochaine et considérable de la capitale. Or, la Municipalité de Paris, sous le règne de Louis-Philippe comme sous la plupart des régimes, est composée d'administrateurs timorés, de bourgeois avares, qui reprochent au préfet de la Seine, le comte de Rambuteau, de voir trop grand, quand il ouvre en plein cœur de Paris, entre les Halles et le Marais, une rue d'une largeur de 13 mètres.

Paris éclate et subit le sort des autres grandes capitales. L'accroissement du chiffre de sa population est dû à des causes diverses, mais normales.

Par les progrès des sciences, du machinisme et de l'industrie, c'est une grande cité manufacturière, où les usines se multiplient partout où elles trouvent des terrains libres.

Les chemins de fer amènent une immigration considérable : 18.000 nouveaux habitants par an depuis l'ouverture de la première ligne (1836 jusqu'en 1841) ; 32.000 habitants, de 1841 à 1846, quand les chemins de fer se développent.

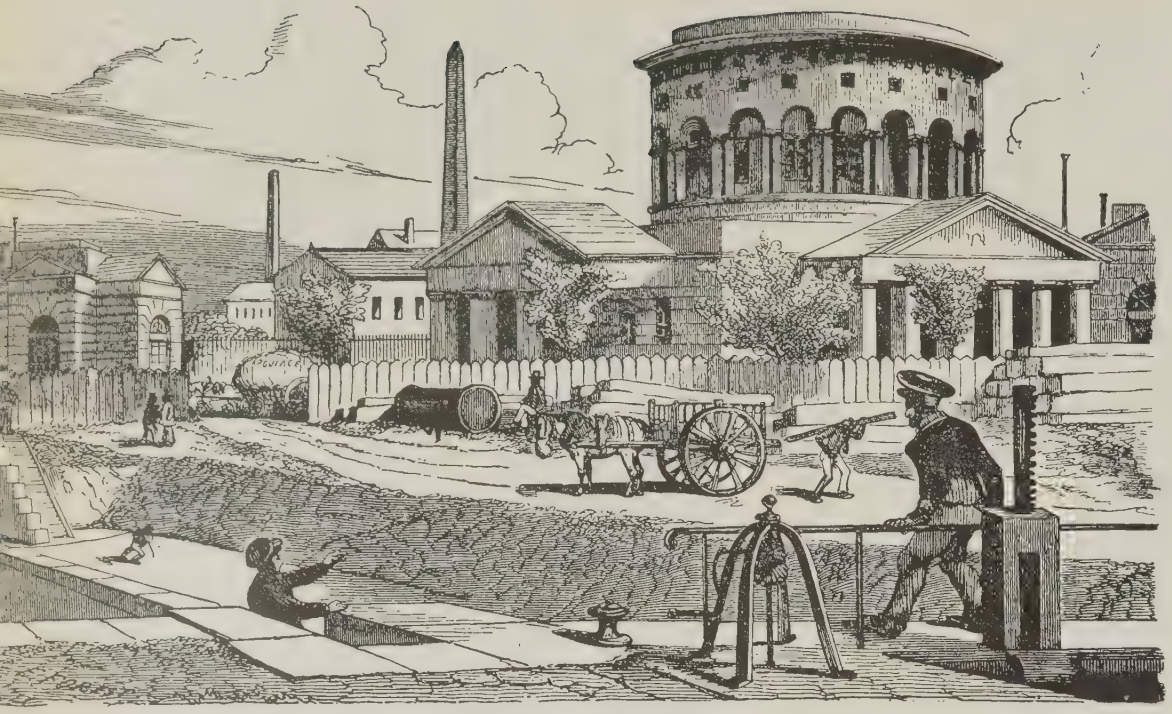
On se décide à construire, mais insuffisamment, et la fièvre de la spéculation sévit surtout dans les nouveaux quartiers.

Ailleurs, les loyers sont inabordables et les travailleurs cherchent un abri hors de l'agglomération centrale.

Le flot s'étend sur les onze communes, qui seront annexées en 1859 et qui comptent 200.000 habitants en 1848.

Or, Rambuteau ne veut pas entendre parler de cette annexion pour ne pas assujettir les populations pauvres à l'octroi.

Outre la hausse des loyers et l'octroi, il faut tenir compte du déplacement du centre des affaires, de la multiplication des moyens de transport, de la création d'industries et de commerces.



Barrière de la Villette.

Malgré tout, comment comparer, même Belleville, aux vieux quartiers du centre, où la population est dix fois plus dense (un habitant pour 8 mètres carrés de terrain) !

A ces quartiers, l'histoire, les traditions, les localisations de métiers ont gardé une physionomie caractéristique. C'est le Paris des barricades, que Louis-Philippe et Rambuteau songent à éventrer, mais si timidement !

Pourtant, la garde nationale, qui fut le plus ferme soutien du vieux roi, a perdu 2.000 hommes, de 1830 à 1839, devant les barricades des émeutiers, et les bourgeois de Paris savent, par expérience, qu'elles surgiront toujours dans les mêmes coins.

Au Nord, à l'Est, au Sud du centre de Paris, la population

Le voyageur qui arrive à Paris en chaise de poste franchit l'enceinte fortifiée construite de 1840 à 1844. Il est surpris par les rues encombrées et bruyantes, la rapidité des passants, les cris des marchands, les petits métiers de la rue, les hautes et sombres maisons et les enseignes multicolores.

Il met pied à terre dans la grande cour des messageries de la rue Saint-Honoré, bousculé par la foule des parents et des amis, des porteurs et des crieurs pour les hôtels.

D'autres immigrants, plus heureux, mais aussi interdits, se trouvent devant le débarcadère d'une des nouvelles gares.

Il faut du temps et de longues promenades pour se rendre compte de ce Paris, si riche en contrastes, où les plus beaux monuments voisinent avec des quartiers infects.

travailleuse s'établit dans les faubourgs et les proches banlieues.

La région occidentale est réservée, au contraire, aux classes riches.

C'est la fin de la vie parisienne en commun. Les pauvres et les riches n'ont plus de contacts journaliers. Ils s'ignoreront, puis se haïront, triste conséquence de cette séparation. La bourgeoisie fraternisera avec le peuple en février 1848 ; elle le fera canonner en juin.

La Cité, berceau de Lutèce, est menacée, mais elle a encore dix ans à vivre, avant qu'Haussmann lui donne le coup de grâce et en fasse un centre militaire, judiciaire, hospitalier et religieux dépourvu de vie.

L'île a gardé son triple aspect. Au couchant, la royauté a émigré sur la rive droite depuis des siècles ; mais elle a donné l'hospitalité dans son palais à ses policiers, à ses tribunaux, à ses magistrats et à ses robins, que Daumier a crayonnés sans tendresse.

Au levant, c'est la ville épiscopale, dont l'évêque a été chassé depuis le sac et la destruction de l'archevêché (1832), mais dont la cathédrale domine les petites maisons des chanoines.

Entre ces deux pouvoirs redoutables, la royauté et l'évêché, le peuple a conservé le centre de l'île.

Depuis toujours, les cloches de vingt églises ou chapelles sonnent les angélus, les *Te Deum* ou les glas sur un dédale de rues tortueuses et toujours noyées dans l'ombre, représentant les dix plus vieilles paroisses de Paris.

Le long du petit bras de la Seine se trouve l'Hôtel-Dieu, avec ses « cagnards », les Enfants-Trouvés et la Morgue (quai du Marché-Neuf), où le Paris du suicide et du crime apporte son cadavre quotidien.

Ces trois bâtiments résument toute la misère du peuple ; au début de l'année 1848, trois Parisiens sur cinq ont droit aux secours publics extraordinaires (635.000 sur 1.053.000) et, en temps normal, deux sur trois meurent si dénués de tout qu'ils « ne laissent même pas de linceul pour les envelopper ». (Berryer.)

La Seine

entoure la Cité et la sépare de la ville au nord et de l'Université au sud.

Mais elle reste une barrière, car dix-huit ponts seulement existent dans Paris, dont cinq construits sous Louis-Philippe, et leur nombre est vraiment insuffisant, bien que la République supprime le péage qui grevait sept d'entre eux.

Le cœur, c'est la « Croisée de Paris », le carrefour du Châtelet, où se rencontrent les voies historiques qui coupent Paris du nord au sud et de l'est à l'ouest depuis l'antiquité.

Aux abords de la place du Châtelet, des quartiers impénétrables servent de réduits aux insurgés.

A l'ouest, entre la place et l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, ce sont les rues Jean-Lantier, des Deux-Boules, Bertin-Poirée.

A l'est, l'ancien monceau Saint-Jacques-la-Boucherie se tasse au pied de la tour Saint-Jacques, seul reste de l'église paroissiale.

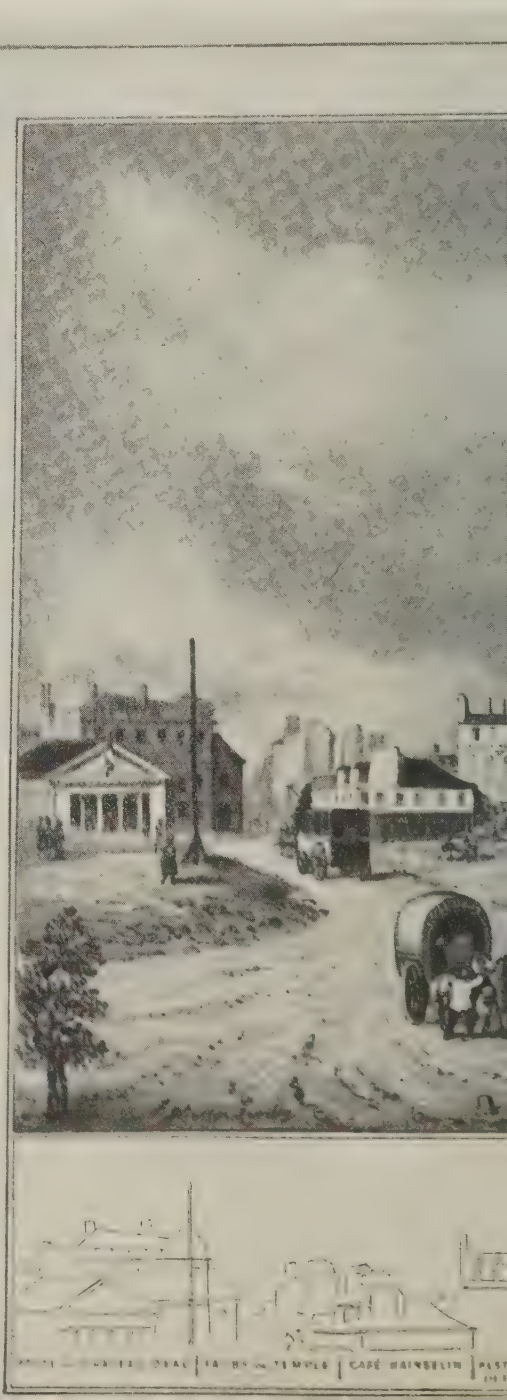
Tout cela disparaît quand on dégage les abords de l'Hôtel de Ville, entre les places de Grève et du Châtelet, et qu'on prolonge la rue de Rivoli.

La place de l'Hôtel-de-Ville, après 1848, double de superficie et les derniers vestiges de son passé médiéval sont anéantis : cabarets à grilles, cafés de la Ville et du Gaz, fréquentés par les clients de l'Hôtel de Ville, maisons à échauguettes, comme celles du restaurant de la Garde nationale, de l'hôtel meublé de la rue du Coq-Saint-Jean, ou la tourelle de la rue de la Tixeranderie (1851).

La rue de Rivoli éventre encore le quartier Saint-Gervais avec sa rue provinciale, tortueuse et commerçante (rue François-Miron).

On suit l'émeute à la trace le long de la rue Saint-Antoine, en laissant au nord la place Royale (place des Vosges), où se trouve la maison de Victor Hugo.

La place de la Bastille unissait ces quartiers au faubourg Saint-Antoine, l'âme et le dernier rempart des révolutionnaires de juin. Grande cité manufacturière, avec ses fabriques de meubles, ses scieries, ses filatures de coton, ses machines-outils, ses brasseries et ses manufactures de céramique, elle abrite dans ses passages et dans ses cours profondes et enche-



vêtrées une population travailleuse, ardente, mais misérable. Autour de l'humble église paroissiale Sainte-Marguerite, la mort rôde en permanence dans des logements sans feu ni pain. L'hospice des Enfants-Trouvés et l'hôpital Saint-Antoine sont les seuls monuments de ce faubourg, où le fourneau paroissial distribue des soupes aux affamés (c'est le premier fondé à Paris).

Ce peuple anime par son exemple et relie les combattants du centre à ceux des faubourgs Saint-Marcel et Saint-Victor, sur la rive gauche, et à ceux des faubourgs Saint-Martin et Saint-Denis, sur la rive droite.

Il est le pivot et le centre de cet arc de cercle de l'insurrection. Il se bat, vaincu d'avance, mais avec l'acharnement du désespoir, et se fait hacher sur la soixantaine de barricades qui hérissent sa grande rue et les voies adjacentes.

Place de la Bastille

commencent les Grands Boulevards, promenade favorite des Parisiens depuis Louis XIV, mais qui a perdu son aspect champêtre. Cette longue ligne de 5 kilomètres, qui va de la Bastille à la Madeleine, récemment terminée, n'est pas alors tronçonnée par des places-carrefours et constitue un ensemble unique.

Jusqu'aux Filles-du-Calvaire, le boulevard Beaumarchais est un mail provincial, bordé d'immeubles réguliers aux façades monotones.

Une guinguette à Belleville, le dimanche soir.

NOMIE DU VIEUX BOULEVARD DU TEMPLE DE 1825 A 1840.

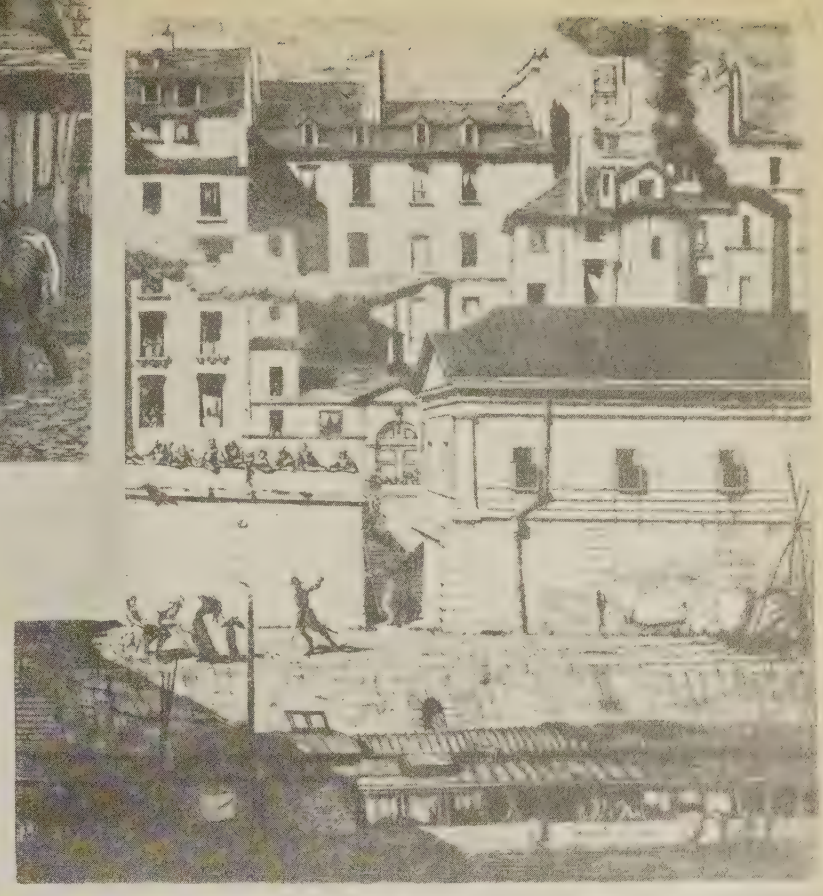
ARC DE TRIOMPHE DE L'ETOILE

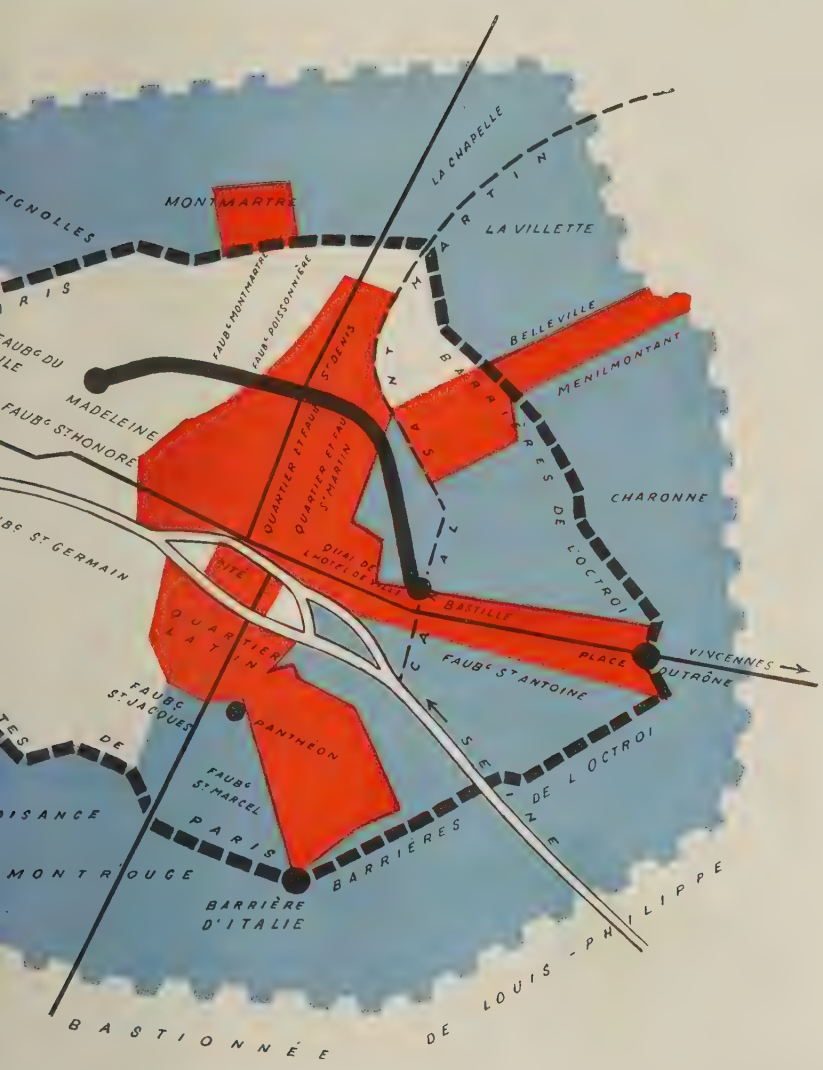
Nouvel omnibus pour la distribution des lettres dans Paris.

PLACE DU CARROUSEL

Italian Boulevards.

LE CARREAU DU TEMPLE





COLONNE DE JUILLET

Le Boulevard du Temple, au contraire, déborde d'une joie

bruyante. Il n'a plus qu'une quinzaine d'années à vivre, avant d'être blessé mortellement par les démolisseurs, qui mettront en fuite les parades et les spectacles du *Boulevard du Crime,* où se jouent les mélodrames qui font pleurer Margot.

Au nord, le faubourg du Temple s'étale le long de trois voies tortueuses et montantes : les rues de Bagnolet, de Ménilmontant et de Belleville, où les barricades se succèdent.

Au sud du boulevard, le quartier du Temple est, comme ses voisins les quartiers Saint-Merry, Saint-Martin et Saint-Denis, un dédale de rues célèbres dans les annales de la révolution.

Ouvriers du bronze d'art ou d'éclairage, de l'orfèvrerie, du bijou vrai ou faux, de la tabletterie et de mille articles de goût parisien, les travailleurs du quartier du Temple sont toujours prêts à tomber sur le gendarme à la première occasion.

Il y a aussi la population bigarrée des marchands du Temple, serrés autour de la Rotonde, véritable bazar oriental, où les objets de luxe des carrés du Palais-Royal et du Pavillon de Flore contrastent avec la ferraille et la friperie du « Pou volant », ou avec les savates et les vieux chapeaux de la « Forêt Noire ».

Vers la rue Saint-Martin, qui va de Saint-Jacques-la-Boucherie jusqu'aux Grands Boulevards, s'agitent les habitants de ces rues, qui rappellent les métiers de Paris : Tonnellerie, Tacherie, Coutellerie, Poterie, Verrerie, Dentelle ; vingt autres, comme les rues de Montmorency, Quincampoix, Brise-Miche, Jean-Pain-Mollet, Maubuée, retentissent du bruit des outils et des chants révolutionnaires.

Les rues Saint-Martin et Saint-Denis traversent de part en part ces quartiers parsemés de nombreuses et antiques églises et de couvents, qui disparaissent l'un après l'autre.

La rue Saint-Denis est fière de ses magasins profonds et regorgeant de marchandises, où trônent les descendants de M. Jourdain et de ses voisins, qui ont peuplé le cimetière et les charniers des Innocents.

Mais, déjà, les bourgeois enrichis se tournent vers les nouveaux quartiers de l'ouest et cèdent la place aux mercantis, attirés par la proximité des Halles.

Les portes Saint-Martin et Saint-Denis se dressent, sur les boulevards, entre ces quartiers et les faubourgs Saint-Laurent et Saint-Denis, déjà commerçants et peuplés.

Le canal, ses magasins et ses entrepôts remplacent, dans le premier, les jardins maraîchers du début du siècle. La grande rue du Faubourg-Saint-Martin longe le nouvel embarcadère du chemin de fer de Strasbourg, « l'un des plus beaux édifices de la capitale... qui semble un monument bien majestueux pour un bureau de voitures publiques... » (La Vallée.)

Il ne faut pas s'étonner qu'au boulevard du Crime succède le boulevard de la Conspiration, entre les deux arcs triomphaux élevés à la gloire de Louis XIV. Les *jeunes libéraux* de 1820, les vainqueurs des *Trois Glorieuses,* les émeutiers de 1848 feront de ce boulevard un de leurs quartiers généraux.

Autour des Halles

se pressent des immeubles lézardés, soutenus parfois, comme dans la rue de la Tonnellerie, par des piliers branlants.

Voici la criée de la viande au marché des Prouvaires, dominé par l'église Saint-Eustache, la vente des pommes de terre au marché du Légat, hangar aux poutres vermoulues ; les légumes au marché aux poirées ; le polygone irrégulier de la halle au beurre ; et, annoncées par leurs relents, la halle aux poissons et la halle aux huîtres, avec les écaillères.

Tous ces abris doivent être remplacés par un grand marché, dont on parle toujours sans commencer les démolitions.

Seul, le marché des Innocents a meilleur aspect, avec sa galerie de bois, les parapluies de coton des paysannes et aussi les paniers de fruits.

Sur la rive gauche, la rue Saint-Jacques escalade la montagne Sainte-Geneviève et dessert le Quartier Latin, où la science et la misère cohabitent, depuis le règne de saint Louis et la fondation de l'Université.

La rue Saint-Jacques est la mère du livre ; aux écrivains, enlumineurs et relieurs de manuscrits ont succédé les imprimeurs, libraires et éditeurs de livres imprimés. Elle dessert le

CAFÉ CHANTANT

Collège de France, la petite place de Cambrai, les rues Saint-Jean-de-Latran et des Grès, l'église et le quartier Saint-Séverin.

C'est l'époque de *la Vie de Bohème* et les fenêtres des garnis et des hôtels encadrent des Rodolphes fumant la pipe en manches de chemise, et des Mimis au bonnet à cocarde tricolore, tandis que, dans l'auge de la fontaine Saint-Michel, les deux goulets de fer distribuent à regret l'eau que se disputent les ménagères et les porteurs d'eau.

Plus loin, le faubourg Saint-Jacques, morne et désert, aligne ses hospices et ses couvents.

Descendant vers l'est, les pentes de la montagne Sainte-Geneviève rejoignent le quartier Mouffetard et le faubourg Saint-Marcel, et, sur les bords de la Seine, la place Maubert et ses coupe-gorge. Au centre se trouve l'Ecole polytechnique, ce qui explique, par le voisinage de tant de misères, la présence du bicorne au côté de la casquette et de la blouse.

La pauvreté est encore plus effroyable dans le faubourg Saint-Marcel que dans le faubourg Saint-Antoine.

Des familles entières logent dans une chambre sans air ni lumière, des chiffonniers sont réunis par chambrées. Les boulevards du sud voient leurs premières maisons modernes ; mais ces larges voies traversent des quartiers déserts.

Il faut arriver au Luxembourg et à Saint-Germain-des-Prés pour entrer dans les beaux quartiers de la rive gauche ; encore subsistent, çà et là, des îlots populeux.

La rue Saint-André-des-Arts est la plus remuante de celles qui avoisinent la vénérable basilique de Saint-Germain-des-Prés. Les bâtiments des bénédictins ont partiellement disparu où logent, sous les toits, Schaunard, de *la Vie de Bohème,* d'autres artistes et des jeunes intellectuels. Courbet a son atelier, au n° 32 de la rue Hautefeuille, dans l'ancienne chapelle des Prémontrés, où il peint « comme le bon Dieu ».

Au Luxembourg, la Commission des travailleurs et Louis-Blanc remplacent les pairs de Louis-Philippe, et les acteurs de l'Odéon jouent devant les banquettes vides.

Seule, la rue du Bac s'éveille aux cris des marchands ; les autres ne sont animées que par les bureaucrates se rendant à leur ministère. Quant au Palais-Bourbon, il n'est pas fier de la *Salle de carton,* construite en quarante-cinq jours (décret du 23 mars 1848), malgré ses belles proportions et son plafond à caissons.

Quittons ces lointains paysages

et revenons sur la rive droite, où la rue Montmartre sépare le Paris des Capétiens et des Valois de celui des Bourbons.

Encombrée par les magasins d'alimentation, aux abords de la pointe Saint-Eustache, fréquentée par les agents de change et les coulissiers vers la Bourse, la rue Montmartre se prolonge au delà des boulevards, vers la place Saint-Georges, où Thiers s'est fait construire un hôtel ; puis, vers Montmartre, où, après les combats de juin, les soldats iront chasser les insurgés des carrières de gypse.

Les magnifiques bâtiments du Louvre, devenu le *Palais du peuple* (décret du 24 mars 1848), entourent la grande cour qui reste « un cloaque » à peine pavé. Les rues Pierre-Lescot, de la Bibliothèque, du Chantre, et autres, sont encore peuplées de cabarets borgnes.

Le décret du gouvernement provisoire avait frappé d'expropriation tous les immeubles situés sur la place du Carrousel, mais l'accord ne put se faire avec la Constituante sur la destination des bâtiments à élever.

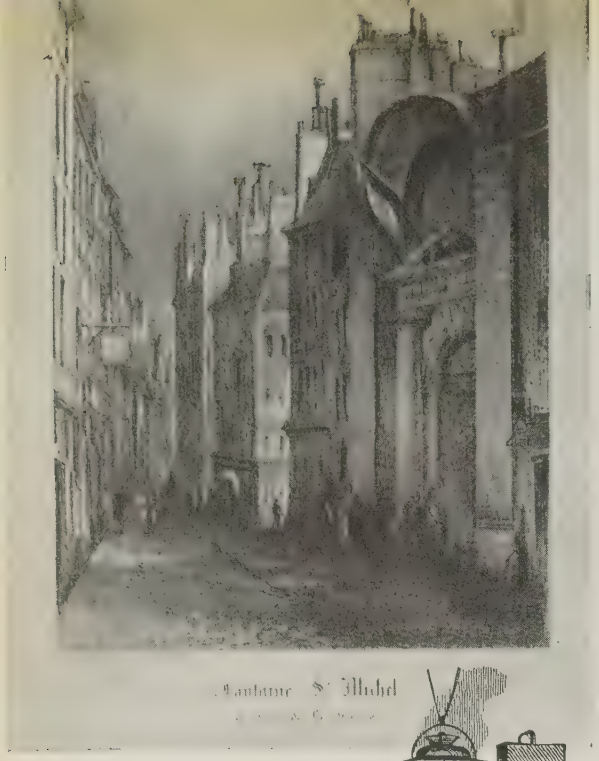
La place du Palais-Royal est agrandie, une façade construite au Théâtre-Français et le chevet de l'Oratoire est dégagé.

Le Palais Royal,

devenu *Palais-National,* a été le siège des seuls vrais combats de février 1848 sur la place trop exiguë, où passent les omnibus à six sous, les *Tricycles,* les *Gazelles* ou les *Hirondelles,* qui y correspondent avec les *Batignollaises.* Les jardins et les galeries sont encore bien vivants. Cependant, le pillage du 24 février est suivi d'une désaffection croissante des Parisiens.

Entre le Palais-Royal et les boulevards, les hôtels, où résidaient Colbert, Mazarin, Hugues de Lionne, les ducs de Gramont, Gesvres, Lorge ou Richelieu, sont démolis, lotis ou occupés par le commerce de luxe : marchands de châles et de soieries, place des Victoires ; modistes et marchandes de frivolités, rue Vivienne.

De chaque côté de la chaussée du boulevard des Italiens, non encore fragmenté par l'ouverture du carrefour Richelieu-Drouot et de la



place de l'Opéra, circule le public le plus élégant et le plus cosmopolite. Ce que le boulevard du Crime est pour le peuple, le boulevard des Italiens l'est pour les millionnaires et leurs amies.

Au sud, on s'enrichit à la Bourse ; au nord, on se ruine avec les « Boules rouges », qui résident aux abords de la Chaussée-d'Antin et qui, avec les « Madeleines », prennent la suite des « Lorettes ».

La vie publique déborde dans les passages des Panoramas, de l'Opéra et Choiseul ; les Bains Chinois sont très fréquentés, de même que le Café Anglais ou le Cardinal.

Mais le public flâne surtout dans les allées du nord.

Les boulevards des Capucines et de la Madeleine se bordent d'immeubles, et la fatalité voudra que les premiers morts y tombent, en février, devant le ministère des Affaires étrangères.

La Madeleine, inaugurée en 1842, est appelée à devenir la plus riche paroissiale de Paris. De là, jusqu'à Saint-Philippe-du-Roule, le faubourg Saint-Honoré élève, sur les anciens jardins maraîchers, les hôtels de la nouvelle aristocratie.

L'obélisque de Louqsor (1836), les fontaines d'Hittorff et les statues des grandes villes de France ont complété le décor de la place de la Concorde. L'Arc de Triomphe a été achevé en 1836 et écrase de sa masse puissante les bâtiments de la barrière.

Dans les Champs-Elysées, les promeneurs se pressent au carré Marigny, où les retiennent des bals, des jeux, des chevaux de bois, des balançoires circulaires, des parades foraines, des cuisines en plein vent, le cirque, le panorama et, plus loin, le théâtre des Ambassadeurs.

L'élection à la présidence de la République de Louis-Napoléon Bonaparte (10 décembre 1848) met fin au régime des économies, cher aux bourgeois. L'ère des percées de Paris va s'ouvrir.

Ce plan, disparu dans l'incendie de l'Hôtel de Ville (1871), indiquait la plupart des travaux effectués depuis lors jusqu'à nos jours. Le coup d'Etat, la suppression de la mairie centrale, un préfet souple et autoritaire à la fois, une commission municipale composée de serviteurs, l'argent, le temps et des collaborateurs de premier ordre (comme Alphand et Belgrand), voilà les circonstances qui permirent, sinon l'embellissement, du moins la transformation de Paris, malgré l'hostilité des classes privilégiées, à qui on laissa le soin de payer.

Ce serait faire preuve d'ignorance et d'ingratitude que de limiter cette œuvre gigantesque à des percées stratégiques. Le Paris que Louis-Philippe avait légué à la République de 1848 sera ouvert plus largement à la circulation (ne parlons pas de l'esthétique du Second Empire) ; mais il sera surtout transformé, d'une façon moins spectaculaire, par l'adduction d'eau potable, par la multiplication des égouts, des squares, des promenades et l'aménagement des bois de Vincennes et de Boulogne, ces « deux poumons de Paris ».

GABRIEL HENRIOT.

CONSTITUTION FRANÇAISE

EN PRÉSENCE DE DIEU, ET AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS, L'ASSEMBLÉE NATIONALE PROCLAME :

I.

La France s'est constituée en République. En adoptant cette forme définitive de gouvernement, elle s'est proposé pour but de marcher plus librement dans la voie du progrès et de la civilisation, d'assurer une répartition de plus en plus équitable des charges et des avantages de la société, d'*augmenter* l'aisance de chacun par la réduction graduée des dépenses publiques et des impôts, et de faire parvenir tous les citoyens, sans nouvelle commotion, par l'action successive et constante des institutions et des lois, à un degré toujours plus élevé de moralité, de lumières et de bien-être.

II.

La République française est démocratique, une et indivisible.

III.

Elle reconnaît des droits et des devoirs antérieurs et supérieurs aux lois positives.

IV.

Elle a pour principe : la Liberté, l'Égalité et la Fraternité.
Elle a pour base : la famille, le travail, la propriété et l'ordre public.

V.

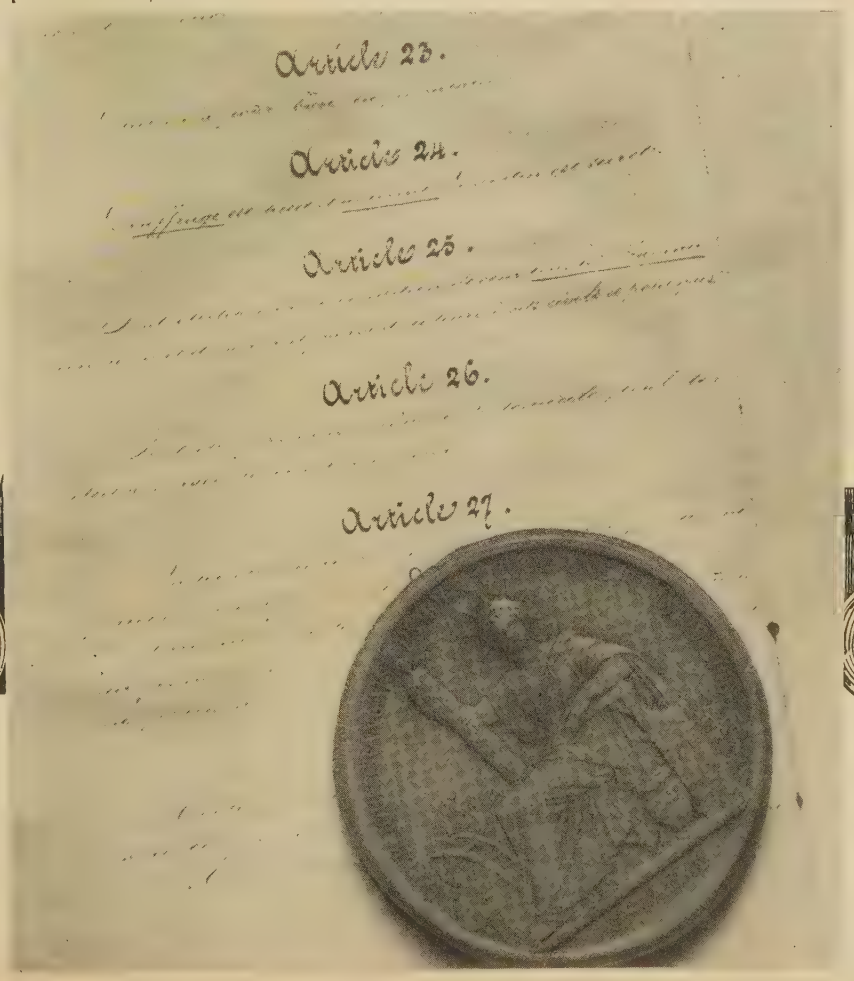
Elle respecte les nationalités étrangères, comme elle entend faire respecter la sienne ; n'entreprend aucune guerre dans des vues de conquête, et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

VI.

Des devoirs réciproques obligent les citoyens envers la République, et la République envers les citoyens.

VII.

Les citoyens doivent aimer la patrie, servir la République, la défendre au prix de leur vie, participer aux charges de l'État en proportion de leur fortune ; ils doivent s'assurer, par le travail, des moyens d'existence, et, par la prévoyance, des ressources pour l'avenir ; ils doivent concourir au bien-être commun en s'entr'aidant frater-



LES ALARMISTES ET LES ALARMÉS

Aubert & Cie Pl. de la Bourse 29 — Imp Aubert &

Vous verrez ..... rien n'échappera à la baisse .... je parie qu'avant huit jours les pièces de cinq francs ne vaudront plus que trente sous ..... rappelez vous ce que j'vous dis là, m'sieu Coquardeau !

PAR JULES BERTAUT

La société française, à la veille de la révolution de 1848, présente à Paris l'image très nette de classes sociales bien délimitées, bien étagées, qui ne communiquent, pour ainsi dire, jamais entre elles, et dont l'ensemble forme un tout harmonieux, tel que l'a voulu et façonné la monarchie bourgeoise qui règne en France depuis dix-huit ans.

A sa tête se trouve la cour. Son décor est toujours celui des Tuileries, mais combien changé depuis Louis XVIII et Charles X ! Louis-Philippe a démocratisé la fonction royale. A l'heure critique qui va sonner pour lui, le roi est demeuré aussi optimiste que jadis, et sa foi en son étoile, aussi inébranlable.

La mort accidentelle de son fils aîné, le duc d'Orléans, et la perte de sa fille, la princesse Marie, ont été les seules ombres à ce tableau. Une autre, il est vrai, vient s'ajouter à celles-ci dans les derniers jours de 1847 : le décès de sa sœur bien-aimée, M^me^ Adélaïde, le plus sûr et le plus dévoué de ses confidents. Perte irréparable pour lui, à l'heure où il aurait le plus besoin d'être guidé, car il a beaucoup vieilli depuis quelque temps. Il n'a plus ce regard lucide, cet esprit de décision qui lui ont permis de se maintenir jusque-là. Encore qu'il porte toujours beau dans les cérémonies officielles, on le sent usé.

La famille royale, d'autre part, n'offre plus ce beau spectacle d'union absolue qui attendrissait si fort, hier encore, les âmes sensibles. Ce n'est un mystère pour personne que la duchesse d'Orléans, veuve du malheureux prince, ne vit en très bonne intelligence ni avec le roi ni avec la reine. Le duc de Nemours, loin de rechercher la popularité, la dédaigne et s'efforce, dirait-on, de fuir toutes les sympathies.

A l'inverse de son aîné, le duc de Montpensier aime le tapage et l'éclat. Le duc d'Aumale et le prince de Joinville sont les plus populaires, ce dernier surtout, le marin de la famille. Assez turbulent, opposé, dit-on, aux velléités de despotisme que marque son père depuis quelques années, il a conquis nombre de gens ; mais cette popularité ne s'étend pas au delà d'un cercle restreint et n'atteint pas les milieux du peuple. Le duc d'Aumale, enfin, prince-soldat par excellence, fort appliqué à ses devoirs, bénéficie d'un préjugé favorable, mais, en ce début de 1848, ne pourra être d'aucune utilité au trône, guerroyant en Algérie.

Ainsi, sous ses apparences robustes, cette cour essentiellement bourgeoise, et qui veut le paraître encore plus qu'elle ne l'est en réalité, montre bien des lézardes devant les périls qui la menacent et les rébellions qui grondent.

Tout de suite au-dessous d'elle se profile la société aristocratique. La révolution de 1830 l'a nettement coupée en deux : après le départ de Charles X et l'établissement sur le trône de la branche cadette, la cassure s'est faite, brutale. La plupart des habitants du faubourg Saint-Germain sont légitimistes et n'ont pas voulu reconnaître l'usurpateur Louis-Philippe, qui a l'audace de se proclamer roi des Français.

Enfermés dans leurs belles demeures de la rive gauche comme dans une forteresse, ils se reçoivent uniquement entre eux, partageant les mêmes divertissements, les mêmes goûts, les mêmes aversions : c'est l'ancienne société des *ultras* de la première Restauration. Dans ses *Souvenirs,* Daniel Stern (M^me^ d'Agoult) a fort bien résumé sa vie : « Six mois de château, six mois de Paris, le bal au carnaval, le concert et le sermon en carême, les mariages après Pâques, le théâtre, fort peu, le voyage, jamais, les cartes à jouer, tout le temps. » Ainsi vivent dans leurs hôtels au faubourg Saint-Germain les Maillé, les La Rochejacquelein, les Fitz-James, les Caraman, les Beauvau, les Chastelleux, les Narbonne, les Mailly, les Choiseul et tant d'autres.

Que de personnages curieux et pittoresques, échappés, dirait-on, d'un autre âge, abritent ces hôtels gardés par un suisse empanaché, coiffé

de son bicorne à plumes, qui frappe trois coups de sa hallebarde à l'arrivée de chaque visiteur ! On y trouve des douairières respectables, de vieux chevaliers de saint Louis, certains coiffés encore à l'oiseau roral, des « chanoinesses » élevées dans des principes rigides de religion et de morale, quelques anciens émigrés durant leur jeunesse qui confrontent leurs années passées en exil à Londres ou à Hambourg.

On se gausse chez eux de la simplicité des mœurs de la cour, du manque de tenue des souverains, de leur démagogie insensée.

A côté de ce clan *ultra*, le faubourg Saint-Germain en compte un autre, rallié franchement à la monarchie de Juillet, ne se souciant pas de bouder éternellement et désireux d'échapper aux contraintes d'une étiquette surannée. Ce sont là aussi des « assemblées » de grande distinction, mais où circule l'air du dehors, où apparaissent des personnages nouveaux, où l'on ne se confine pas dans un regret stérile du passé. Le salon de M^me^ de Boigne, toute dévouée aux Orléans, est l'un des centres de cette société nouvelle, qui compte encore la duchesse de Beauffremont, M^me^ de Dolomieu, M^me^ de Chastenay, M^me^ de Saint-Priest et plusieurs autres. Toutes ont agrandi le cercle de leurs invités et admis chez elles des hommes politiques en vue, des artistes, des écrivains célèbres ou en passe de l'être, qui donnent un tour nouveau à leurs réunions.

Si les hôtels de la rive gauche et quelques-uns de la rive droite sont demeurés le fief de cette classe, les nouveaux quartiers qui ont surgi depuis 1830 autour de la chaussée d'Antin sont devenus celui de la haute bourgeoisie et, particulièrement, de la finance.

Les financiers auront joué un grand rôle sous Louis-Philippe : c'est sous l'égide du banquier Laffitte que s'est faite la révolution de Juillet. D'autre part, la fondation des premières sociétés par actions a permis à chacun de participer, selon ses ressources, à la réussite de vastes entreprises, dont la création des chemins de fer est une des principales. Et M. Guizot a lancé à la foule sa fameuse formule : « Enrichissez-vous ! » Aussi une fièvre d'agio a-t-elle secoué la capitale et tout ce qui touche à la Bourse est-il devenu préoccupation de premier plan.

Les grands banquiers sont l'assise du régime bourgeois. Ils ont vraiment acquis le droit de siéger au côté du pouvoir, auquel ils rendent d'immenses services.

Le premier, d'abord, le plus important, celui sur lequel tout Paris a les yeux fixés en cette fin de règne de Louis-Philippe : James de Rothschild. On sait comment il s'est imposé au gouvernement de Louis XVIII, accrédité par Metternich lui-même, qui est son obligé et qui l'a nommé consul général d'Autriche à Paris. En peu de temps, le gouvernement français a été à sa dévotion : n'a-t-il pas aidé le baron Louis à payer l'indemnité de guerre réclamée par les Alliés ? N'a-t-il pas financé la guerre d'Espagne ? N'est-il pas à la disposition du ministre des Finances toutes les fois que le budget s'avère difficile à boucler ? Sous le roi-citoyen, sa situation a encore grandi : son sang-froid, son habileté, son activité lui assurent une manière d'auréole.

UGÈNE LAMI.

Avec son frère Salomon, il a acheté, dans la rue qui s'appellera plus tard la rue Laffitte, deux hôtels jumeaux qui ont été décorés l'un et l'autre avec une opulence extraordinaire. « C'est le Versailles de la supériorité absolue de l'argent », proclame Henri Heine. Dans ce cadre incomparable, les dîners, les bals, les réceptions se succèdent durant tout l'hiver. En 1843, plus de 1.000 personnes ont été conviées rue Laffitte, provoquant une petite émeute dans le quartier. La société aristocratique a commencé par bouder ces réceptions, puis elle s'est décidée à y figurer. « Que voit-on maintenant ? observe Balabine. Une duchesse de Poix ou une duchesse de Gramont faire sa cour à Rothschild, mendier pour ses amis du noble faubourg une invitation au bal ou à dîner. » Jamais ministre ne fut sollicité, courtisé à ce point : « On dirait les beaux jours de la rue Quincampoix revenus », note Duvergier de Hauranne.

Voici maintenant deux autres seigneurs de la finance, Alexandre Aguado, marquis de Las Marismas, qui s'est établi banquier sous le règne de Louis XVIII, habite un charmant hôtel sis rue Grange-Batelière, qui deviendra de nos jours la mairie du IX^e^ arrondissement. Il a deux passions : les tableaux et l'Opéra. Il a enfoui une fortune dans l'achat d'une galerie de peintures et il a consacré un culte aux artistes du chant et de la danse. Commanditant Duponchel, le directeur de l'Opéra, il règne en dictateur dans la salle de la rue Le Peletier, où il s'est acquis la sympathie générale. Ce grand seigneur espagnol, qui s'est fait naturaliser Français, adore, du reste, jouer les mécènes : bien des fois il a aidé de sa bourse des gens de lettres ou des journalistes. Balzac est un de ses familiers. Il a le louis et l'invitation à dîner faciles, il sait demeurer opulent sans être vaniteux.

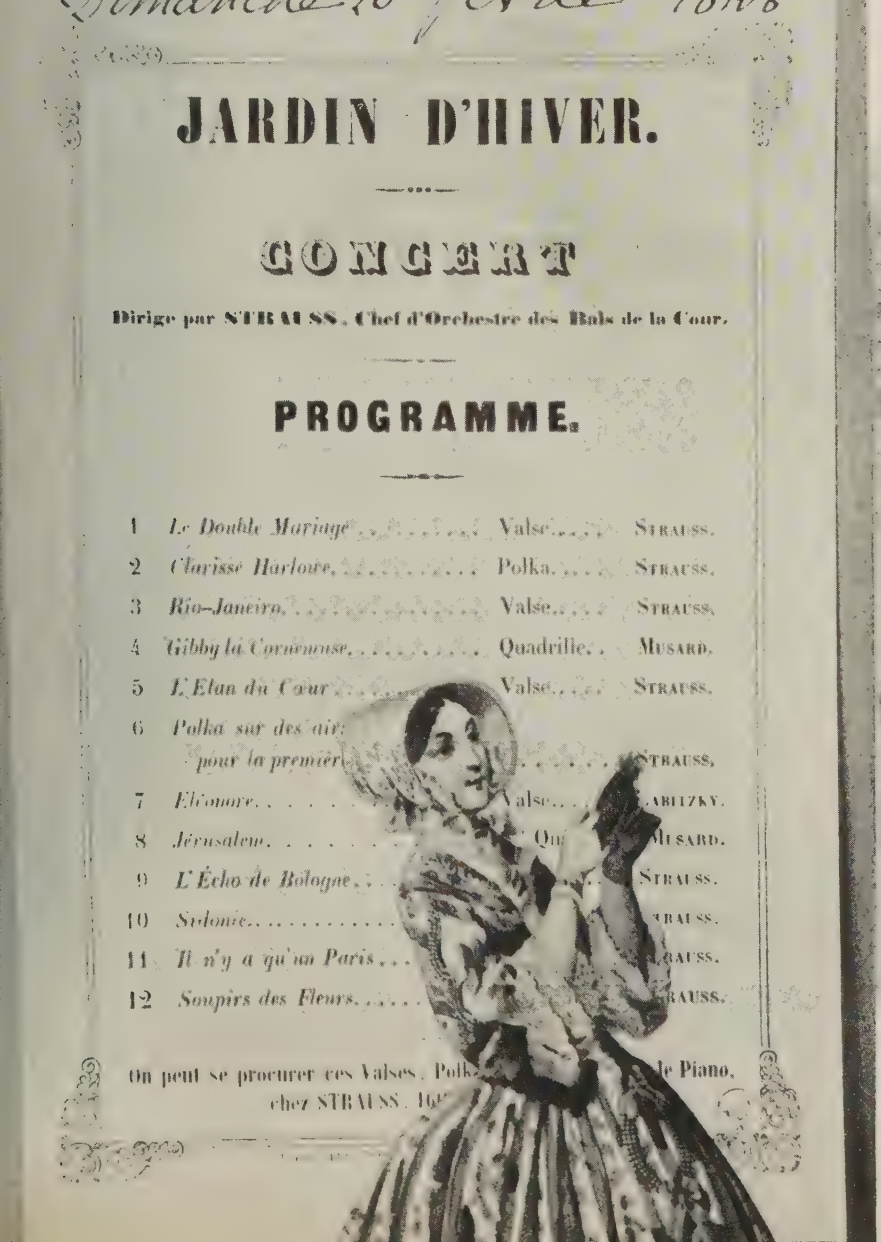
Autre financier multimillionnaire et Parisien d'adoption : William Hope, Anglaïs d'origine. Il a épousé la fille du général Rapp et reçoit dans sa belle demeure de la rue Neuve-des-Mathurins ce qu'il y a de mieux dans la société parisienne. Un peu plus tard, il émigrera sur la rive gauche et se fera édifier, rue Saint-Dominique, le très bel hôtel qui deviendra dans la suite celui de la princesse de Sagan. Sa passion, ce sont les chevaux. Membre du Jockey, comme il se doit, il éblouit les membres du cercle par la fastuosité de ses écuries. Très vaniteux, William Hope multiplie les fêtes et les dîners d'apparat dans son nouvel hôtel jusqu'à la veille de la révolution de 1848, se posant ainsi en rival de James de Rothschild lui-même.

La création des chemins de fer, prônée par les saint-simoniens, a mis en vedette deux financiers qui se sont poussés au premier rang sous le règne de Louis-Philippe : les frères Pereire, Emile et Isaac. Israélites d'origine portugaise, ardents disciples de Saint-Simon, enthousiastes l'un et l'autre de la nouvelle industrie qui doit révolutionner le monde, ils sont célèbres dans le monde de la finance par leur nervosité, leur agitation, leur entregent. Avec d'Eichthal et Thurneyssen, et grâce au concours de la banque Rothschild, ils ont réussi à construire la première ligne de chemin de fer de Paris à Saint-Germain. Les voilà célèbres, reçus, fêtés partout, mais leur vrai triomphe viendra plus tard, sous le Second Empire.

Le monde de la finance, à côté de ces banquiers ayant pignon sur rue, compte encore, sous Louis-Philippe, bon nombre d'hommes d'affaires se rapprochant déjà des physionomies modernes de ce genre, spéculateurs, lanceurs de produits nouveaux, de journaux, de maisons de commerce, de lieux de plaisir. Le fameux Dr Véron, personnalité boulevardière s'il en fût, qui tient ses assises au Café de Paris et donne des dîners célèbres dans son appartement de la rue de Rivoli, ne se contente pas d'avoir inventé la publicité pharmaceutique dans les journaux en lançant sa fameuse pâte Regnault, il a fondé la *Revue de Paris*, est devenu directeur de l'Opéra, directeur du *Constitutionnel*, commanditaire de maints journaux.

Saluer ainsi les dames.

Son activité est considérable, moindre, cependant, que celle d'un autre personnage extraordinaire du nom de Victor Bohain, qui, tour



BAZAR POLONAIS à P[illegible]

à tour, sera directeur du *Figaro*, directeur des Variétés, fondateur du *Courrier de l'Europe*, créateur du Château des Fleurs, « concert, bal et promenade aux Champs-Elysées », organisateur du premier restaurant populaire, éditeur, publiciste, homme politique. Parti avec 4 millions, il mourra ruiné, dans un petit logement des Batignolles.

Emile de Girardin est, lui aussi, un spéculateur qui a réussi brillamment en créant le journal à bon marché et faisant de son journal *la Presse* une puissance extraordinaire...

Dans le sillage des financiers, mais assez loin tout de même, car la prudence est leur loi, s'agitent la grande et la petite bourgeoisie. Le triomphe de Louis-Philippe a été le leur, elles règnent sur le trône des Tuileries mieux que l'aristocratie, mieux que les salons orléanistes, mieux même que les banquiers, car, en définitive, tout le régime repose sur elles.

Les grands bourgeois qui ont pignon sur rue s'enrichissent chaque jour davantage par l'industrie ou le haut commerce : un Ternaux est le maître incontesté de l'industrie lainière dans toute l'Europe, un Davilliers a acquis une immense fortune par ses spéculations heureuses, l'un et l'autre groupent autour d'eux une foule de clients empressés à les admirer. Libéraux sous la première Restauration, ils ont été parmi les agents les plus actifs de la révolution de 1830, et le roi-citoyen leur doit, en partie, son accession au pouvoir. Mais, très riche ou médiocrement fortuné, habitant de somptueux appartements Chaussée-d'Antin ou rue de Rivoli ou logé dans la rue des Bourdonnais, le bourgeois de Louis-Philippe est toujours le même et se présente sous la même physionomie.

Il est *juste-milieu* avant tout. Fonctionnaire ou négociant, propriétaire ou officier ministériel, avocat ou médecin, vieux Parisien ou provincial transplanté dans la grande ville, il se caractérise par la mesure qu'il veut apporter en toutes choses, par son horreur des exagérations, des « dérèglements de l'esprit », par son goût de la paix profonde et de la sécurité bien assise. Drapé dans sa robe de chambre ceinturée d'une cordelière de soie, le chef coiffé d'une calotte, il aime, dans l'atmosphère douillette de sa maison, à s'asseoir dans son fauteuil d'acajou, sous le cercle lumineux de sa lampe, sa tabatière à portée de la main, et à déguster lentement *le Constitutionnel* ou *le Journal des Débats*. Il s'indigne contre le « parti prêtre », la Congrégation des jésuites, les foucades de M. Thiers, la duplicité du cabinet anglais, et il se rassérène aux nouvelles de l'Algérie, à la description des bals des Tuileries, aux discours de l'Académie française, à la lecture de la Bourse, où la rente ne cesse de monter.

S'il veut s'égayer en famille, il organise un loto, une bouillotte, un whist. Parfois une sauterie pour « sa demoiselle » et ses amies. On danse la polka, les lanciers, on boit de l'orgeat, du vin, des sirops. A minuit, on allume le punch, dont la flamme provoque les rires, la gaîté. Ce sont là les orgies du bourgeois, avec quelques rares soirées passées au théâtre.

Par ailleurs, le bourgeois est conscient de sa dignité de citoyen. Sous le règne du « roi qu'il a fait », il se juge investi d'une véritable mission de surveillance à l'égard du pouvoir. La Charte est-elle bien respectée ? Les ministres n'outrepassent-ils pas leurs droits ? Louis-Philippe se tient-il dans la ligne qu'on lui a tracée ? La paix n'est-elle pas menacée ? Les révolutionnaires et les bonapartistes sont-ils bien matés ? Toutes questions sur lesquelles le bourgeois ne transige pas et qui, parfois, agitent ses nuits : il faudra la lecture d'un bon article du *Constitutionnel* pour le rassurer.

Enfin, il y a la Garde nationale, symbole même du régime : cet uniforme de la Garde nationale, le bourgeois y tient comme à la prunelle de ses yeux, c'est le grand attrait pour lui, l'appât offert à tous les citoyens qui ont lu au coin de leur feu *Victoires et Conquêtes* et qui rêvent de devenir militaires sans les dangers du métier des armes. Quelles perspectives ! Devenir officier avec les épaulettes d'argent, défiler, jugulaire au menton, en tête de sa compagnie, prendre la garde aux Tuileries ou à Neuilly et être invité à la table du roi, étourdir son quartier par le bruit martial de ses éperons et finir sa carrière par le ruban de la Légion d'honneur ! Que ne ferait-on pas pour réaliser un pareil rêve ? Les nominations dans la Garde nationale, l'avancement, les mutations, tout est matière électorale. D'où les démarches sans nombre du bourgeois, toute une tactique avec ses voisins, toute une stratégie aussi compliquée que s'il aspirait à être député ou conseiller général.

Si le petit bourgeois est commerçant, c'est une bien autre affaire avec sa clientèle à conserver, à ne pas froisser, avec ses intérêts à ménager. L'épicier, par exemple, le boutiquier le plus important de l'arrondissement, l'épicier que Balzac prétendait être « le résumé, le sym-

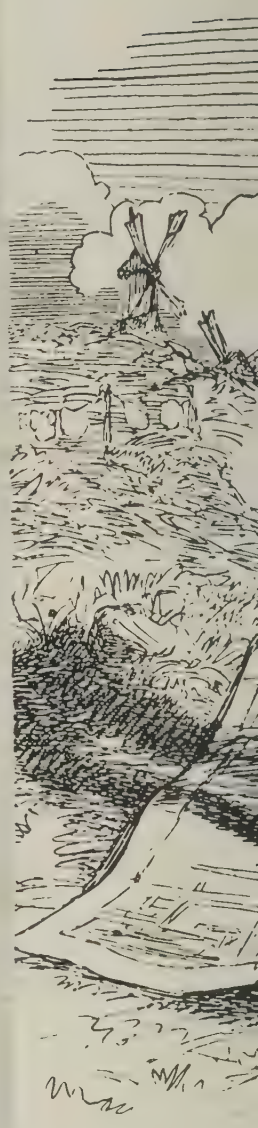
LA COMÉDIE DU CHAT

Dessiné et Lithé

LE DIABLE BOITEUX A PARIS.

Maison de l'Epicier.

Rez de Chaussée. La boutique et l'arrière boutique. — 1er étage. Un ménage, la nuit et le réveillon. — 2e étage. Un jeune garçon et une jeune demoiselle. — 3e étage. Un vieillard et le mariage.



bole de la petite bourgeoisie française », qui est en même temps électeur, garde national et juré, l'épicier, tête de Turc de tous les poètes romantiques, dont le nom est la suprême injure lancée à la tête de leurs adversaires, le malheureux épicier, qui, on ne sait pourquoi, a accumulé sur lui tous ces dédains, demeure impavide au milieu des lazzis dont on le crible.

Tout à fait au bas de ces classes de la nation bien délimitées gît une masse informe que l'on désigne sous le nom vague de peuple et qui est la partie affreusement déshéritée de la population.

Sa misère est indicible. Qu'elle loge dans les maisons délabrées des vieilles rues du quartier de la Bastille et de l'Hôtel-de-Ville, dans le faubourg Saint-Marceau, derrière le Panthéon, dans les voies tortueuses qui s'échappent au nord des Boulevards, dans ce cloaque nommé la *Petite Pologne* qui s'étend sur l'emplacement actuel de la gare Saint-Lazare et de Saint-Augustin, ou qu'elle s'égaille dans la plaine de Grenelle, sur les hauteurs du Père-Lachaise, à la Villette ou au marché aux chevaux, elle présente partout le même aspect sordide d'une populace hâve, qui se terre dans des taudis sans nom. Un rapport de police au préfet, daté de 1847, fait une description saisissante du passage du Soleil, sis chemin de la Révolte.

« Là, un marchand de vins a fait construire quarante cabanons ou bouges en plâtre, en terre glaise, sans cheminées, et n'ayant pour couverture que du papier goudronné. Il loue chaque taudis 2 francs par semaine. Il est impossible de respirer dans ces réduits, plus dignes des porcs et des chiens que des hommes. En été, ce sont des fournaises et, en hiver, des tombes anticipées. Ajoutez à cela les immondices d'os, de papier, de chiffons, de peaux d'animaux entassés aux quatre coins de ces cahutes. J'ai trouvé des femmes vêtues de guenilles couchant sur du fumier puant, sans draps, sans couvertures. J'ai vu une femme manger des abricots en putréfaction et des pommes de terre ramassées par elle au coin des rues... »

Le passage du Soleil n'est pas une exception, et la banlieue est emplie de ces taudis sans nom. Un homme, en moyenne, gagne 2 francs par jour, une femme, 1 franc, un enfant de treize à seize ans, 0 fr. 75, un enfant de huit à douze ans, 0 fr. 45. La durée du travail est de quinze heures par jour au moins. Le travail en chambre, qui est la généralité, est encore plus mal payé : en 1844, D. Laverdan a étudié dans *la Démocratie pacifique* les conditions des ouvrières qui cousent chez elles. « Une ouvrière habile, et très habile, dit-il, en se levant de bonne heure et en se couchant tard, ne peut faire plus de deux chemises d'homme, plus de quatre douzaines de torchons dans sa journée. La chemise étant payée 5 sous, la douzaine de torchons, 4 sous, la femme gagne au plus 15 à 18 sous. » Ce même observateur nous décrit les ateliers comme des endroits sombres, sans air. Les moteurs à bras, dans le coton, épuisent les ouvrières ; dans l'industrie du lin, on travaille dans l'eau.

Ces conditions matérielles effroyables ont incité les ouvriers à se grouper pour obtenir une hausse des salaires. Le compagnonnage a été, on le sait, la première forme de ces groupements, mais c'est plutôt une société de secours mutuels que de revendications sociales et de lutte des classes.

Le gouvernement de Louis-Philippe n'ignore pas la situation tragique de la classe ouvrière, qu'on appelle alors « le peuple », il a fait faire de vastes enquêtes à ce sujet et fait voter, en 1840, une loi pour protéger le travail des enfants et des femmes dans les manufactures, mais il considère ces questions de travail, de chômage et de salaires comme échappant tout à fait à la sphère législative. Seule la charité intervient dans ce domaine, et elle est active, intelligente, inlassable, mais elle ne peut résoudre que des cas particuliers : la grandeur du problème lui échappe.

Cette physionomie de la société à la veille de la révolution de 1848 ne serait pas complète, tout au moins pour Paris, si nous n'indiquions qu'à côté de ces classes sociales si tranchées vivent, en marge, des groupes dont les membres, liés entre eux par leur profession ou leurs idées, occupent une place, parfois importante, dans la vie de la grande cité.

Le clan des artistes, gens de lettres, peintres, dessinateurs n'est pas le moins bruyant. On connaît les luttes épiques qu'eurent à soutenir les romantiques pour faire triompher leur doctrine artistique, on sait les cortèges fameux des Jeune-France et des rapins, leurs costumes extravagants, leurs manifestations bruyantes, leur animosité contre leurs adversaires qu'ils englobent tous sous le nom péjoratif de « bourgeois ». Le romantisme a remporté la victoire, et ceux qui dirigeaient le combat aux premières années du règne de Louis-Philippe se sont embourgeoisés à leur tour : les Hugo, les Lamartine, les Gautier, les Delacroix ont tous maintenant pignon sur rue et ne se soucient plus de « descendre dans la rue ». Mais le gros de leurs troupes est demeuré dans l'opposition à l'ordre établi et, sous le nom de *bousingots,* mènent par la plume et par le crayon une campagne violente contre le roi-citoyen et ses ministres. Beaucoup d'entre eux se joindront aux ouvriers dès les premières heures du soulèvement.

Tout près de la phalange des écrivains vit le monde de la presse, dont l'importance n'a cessé de grandir depuis dix ans : Emile de Girardin, nous l'avons dit, y a accompli une véritable révolution en lançant le journal à bon marché.

Avec *la Presse, le Journal des Débats, le Constitutionnel, le Globe, le National, le Courrier français, l'Univers* se partagent les lecteurs. Ce monde de la presse est déjà fort agité, remuant ; ses rédacteurs ont du talent, de l'esprit, du mordant, ils mènent la vie dure aux ministres qui leur déplaisent, leur influence est grande. De petits journaux comme *le Charivari,* à l'esprit cinglant, où Daumier donne un dessin chaque semaine, sont redoutables et redoutés dans les sphères gouvernementales.

Moins bruyant peut-être, mais plus caractéristique encore du moment, est le clan des révolutionnaires en chambre, propagandistes d'idées nouvelles, bâtisseurs de mondes inédits, utopistes de toute qualité. A la suite de Saint-Simon et de son école, Fourier veut transformer la société et assurer, par son *phalanstère,* le bonheur universel. Cabet prêche le retour à la morale évangélique, l'imitation du Christ, Proudhon et Pierre Leroux imaginent une transformation complète de l'univers sur le mode communiste, Barbès et Blanqui ne voient de solution que dans la révolution immédiate, l'abbé Châtel, qui s'intitule « primat des Gaules », a organisé des « messes humanitaires » dans un bazar de la rue de Cléry, Caneau prône l'*Evadisme,* égalité complète des sexes, Tourreil invente le *fusionnisme,* qui aboutit à l'indulgence plénière de tous les péchés. Et, à côté de ces apôtres, l'ardente voix des amazones s'élève, qui exige la reconnaissance des « droits de la femme », avec George Sand, Flora Tristan, Eugénie Niboyer, Claire Démar... Petite cohorte qui vit en marge, mais exerce une influence profonde qui ira en s'amplifiant dès les premières heures de la liberté recouvrée.

Enfin, il faut dire un mot d'un monde bruyant et sympathique, bien cantonné dans sa sphère, qui est le monde des étudiants. Enfermé comme dans une bastille dans son Quartier Latin, il a ses usages, ses habitudes, ses mœurs. Il ne quitte pour ainsi dire jamais Paris avant la fin de ses études et durant des années n'a comme horizon que les marronniers du Luxembourg et la vieille Sorbonne. On y travaille beaucoup et dans des conditions difficiles : peu de bibliothèques, peu ou pas de laboratoires, des examens sévères et une bourse très peu garnie. En revanche, on s'y amuse fort quand on le peut : Murger a popularisé la vie de ce petit monde. Rodolphe et Musette en sont devenus les types représentatifs. Et avec Musette, c'est encore tout le clan des grisettes qu'il faudrait évoquer et de ses sœurs, les Lorettes, charmants petits êtres élégants, coquets, qui sont le sourire de la grande ville. Mais, hélas ! le temps des sourires est passé, et c'est tragiquement que va sombrer toute cette société bouleversée de fond en comble en quelques jours, pis : en quelques heures.

CONSTITUTION : ARTICLE 6

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

Instruisons les Noirs, plaçons-les dans nos écoles et nos ateliers ; qu'importe après cela l'opinion que quelques hommes isolés pourront garder d'eux et de leur intelligence ! Est-ce bien vraiment lorsque les distributions universitaires viennent de proclamer le nom de tant de jeunes gens de couleur qu'il faut s'attacher à combattre un préjugé dont les restes doivent infailliblement tomber avec les chaînes de leurs pères, les esclaves ?

Notre foi est si complète, si entière, si absolue à cet égard que tout en respectant l'avis de la *société* nous en appelons au public, le juge suprême.

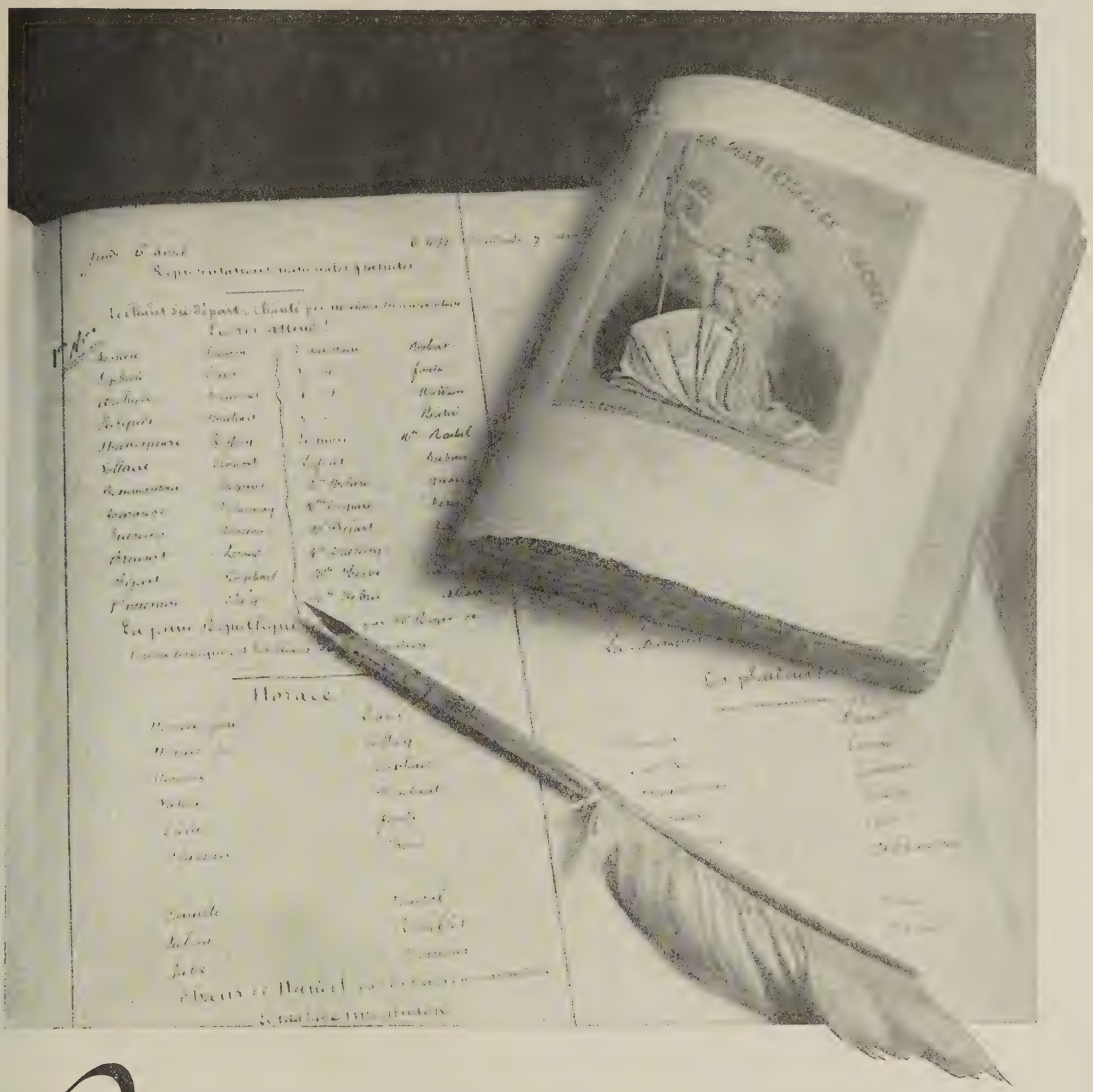
Après tout, de quoi s'agit-il ? D'être utile à la cause de nos frères, les hommes noirs. Tout mauvais instinct d'amour-propre s'évanouit dans une entreprise aussi noble, et, quand viendra l'heure où l'un de nos rivaux gagnera la palme, nous nous réjouirons de son triomphe. Plus l'attention générale sera souvent appelée sur cette grave matière, plus il y a lieu d'espérer que la morale publique obtiendra enfin la destruction de l'esclavage des Noirs, cet exécrable legs de la barbarie antique qui déshonore la civilisation moderne.

Alors vous pourrez entreprendre une grande croisade contre le préjugé de la couleur, et facilement il s'évanouira. Vous imprimerez les œuvres des Noirs, vous écrirez la vie de ceux d'entre eux qui se sont distingués ; vous en répandrez abondamment des exemples, ainsi que les missionnaires faisaient de la Bible.

Vous proclamerez l'égalité politique et civile pour les hommes de toutes couleurs, vous admettrez dans les emplois publics tous les Noirs et sangs mêlés que vous en trouverez dignes. Cela fait, vous aurez beaucoup fait et le temps ne tardera pas à achever votre ouvrage. Allez, quelques années de réelle égalité devant la loi suffiront pour ramener bien des esprits à la vérité et à la justice.

VICTOR SCHŒLCHER. EXAMEN CRITIQUE CONTRE LA COULEUR DES AFRICAINS ET DES SANGS MÊLÉS, 1839.

S'il est à Paris un miroir fidèle des émotions que ressentit la capitale pendant les heures troubles de 1848, c'est le registre de la Comédie Française. Les spectacles, où l'on retrouve les noms de Rachel, de Samson, de Geffroy, de Regnier, de Got, alternent en représentations nationales et galas pour les blessés, coupés de nombreux relâches *commentés. Les annotations portées au jour le jour, sans commentaire particulier, présentent un simple résumé des événements, mais, plus qu'un récit passionné, elles expriment le déroulement parallèle de l'histoire et de la vie quotidienne et consacrent la concurrence victorieuse de la scène politique sur la scène dramatique : en Février et en Juin 1848, le spectacle était dans la rue.*



Relâche

ou UN DRAME EN DEUX ACTES

Deux révolutions en quatre mois — une révolution d'hiver, une révolution d'été — séparées par des mouvements insurrectionnels sporadiques : jamais la France n'a vécu une période plus orageuse que ce semestre de 1848.

Les historiens ont l'habitude de voir dans la révolution de février une victoire républicaine et dans le soulèvement de juin une éruption de socialisme naissant. Ou, si l'on préfère, une révolution bourgeoise et une révolution prolétarienne. Vues de plus haut, ces deux révolutions sont l'explosion de deux déconvenues.

En 1830, la République a été escamotée par la bourgeoisie libérale. Le peuple reprend en février 1848 l'affaire à son compte. Nouvelle déception : le triomphe de la République apporte au pays la liberté politique et le suffrage universel. Mais il ne dénoue pas la crise économique : le nouveau régime, après avoir proclamé « le droit au travail », résout le problème social par une formule empruntée au paternalisme monarchique : des ateliers de charité.

L'allure des deux révolutions diffère profondément. Il y eut dans la première des traits de bonhomie, de fraternisation spontanée, qui contrastent avec la violence de la seconde.

La première donna lieu à une action de répression irrésolue et peu cohérente. La seconde reste dans l'histoire des insurrections le type de la bataille de rues, où la stratégie de la résistance et celle de l'attaque atteignirent un point de perfection jamais connu.

LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER

Le « climat » politique et social de 1848 suffirait à expliquer le soulèvement. Mauvaise récolte en raison de la sécheresse, agiotage

effréné, scandales (l'affaire Teste, le suicide du duc de Praslin, meurtrier de sa femme, etc.), divorce entre la majorité de la Chambre, houle de mécontentement qui va s'élargissant et gagne des couches de plus en plus larges de la société.

La campagne des « banquets réformistes » devait prendre fin le 22 février aux Champs-Elysées. Rien ne laisse augurer des troubles : une foule plus curieuse qu'agressive stationne place de la Concorde et devant la Madeleine (alors inachevée). Interdit par le Conseil des ministres, le banquet a été décommandé. Mais le journaliste Marrast a fait imprimer sur les presses du *National* un appel à une « manifestation disciplinée » du peuple. Répondant à cet appel, trois mille manifestants, ouvriers et étudiants, se portent vers le Palais-Bourbon à une heure où la salle des séances est vide. Les dragons casernés au Quai d'Orsay interviennent et dégagent les abords de la Chambre. Quelques scènes de désordre s'ensuivent : chaises entassées et brûlées sur le Cours-la-Reine, omnibus renversés. Rien de bien grave, en somme ; assez cependant pour alerter le gouvernement.

Le 23, c'est l'émeute. Des coups de feu éclatent sur divers points de la capitale. La répression s'organise. Le roi dispose de 31.000 hommes de troupe, 43 bataillons, 20 escadrons, 27 batteries. C'est plus qu'il n'en faut pour étouffer un mouvement de peu d'ampleur. Mais Louis-Philippe hésite. Il est las, découragé. Il veut éviter une effusion de sang. Les unités n'ont pas d'ordres, pas de direction effective. La Garde nationale fait presque partout défection et passe à la foule au cri de « Vive la réforme ! » La 7e Légion envoie à la Chambre une pétition demandant le renvoi du président du Conseil, Guizot. Celui-ci se présente à la Chambre et annonce avec son habituelle froideur : « Messieurs, le roi vient d'appeler en ce moment le comte Molé pour le charger de former le nouveau cabinet. » Stupeur sur les bancs de la majorité. L'extrême droite crie à la trahison. Molé, n'est-ce pas Necker ?

Est-ce du moins l'apaisement ? On le crut pendant quelques heures. Mais, vers 8 heures du soir, un défilé apparaît sur les boulevards en brandissant le drapeau rouge.

Depuis 1822, le ministère des Affaires étrangères est installé boulevard des Capucines, avec façade sur le boulevard et retour sur la rue Neuve-des-Capucines. C'est là que demeure Guizot, sous la garde d'un bataillon du 14e de ligne, dont le chef fait former le carré et dériver la circulation. Le cortège arrive et demande le passage. Le colonel parlemente pour inviter les manifestants à se retirer. L'un de ceux-ci agite une torche sous son nez : altercation. Un sous-officier, nommé Giacomini, croit son chef en danger et abat l'agitateur. Les soldats ouvrent le feu sans en avoir reçu l'ordre. Trente-cinq morts. La foule relève les cadavres, qui seront promenés à travers les rues.

Le préfet Delessert fait au roi une relation dramatique de la scène. Louis-Philippe nomme Bugeaud commandant en chef de la Garde nationale. Mais ce n'est plus le Bugeaud de l'Isly : c'est celui de la rue Transnonain. Molé, prudent, a refusé de former le cabinet ; il passe la main à Thiers, qui accepte, en principe, sa succession.

Le 24 février au matin, il y a dans Paris quinze cents barricades. Les émeutiers ont dévalisé les boutiques d'armuriers. Bugeaud lance trois colonnes : la première ira occuper l'Hôtel de Ville ; la seconde, la Bastille, par la rue de Richelieu, la Bourse et les boulevards ; la troisième marchera sur le Panthéon.

Aux premières heures de la matinée du 24, l'Hôtel de Ville et le Panthéon sont occupés. Mais, aux Tuileries, l'incertitude paralyse toutes les initiatives... Louis-Philippe, la reine Marie-Amélie, le duc de Nemours, Bugeaud, Thiers, Emile de Girardin palabrent sans fin. Chacun préconise sa solution. L'un propose une revue des troupes au Carrousel. Comme Louis XVI ? L'autre, la retraite du roi à Saint-Cloud, d'où il essaiera de reprendre la

situation en main. Comme Charles X ? Louis-Philippe refuse. Alors Emile de Girardin lâche la phrase fatidique :

« Sire, Votre Majesté perd un temps précieux. Il n'y a plus à tergiverser. Il faut abdiquer. »

Bugeaud est gagné, lui aussi, par cette vague d'indécision qui, venue du Palais, démoralise toute résistance à l'émeute. A 9 heures, il envoie au général Bedeau, bloqué à la hauteur du Gymnase, l'ordre de se replier. Sa colonne reflue en désordre, abandonne ses canons et ses armes, fraternise avec l'émeute. Au Château-d'Eau, le 14e d'infanterie tient bon. De même la Garde sur la place de la Concorde. A l'Hôtel de Ville, la Garde, lâchée par l'infanterie, se terre ou prend la fuite.

Ces défaillances ont triomphé des dernières velléités de résistance du roi, qui abdique en faveur de son petit-fils, le comte de Paris. Le bruit court que le peuple va envahir le château. Ici encore les souvenirs de 1792 hantent les esprits. Louis-Philippe revêt un habit bourgeois et monte dans une voiture qui l'attend à la Concorde. La France n'a plus de monarque. Pour quelques heures, elle a une régente, la duchesse Hélène, belle-fille de Louis-Philippe, qui va demander protection à l'Assemblée. La Chambre des pairs s'est ajournée *sine die*. Les députés acclament la duchesse. Mais les « hommes de la rue », Bastide et Marrast, se sont entretenus avec Lamartine, qui les a assurés de son concours. Par vagues successives, la foule envahit la salle des séances. Le président se couvre, la duchesse s'éclipse. On crie : « A bas les Bourbons ! » Lamartine escalade la tribune et lance les noms d'un gouvernement provisoire : Arago, Ledru-Rollin, Dupont de l'Eure, Marie, et... lui-même. Une liste griffonnée sur un chiffon de papier.

Alors la foule reflue sur les Tuileries. Le château est mis à sac.

C'est l'heure de Lamartine.

Cette heure, il l'a vue venir de longue date. N'écrivit-il pas, le 20 février 1842, à son beau-frère Montherot : « Je deviens le La Fayette de l'opinion, en attendant que, dans cinq ou six ans, je devienne le Casimir Perier de l'ordre. » Février 1842-février 1848 : la prédiction est tombée juste. Lamartine incarne, dans cette atmosphère d'incohérence, une apparence de continuité ; sa popularité lui permet de synthétiser les contrastes qui pendant quelques heures se sont fondus dans la vague insurrectionnelle. Le gouvernement provisoire se rend à l'Hôtel de Ville.

La foule l'y a devancé. Sur la place elle campe, s'agite, pérore, tire des coups de feu. Dans l'édifice, des orateurs improvisés vocifèrent ou se prennent à parti. Les membres du gouvernement provisoire errent à travers les couloirs, en quête d'une salle pour délibérer. Un huissier finit par leur ouvrir le cabinet du secrétaire général, aux portes duquel les polytechniciens monteront la garde. Dans le calme relatif de cette installation, une première répartition des portefeuilles s'ébauche : président, Dupont de l'Eure ; Affaires étrangères, Lamartine ; Justice, Crémieux ; Marine, Arago ; Travaux publics, Marie. Les autres portefeuilles vont à des bourgeois de gauche : l'Instruction publique, à Carnot ; l'Agriculture, à Bethmont ; les Finances, au banquier Goudchaux.

Mais il y a une différence de température entre les occupants et la foule qui stationne sur la place, dont les émissaires entrent à tout moment, réclament des précisions, discutent et repartent haranguer des groupes où l'animation va croissant.

Lamartine s'épuise en discours, en appels à la raison. Mais, à minuit, arrivent les porte-parole des mécontents : Louis Blanc, Flocon, l'ouvrier Martin, dit Albert, Marrast. Trois socialistes et un radical. On leur fait une place. Ce soir ils seront secrétaires, le surlendemain, ministres.

De tous côtés fusent les vivats à la République. La foule exige qu'elle soit proclamée sur-le-champ. Mais Paris a-t-il qualité pour imposer sa volonté à la France ? Non,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LAMARTINE A L'HOTEL-DE-VILLE.

25 Février 1848.

A LAMARTINE.

Air de la Colonne

Tribun sacré de la patrie,
Noble défenseur de ses droits
Toi dont un vertueux génie
Sut toujours inspirer la voix. (bis)
Pour prix de ta persévérance
Reçois un don qui t'est bien dû :
Nous confions à ta vertu
La gloire et l'honneur de la France (ter)

II

Avant que ta voix au prétoire
Eût prêté ses mâles accents,
Déjà tu faisais notre gloire
Par tes écrits éblouissants ; (bis)
Mais le poète qu'on encense,
Cherche des triomphes plus beaux,
Et tu mêlas à tes travaux
La gloire et l'honneur de la France. (ter)

III

Le peuple aime bien quand il aime ;
Sois juste, il ne l'oublie pas :
Lorsque naguère un diadème
Dans tes mains volait en éclats
Ayant besoin d'expérience
Pour consolider ses destins,
Modeste, il remit dans tes mains
La gloire et l'honneur de la France. (ter)

IV

Depuis ce jour, combien de choses
Qui couvaient au fond de ton cœur,
A nos yeux ravis sont écloses,
Portant le fruit avant la fleur. (bis)
Chez toi, génie, esprit, science,
Du bien de tous, noble désir,
Garantissent pour l'avenir
La gloire et l'honneur de la France. (ter)

V

Ne ralentis pas ton ouvrage,
Car le peuple a sur toi les yeux :
Ce peuple sera force et courage,
Mais il fut longtemps malheureux. (bis)
Gagne sa foi, sa confiance,
Chaque jour il te bénira ;
En l'aimant, ton cœur aimera
La gloire et l'honneur de la France. (ter)

VI

Comme toi, pour tous, pour nous-mêmes
Nous invoquons la douce paix,
Mais des sacrifices extrêmes
Pour l'obtenir n'en fais jamais ; (bis)
Et si de notre indépendance
L'Europe osait nier les droits,
Ne laisse pas ternir deux fois
La gloire et l'honneur de la France. (ter)

LA MARSEILLAISE.

Allons, enfants de la Patrie !
Le jour de gloire est arrivé.
Contre nous de la tyrannie
L'étendard sanglant est levé (bis)
Entendez-vous dans les campagnes
Mugir ces farouches soldats ?
Ils viennent jusques dans nos bras
Égorger nos fils, nos compagnes !
Aux armes, citoyens ! formez vos bataillons
Marchons, (bis) qu'un sang impur abreuve nos sillons !

II

Que veut cette horde d'esclaves
De traîtres, de rois conjurés ?
Pour qui ces ignobles entraves,
Ces fers dès longtemps préparés ? (bis)
Français ! pour nous, ah ! quel outrage !
Quels transports il doit exciter !
C'est nous qu'on ose méditer
De rendre à l'antique esclavage
Aux armes, etc

III

Quoi ! ces phalanges mercenaires
Terrasseraient nos bataillons
Grand Dieu ! par des mains enchaînées
Nos fronts sous le joug se ploieraient
De vils satellites
Les mânes de nos guerriers
Aux armes, etc

IV

Français ! en guerriers magnanimes
Portez, ou retenez vos coups
Épargnez ces tristes victimes
A regret s'armant contre nous
Mais ces cohortes criminelles
Tous ces tigres qui sans pitié
Déchirent le sein de leur mère !
Aux armes, etc

VI

Nous entrerons dans la carrière
Quand nos aînés n'y seront plus
Nous y trouverons leur poussière
Et la trace de leurs vertus
Bien moins jaloux de leur survivre
Que de partager leur cercueil
Nous voulons, en mourant comme eux
Aux armes, etc

Conservons avec respect, Citoyens, le drapeau tricolore qui a fait le tour du monde avec la République et l'Empire, avec nos libertés et nos gloires.

Lachete des gardes municipaux *arretez... arretez!...* *resistance du peu*

Liberté!.. Liberté!.. charge combats avec les défenseurs. *nos amis sauvons le Christ! C*

Holocauste a la liberté. Fauteuil du Roi. Louis Philippe. *Les jeunes demoiselle*

Paris chez ULYSSE *Editeur rue de la Harpe 32*

E FEVRIER 1848

intrépidité d'une jeune fille

humanité courageuse des femmes de Paris

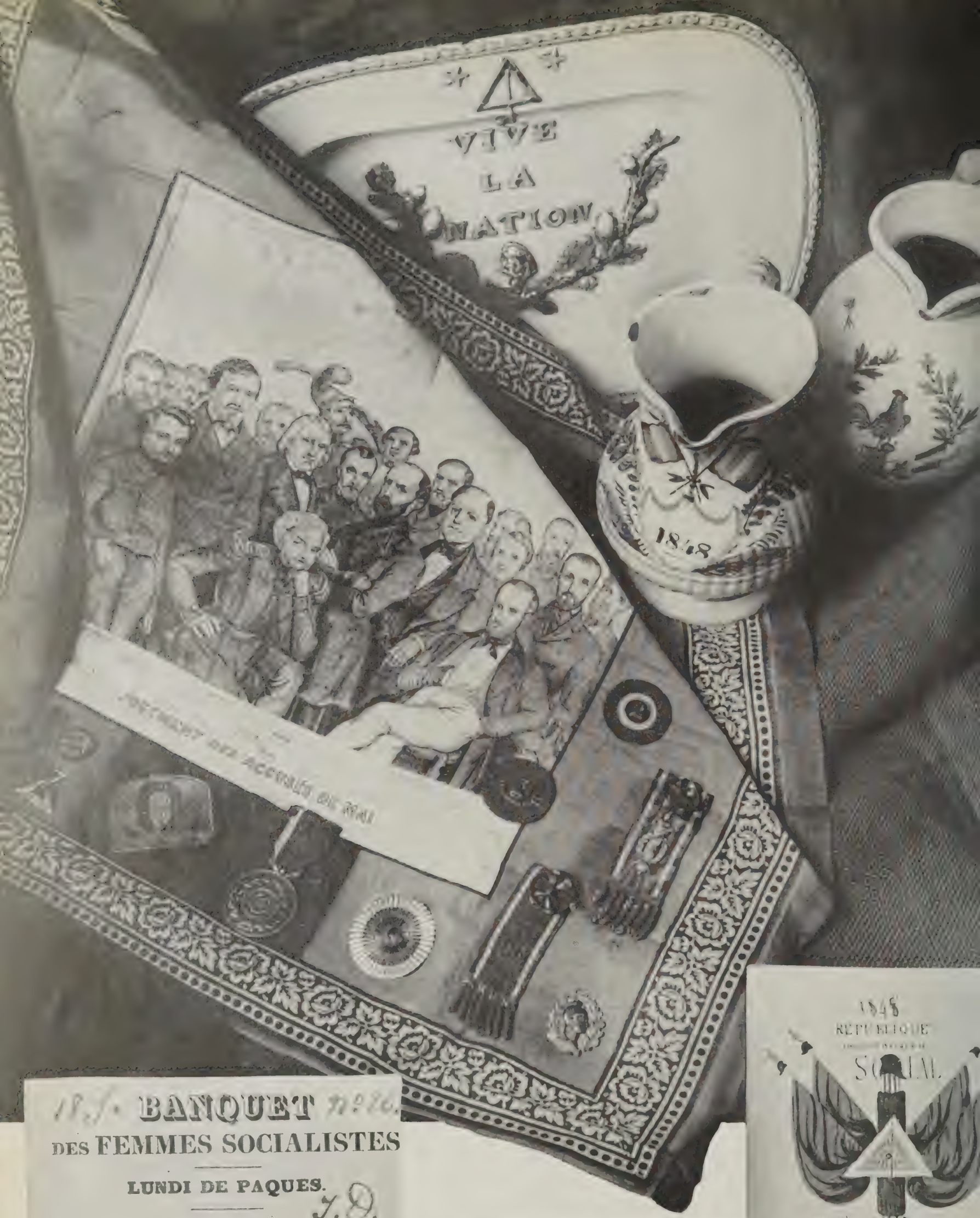
la garde nationale s'joint au peuple

honneur au courage malheureux.

Garde national

la Bénédiction

le Commissaire du Gouvernement



1848
RÉPUBLIQUE
SOCIAL
SUPERFLU TANT QUE CHACUN
N'A PAS LE NÉCESSAIRE

18 f. **BANQUET** n° 20.

DES FEMMES SOCIALISTES

LUNDI DE PAQUES.

J. D.

PRIX 1 F. 25 C.

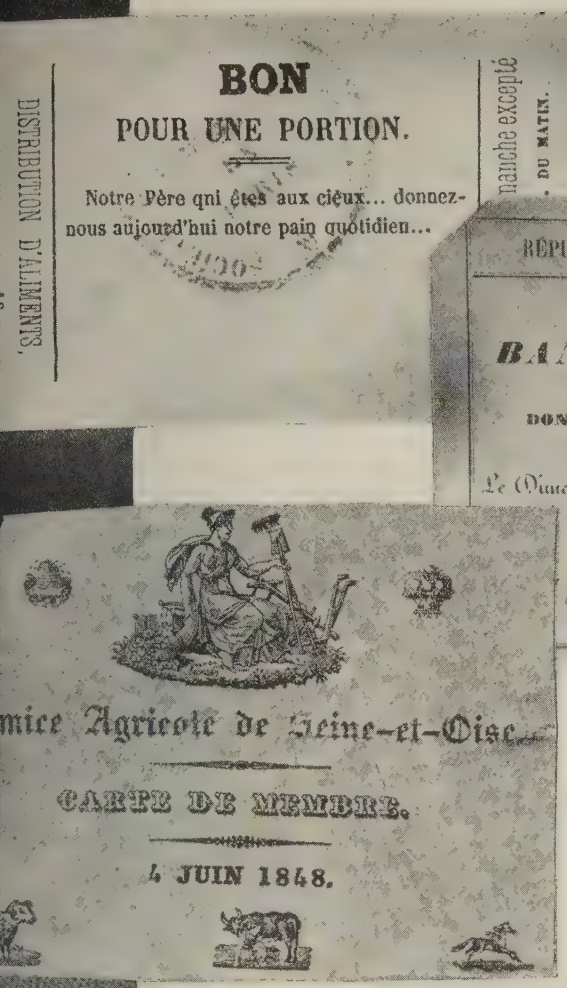
A la Salle de la Fraternité, rue Martel, 9,

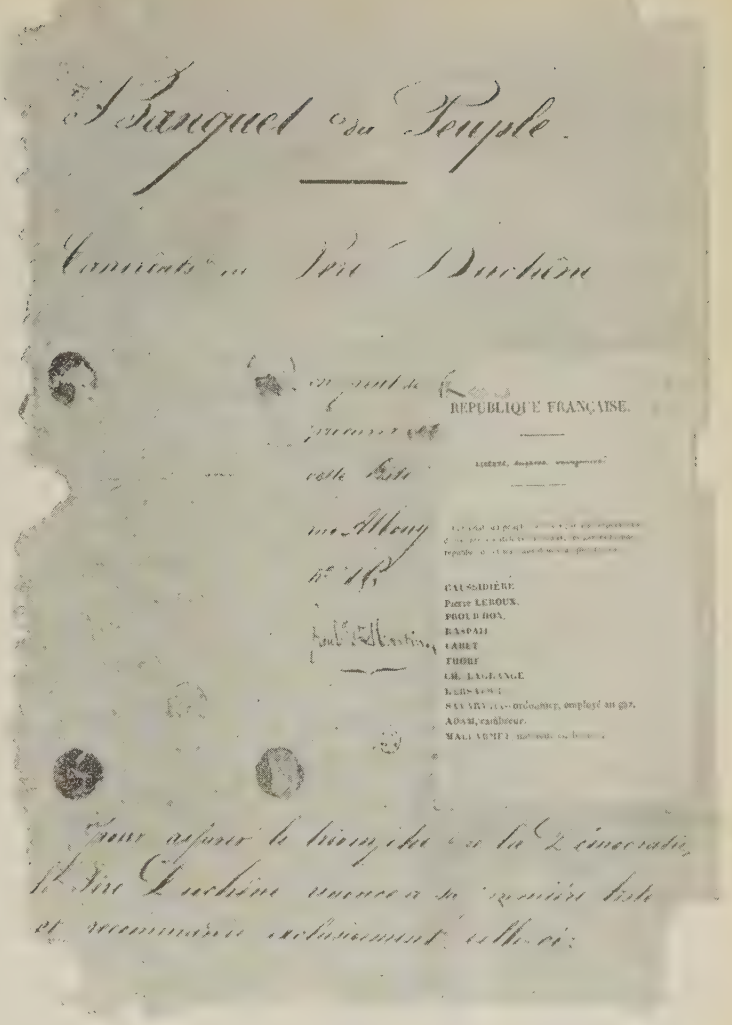
On se réunit à 5 heures.

Association Fraternelle et Générale des Ouvriers.

COIFFEURS RÉUNIS.

Rue St Antoine, 22.	Chaussée du Maine, 51.
Rue Fontaine St Georges 27	Rue St Honoré, 87





dit Lamartine, qui rédige la célèbre motion :

« Bien que le gouvernement provisoire... préfère la forme républicaine, ni le peuple de Paris ni le gouvernement ne prétendent substituer leur opinion à celle des citoyens, qui seront consultés sur la forme définitive du gouvernement... »

Louis Blanc remplace la formule « préfère » par « *soit pour* ».

Crémieux y substitue une affirmation plus catégorique : « Le gouvernement provisoire *veut* la République, sauf ratification par le peuple. »

Garnier-Pagès et Louis Blanc vont plus loin : « La volonté du peuple a proclamé la République. Le gouvernement provisoire la déclare constituée. » (*Sic*).

Bien ou mal informée de ces tergiversations, la foule n'en retient que le dénouement et acclame les ministres. Des ouvriers promènent une banderole sur laquelle on lit : « La République une et indivisible est proclamée en France. »

Mais le peuple reste sur le qui-vive. Les barricades ne sont pas démontées ; des groupes d'insurgés patrouillent toute la nuit ou bivouaquent dans les rues. En banlieue, des scènes de pillage se déroulent.

Le 25, le gouvernement devait prendre séance à l'Hôtel de Ville. Les ouvriers ont devancé les nouveaux ministres et envahi la salle de réunion. Ils réclament la République. Pour apaiser leur défiance, le nouveau maire de Paris et Louis Blanc, en qualité de « secrétaire », signent un placard mettant la population en garde contre « les gens malintentionnés » et confirmant la proclamation de la République.

Le plus pressé est de maintenir le nouvel ordre contre ses ennemis et, au besoin, contre ses instigateurs. Aussi la première décision du gouvernement porte-t-elle sur la création d'une garde nationale mobile. L'enrôlement des volontaires commencera le même jour, dès midi.

L'après-midi surgit, d'une manière non moins inattendue, la question du drapeau. Le drapeau rouge avait été arboré les jours précédents sur quelques barricades. Un groupe d'hommes en armes vient sommer le gouvernement d'adopter cet emblème révolutionnaire comme gage de son attachement au triomphe des idées nouvelles. On connaît la riposte de Lamartine : « Le drapeau rouge n'a jamais fait que le tour du Champ-de-Mars, traîné dans le sang du peuple ; le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec le nom, la gloire et la liberté de la patrie. »

Mot historique s'il en fut, mais, comme la plupart des mots historiques, assez approximatif. Le drapeau rouge de 1791 et 1793 n'était pas un emblème politique ; c'était le fanion de la loi martiale. Mais on l'avait oublié ; l'antithèse eut l'effet qu'en attendait le poète, qui fera de son intervention un triomphe personnel, reléguant dans l'oubli le ministre des Finances Goudchaux, le véritable sauveur, peut-être, du drapeau tricolore. Car, si le gouvernement décréta le même soir le rétablissement des trois couleurs « disposées comme elles l'étaient pendant la République », la question revint le lendemain sur le tapis. Louis Blanc plaida l'adoption d'un symbole plus représentatif du nouveau régime. Et il semble bien, d'après divers témoignages, que Lamartine — bien que foncièrement hostile au socialisme — se soit montré beaucoup moins catégorique que la veille. Ce fut Goudchaux, cette fois, qui défendit les trois couleurs : il montra le tragique de la situation financière, l'exode des capitaux et la banqueroute, conséquences fatales de la démagogie. Il finit par convaincre Louis Blanc lui-même et le fit renoncer au drapeau rouge.

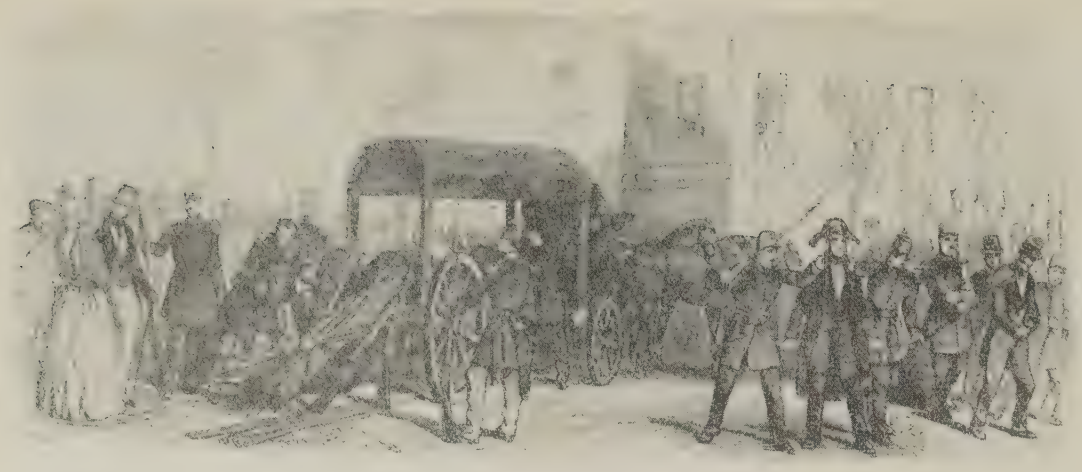
Le soir, tout Paris pavoise. Les barricades ont disparu.

Restait à rendre le dernier hommage aux victimes de la répression.

Le 2 mars, le gouvernement provisoire publie un décret portant que « les citoyens morts pour la République dans les journées des 23 et 24 février seront déposés dans les caveaux de la Colonne de Juillet et réunis aux cendres des combattants de 1830 ».

Le 4 ont lieu à la Madeleine des funérailles solennelles qui rappellent les obsèques des héros de la Révolution. Un immense sarcophage de style égyptien, dressé dans l'église, abrite les corps. Puis un char tiré par huit chevaux blancs et atteignant la hauteur d'un troisième étage transporte les cercueils à la Bastille. Au nombre de 1.906, ils sont alignés sur les dalles qui recouvrent les morts de 1830.

Le jour des obsèques, un office funèbre avait



Surprise d'un enterrement simulé.

été célébré dans toutes les paroisses parisiennes. Il est en effet à remarquer que la révolution de février associa le clergé à toutes ses manifestations.

Bien plus : lors de la dévastation des Tuileries, des insurgés découvrirent un magnifique Christ sculpté. Un polytechnicien l'éleva au-dessus de la foule : « Mes amis, dit-il, voici notre maître à tous ; chapeau bas devant le Christ ! » C'est ainsi que la croix fut portée processionnellement à Saint-Roch.

LES JOURNÉES DE JUIN

L'insurrection de juin présente un caractère tout différent de celle de février. Les émeutiers ont retenu les enseignements du premier soulèvement et perfectionné la « technique » de la guerre des rues. Elle a donné lieu à une série d'opérations qui se sont développées au rythme d'une stratégie extrêmement meurtrière dans les quartiers classiques des émeutes parisiennes.

De fait, Paris n'avait pas retrouvé le calme depuis le mois de février. Les élections à l'Assemblée constituante ont provoqué des émeutes ouvrières à Limoges et à Rouen. Le 15 mai, le peuple a envahi l'Assemblée pour présenter une pétition en faveur de la Pologne.

L'affaire fut regardée par le gouvernement comme une « étourderie ». Mais derrière le drame de la Pologne se profilait le drame de la misère, des grèves, du chômage — et aussi la menace chaque jour plus précise d'une réaction politique. Malgré l'« épuration », les ministères restaient peuplés de monarchistes. Pour parer au plus pressé — la crise sociale — le gouvernement a créé les ateliers nationaux. Le mot est de Louis Blanc. En réalité, c'étaient des chantiers où, pour un salaire uniforme de deux francs par jour, les chômeurs étaient, sans distinction de métier, occupés à des travaux de terrassement. A Paris, on les emploie à replanter les arbres des boulevards, à exhausser la gare de l'Ouest, puis à déraser les substructions de l'énorme bâtisse que Napoléon avait rêvé d'édifier au Champ-de-Mars pour y installer les archives des pays vaincus.

Personne ne s'illusionne sur la précarité de cet expédient. Mais le gouvernement a créé une armée anonyme pour la révolution. L'Assemblée nationale n'ose pas prendre sur elle la responsabilité de dissoudre les ateliers. Elle a recours au procédé classique qui consiste à réduire les crédits. Le 21 juin, un arrêté ordonne aux ouvriers âgés de dix-sept à vingt-cinq ans de s'enrôler dans l'armée ou de se préparer à aller faire des travaux de terrassement en province.

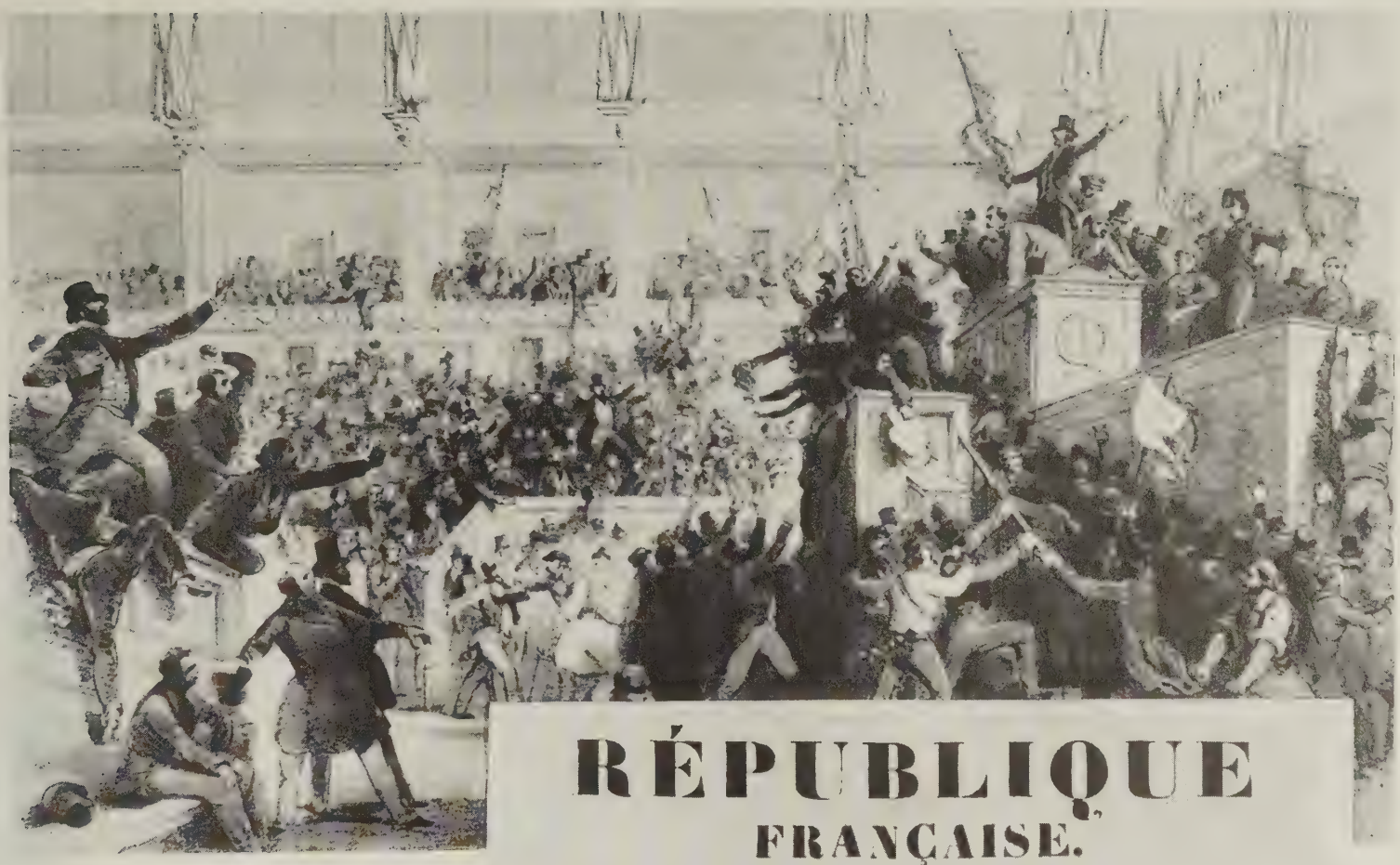
Le lendemain, les ouvriers parcourent les rues en réclamant « du pain ou du plomb », « du plomb ou du travail ».

Le 23 juin, à 7 heures du matin, un ancien séminariste, Pujol, harangue la foule convoquée sur la place du Panthéon, puis la conduit à la place de la Bastille. Monté sur le socle de la colonne, il s'écrie :

« Citoyens, vous êtes sur la tombe des premiers martyrs de la liberté. A genoux ! »

Docile ou subjuguée, la foule se découvre et s'agenouille.

PLANTATION SOLENNELLE DE L'ARBRE DE LA LIBERTÉ DE LA PLACE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, LE 24 MARS 1848. ★ TABLEAU DE J.-J. CHAMPIN.



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

HOTEL-DE-VILLE DE PARIS.

L'Assemblée Nationale n'est pas dissoute. Le Président, cédant au tumulte a déclaré la séance levée. Les braves citoyens de Paris sont appelés à maintenir le respect dû à l'Assemblée nationale produit du suffrage universel. Attaquer l'Assemblée Nationale c'est attaquer la République conquise en février et proclamée par l'Assemblée.

Vive l'Assemblée Nationale!
Vive la République!

15 Mai 1848.

Le Représentant du Peuple,
Maire de Paris,

ARMAND MARRAST.

Pour ampliation :

Le Secrétaire Général de la Mairie de Paris
FLOTARD.

VINCHON, Imprimeur de la Mairie de la Ville de Paris.

Puis il lance le mot d'ordre :
« Liberté ou la mort ! »

Alors se forme une colonne qui remonte le faubourg Saint-Antoine, y recrute deux ou trois mille hommes, puis redescend vers les boulevards.

Alors aussi commence l'insurrection qui, dans les annales révolutionnaires de la France, allait totaliser, par rapport à sa relative brièveté, le chiffre le plus élevé de pertes humaines.

Dans les précédentes émeutes, la répression s'est exercée sans plan d'ensemble. Cavaignac entend masser les forces dont il dispose (environ vingt-cinq mille hommes le 23 juin) et attaquer méthodiquement.

Il divise ses troupes en trois corps : le premier (Lamoricière) a son quartier général dans un petit café de la Porte Saint-Denis ; le second (général Bedeau), à l'Hôtel de Ville ; le troisième (général Damesme), au Panthéon.

Et voici, dans sa tragique sobriété, la chronologie de la répression :

23 juin. — Le Panthéon est dégagé sans combat, mais la rue Saint-Jacques se hérisse de barricades dont le général Damesme commence l'attaque sans marquer d'avantage sensible.

Dans le voisinage de l'Hotel de Ville, insurgés et soldats se fusillent presque à bout portant. Le général Bedeau se porte sur la rive gauche pour secourir Damesme, qui est en difficultés. Une colonne s'engage sur le parvis Notre-Dame. Elle se heurte à un groupe d'insurgés composé d'anciens gardes républicains. « C'est nous, les vrais gardes républicains ! » leur crient les émeutiers. « Alors, si vous êtes gardes républicains, venez avec nous ! » ripostent les assaillants. Après ce dialogue homérique, la bataille fait rage. Mais, à la tombée de la nuit, le général Bedeau est blessé, ses hommes perdent du terrain.

Sur les boulevards, l'émeute revêt des formes pittoresques. Des filles de mœurs légères montent la garde sur les barricades de la Porte Saint-Martin, avec des hallebardes empruntées au magasin des accessoires du théâtre de ce nom. Mais, rue La Fayette, les mécaniciens des ateliers de chemin de fer ont organisé une défense robuste. Les barricades sont tour à tour prises et reprises. Pour

dégager le faubourg du Temple, Lamoricière demande des renforts à Cavaignac. Celui-ci les amène lui-même et prend la direction des opérations. Après trois heures de combat, il reste maître de la place.

En somme, la journée laisse les combattants sur leurs positions. Le gouvernement sait maintenant que la lutte sera sans merci. Il fait venir des troupes de province et confie le pouvoir exécutif à Cavaignac.

24 juin. — Même décor que la veille. Les troupes ont bivouaqué, les insurgés se sont regroupés. Le Panthéon est investi ; ses portes sont ouvertes à coups de canon et l'intérieur est dégagé à la mitraille. Le général Damesme, blessé, passe le commandement au général Bréa.

A l'Hôtel de Ville, Duvivier a remplacé Bedeau ; l'opération est le dégagement du cloître Saint-Merry, qui avait déjà été, en juin 1832, le théâtre d'une lutte terrible.

Dans le centre, la résistance a pour bastion le clos Saint-Lazare, où se trouvent les chantiers du futur hôpital Lariboisière. Une barricade de pierres de taille au faubourg Poissonnière est enlevée, puis reprise par les insurgés. La troupe occupe les étages avoisinants et fait exécuter des feux plongeants par les fenêtres.

25 juin. — C'est la journée des épisodes décisifs. Le drame se déroule entre l'Hôtel de Ville et la Bastille, dans un quartier de ruelles sordides et tortueuses, où la défense a organisé un lacis de redoutes et de chemins couverts. La troupe lutte dans des conditions extrêmement confuses. « Tous les corps sont confondus ; chaque soldat se bat pour son compte », dit le journal d'un commandant d'unité. Il faut sept heures à la colonne qui suit les rives de la Seine pour aller de l'Hôtel de Ville à la Bastille. Le général Duvivier, blessé mortellement est remplacé par le général Négrier, qui est lui-même tué en débouchant du boulevard Bourdon, peut-être par une balle perdue tirée par la colonne voisine.

A la barrière d'Italie, le général Bréa se rend au milieu des insurgés pour les exhorter à se rendre ; il est retenu prisonnier, puis massacré dans un moment de panique.

Les circonstances dans lesquelles M^gr^ Affre trouva, ce jour-là, la mort ont été déformées par l'imagerie populaire et présentées sous un jour inexact par la plupart des historiens.

La vérité est d'ailleurs plus belle que la légende. Au moment où l'on emportait sur une civière le corps du général Négrier, l'archevêque de Paris, qui était venu pour arrêter l'effusion de sang, parlementa, place de la Bastille, avec un colonel et en obtint l'ordre de cesser le feu. Alors il se dirigea vers la barricade, haute de plusieurs mètres, qui barrait, au sud-est de la place, les rues de la Roquette, du Faubourg-Saint-Antoine et de Charenton. Mais il lui fut impossible de la franchir pour aller prendre contact avec les insurgés. Laissant en arrière ses vicaires généraux et escorté seulement de quelques gardes nationaux, il gagna la rue de Charenton par une maison à deux issues, le restaurant de la Tour d'Argent, dont la façade donne sur la place. Il se trouva ainsi derrière la barricade, et non devant, comme on le représente généralement. On l'écouta avec déférence ; aucun symptôme de violence ne se manifestait, lorsqu'une fatale diversion survint. Un représentant du peuple, chargé d'une mission d'apaisement, arriva sur la place, fit dégager les abords de la barricade par la garde et ordonna un roulement de tambour.

Croyant à une reprise du combat, les insurgés coururent à leur poste ; la fusillade recommença. Et c'est alors qu'une balle tirée d'une fenêtre ou d'un toit atteignit l'archevêque, qui tomba mortellement blessé. Il fut transporté à la cure de Sainte-Marguerite et, le lendemain, à l'archevêché, rue Saint-Louis-en-l'Ile, où il trouva la force de bénir la foule

sur le seuil avant de rendre le dernier soupir.

Le soir du 25, la rive gauche est complètement libérée ; le nord de Paris, dégagé ; la place de la Bastille, investie par l'ouest, mais non par le nord.

La nuit du 25 au 26 se passe en négociations. Les insurgés demandent un armistice et se font fort, s'ils l'obtiennent, d'amener le faubourg Saint-Antoine à renoncer à la lutte. On leur répond qu'une suspension de la lutte est conditionnée par la démolition préalable des barricades. Le combat reprend le 26, à 6 heures du matin, avec un suprême acharnement. Décidé à en finir, Lamoricière lance le général Perrot à l'attaque du quartier de la Bastille. A 10 heures, celui-ci pénètre sur la place et donne l'ordre de l'assaut général. Ses troupes franchissent les trente-huit barricades du faubourg Saint-Antoine et font leur jonction sur la place du Trône avec celles de Lamoricière. A 11 heures, tout est terminé. Un message annonce au pays la fin de la lutte fratricide. Il se termine sur ces mots : « L'ordre a triomphé de l'anarchie : vive la République ! »

Quel était le bilan en vies humaines de ces journées tragiques, sans précédent dans l'histoire de Paris? La troupe a perdu 708 hommes, tués ou blessés grièvement ; la Garde mobile, 114 tués et 476 blessés. Cinq généraux ont trouvé la mort sur le champ de bataille. Du côté des émeutiers, on parle de 12.000 morts et autant de blessés...

La répression fut terrible. Des battues dans la banlieue et dans les carrières de Montmartre amenèrent des arrestations dont le total s'éleva à 11.671. Plus de quatre mille déportations furent prononcées : les actes d'insurrection furent traités tantôt comme crimes politiques, tantôt comme crimes de droit commun, et, dans ce dernier cas, punis des travaux forcés. Les meurtriers du général Bréa furent guillotinés.

Chose étrange : si nous sommes dans l'incertitude sur le bilan des vies humaines que coûta l'insurrection de juin, nous sommes, en revanche, parfaitement au clair sur le montant des dégâts matériels qu'elle causa.

Il y aurait une page suggestive à écrire sur les révolutions parisiennes : celle du coût

SOUVENIRS DES JOURNÉES DE JUIN 1848

MORT DE MONSEIGNEUR DENIS AFFRE ARCHEVÊQUE DE PARIS

des destructions qu'elles ont entraînées. Page d'autant plus facile à documenter qu'il n'est guère de dommage à la propriété privée, si mince soit-il, dont les victimes ne s'empressent de dresser un état et de réclamer l'indemnisation à la ville ou au gouvernement. Les dossiers établis à cette occasion donnent en tout cas une précision sur la localisation des troubles. En février 1848, le premier arrondissement (Tuileries et Champs-Elysées) fut le plus éprouvé de tous, il obtint 43.166 francs pour les dommages subis par les particuliers. En juin, par contre, il ne reçut que 1.500 francs, alors que l'arrondissement le plus atteint, le huitième (faubourg Saint-Antoine et Marais), s'inscrivait pour 451.152 francs. Pour les seuls édifices publics et la réfection du pavage, les deux émeutes ont coûté 1.615.053 francs.

Les journées de juin eurent des répercussions dans la plupart des grandes villes de province. A Marseille, il y eut un véritable soulèvement. Le général commandant la Garde nationale, Menard-Saint-Martin, et le commissaire central, Spartacus Scaevola Marquois, furent blessés dès le début de l'affaire. Des barricades se dressèrent sur les principales places et les insurgés tirèrent des fenêtres et des toits sur la troupe.

Strasbourg acclama le nouveau régime. Dans l'Ouest et dans le Nord, la République fut, en revanche, accueillie presque partout dans le calme et la passivité.

MUSÉE CARNAVALET

JEAN-JACQUES CHAMPIN 1796-1860

21 MAI 1848. — FÊTE DE LA CONCORDE : LES CORPORATIONS SE RENDANT AU CHAMP-DE-MARS

— Vue prise du pont d'Austerlitz. —

JEAN-JACQUES
CHAMPIN
peintre de Paris et de l'Ile-de-France

La Monnaie. — L'Institut.

DÈS les premières années du XIX^e siècle, les « moins de vingt ans » parmi les artistes de la jeune école de paysage s'étaient mis à parcourir les provinces de France et l'étranger pour en rapporter ces albums de vues, à la mode jusqu'au Second Empire. Champin fut de ce nombre, et, à partir de 1830, il ne cessa de dessiner cette grande banlieue sud de Paris où il était né et dont il ne se doutait pas que, petite province de son temps, elle deviendrait un jour presque un faubourg de la capitale. De cette période de la vie de Champin datent des quantités de dessins dont beaucoup ont été gravés dans L'Illustration *ou le* Magasin pittoresque, *traduisant tout l'amour et la fidélité de l'artiste pour cette région de l'Ile-de-France : Aulnay, Malabry, Verrières, Fontenay-aux-Roses, Palaiseau, Orsay, Saclay le virent tour à tour s'installer avec sa boîte à couleurs et noter sur son album les coins pittoresques que les nouvelles lignes de chemin de fer commençaient d'entamer.*

Puis, à partir de 1838, avec Paris historique : promenades dans les rues de Paris, *pourvu d'un texte de Charles Nodier qu'il illustra avec Régnier, Champin franchit une étape nouvelle dans sa progressive émigration de Sceaux ; il devint un peintre du paysage parisien même, en même temps qu'il pénétrait dans le cercle des personnalités en vue de la capitale. Nodier, c'était le salon célèbre, « berceau » du romantisme ; c'était aussi l'Arsenal, ce point idéal d'où Champin pouvait voir la Seine se courber et enlacer l'Ile-Saint-Louis, puis l'antique Cité, pareille à l'immuable glissement du temps... Ce Paris d'alors n'avait pas encore été éventré par la pioche des démolisseurs, et à chaque pas s'y accrochait, selon le mot de Gœthe, un « lambeau d'histoire »...*

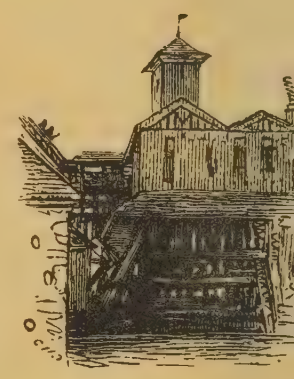
La capitale napoléonienne, que l'Empereur avait commencé d'assainir, se transformait sous ses yeux : peu à peu, sous la Restauration, puis sous la monarchie de Juillet, il vit la bourgeoisie industrielle et commerçante construire son temple à elle, la Bourse, tandis que celui du parlement, le Palais-Bourbon, s'affermissait à travers les chutes des régimes et les orages des majorités ministérielles ; il vit s'élever les nouveaux quartiers de la Chaussée-d'Antin, se bâtir les gares de chemin de fer et s'ouvrir la rue Rambuteau, orgueil des Parisiens sous M. Thiers ; il vit les Champs-Elysées et le Bois de Boulogne devenir les promenades favorites et le centre des plaisirs, et, enfin, les immenses travaux du baron Haussmann bouleverser les vieux aspects lentement composés par les siècles précédents.

Répartis dans plus de vingt volumes de L'Illustration *et des ouvrages comme* le Voyage de Paris à Orléans, le Diable à Paris, l'Histoire de Paris, le Tableau de Paris, *des centaines de bois gravés témoignent aujourd'hui du côté parisien de l'œuvre de Champin ; ce sont eux qui, dans l'avenir incertain, sauvent déjà de l'oubli le nom du peintre modeste et laborieux qui n'eut que l'ambition d'aimer son petit pays natal et sa grande ville d'adoption.*

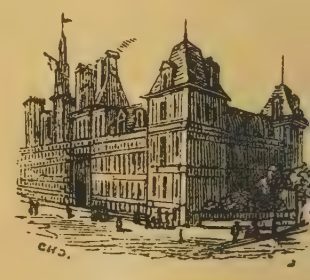
Pont de l'Hôtel-Dieu.

Bains Vigier.

Le Louvre.



La Pompe du pont Notre-Dame.



L'Hôtel de Ville.

F R A N Ç O I S B O U C H E R
CONSERVATEUR DU MUSÉE CARNAVALET

— Vue prise du pont d'Austerlitz. —
Le pont de Bercy.

REFLETS

UN VOYAGEUR VEXÉ.

– Jé me sauve de Paris de crainte du tapage et v'la que j'arrive à Londres pour tomber au milieu d'une émeute.....quelle chance!.....

de province et de l'étranger

La conséquence la plus remarquable de la célébration du centenaire des révolutions de 1848 est certainement d'avoir complètement déformé le caractère de ces révolutions. Il suffit, pour s'en rendre compte, de lire les récits des cérémonies ou des manifestations qui se sont déroulées à cette occasion et d'analyser les discours qu'on y a entendu prononcer. Il ne saurait en être autrement dans les temps troublés que nous vivons, et qui sont bien peu favorables à engendrer la sérénité qui convient à la contemplation du passé. Bien au contraire, de cette attitude nou « engageons », suivant la formule contempo raine, le passé, l'histoire et les historiens dans nos aventures. Il n'y a pas de système, pas de parti qui ne justifie sa doctrine par des arguments « historiques ». Dans notre présent tout neuf, et tellement neuf que nous ne le comprenons pas, nous faisons entrer à toute force tout le passé sous la forme d'explications, de justifications. Aussi avons-nous intégré, en quelque sorte, les événements qui se sont déroulés il y a un siècle à notre tourmente actuelle.

Il faut bien reconnaître que ces révolutions de 1848 sont mal placées au point de vue perspective entre les deux crises de croissance qui ont bouleversé l'Europe : celle de la fin du XVIII[e] siècle, dont les troubles ont duré un quart de siècle, et celle qui n'est pas encore terminée aujourd'hui et qui a commencé il y a déjà trente ans. Entre ces deux périodes tumultueuses, les mouvements de 1848 apparaissent bien modestes dans leur violence, comme dans leur durée, car il est presque impossible de les abstraire des deux grandes révolutions qui les écrasent.

Si l'on analyse l'état d'esprit des célébrations du centenaire, on se rend compte qu'il procède de cette double position : pour les uns, 1848 est la conséquence de 1793 et termine les révolutions de la fin du XVIII[e] siècle ; pour les autres, c'est bien différent, puisque de cette époque date la construction d'un monde nouveau qui se fait sous nos yeux.

La prudence nous invite à tenter d'isoler

KOSSUTH
Le Libérateur Hongrois.

cette courte période d'une année à peine et à ne jeter nos yeux ni devant ni derrière pour en comprendre le caractère. Au demeurant, nous n'envisageons ici, dans ces dernières pages, que les révolutions en Europe, non point pour en faire le récit, qui est partout raconté, mais pour rappeler ce que nous croyons qu'elles furent en réalité.

Un premier point sur lequel il faut revenir, et que l'on paraît avoir complètement oublié, est qu'il n'y a vraiment aucun rapport entre les différentes révolutions d'Europe centrale, si ce n'est une coïncidence accidentelle. On le sait, l'agitation en Italie est bien antérieure à l'année 1848. L'élection du pape Pie IX, en 1846, l'a précipitée, et les réformes à Rome, en Toscane et dans le Piémont ont été obtenues avant les mois révolutionnaires de janvier 1848 en Sicile et de février 1848 à Paris. L'affaire du Souderbound suisse est terminée en 1847. On ne peut trouver dans la marche des révolutions une fois commencées aucune relation entre les révolutionnaires : il n'y a eu, évidemment, aucune préparation commune et, par la suite, aucune liaison. Chacun s'est préoccupé de ses propres affaires et non point d'une entreprise générale qui ne fût en aucun cas européenne, mais italienne, hongroise, allemande ; encore que pour beaucoup d'entre ces nationaux elle fût limitée à un horizon plus étroit. Les paysans hongrois, une fois réglée l'abolition des droits féodaux, ont considéré qu'ils n'avaient plus rien à demander, et la diète ne présenta plus pour eux aucun intérêt. La France, cette France qui avait semé les idées révolutionnaires, se montra plus que sage, plus que réservée. Lamartine, par sa note du 6 mars tranquillisa le tsar lui-même. Il faut en relire les passages essentiels :

« La proclamation de la République française n'est un acte d'agression contre aucune forme de gouvernement dans le monde. Les formes de gouvernement ont des diversités aussi légitimes que les diversités de caractère, de situation géographique et de développement

intellectuel moral et matériel chez les peuples...

» La guerre n'est donc pas le principe de la République française, comme elle en devint la fatale et glorieuse nécessité en 1792. Entre 1792 et 1848, il y a un demi-siècle. Revenir après un demi-siècle au principe de 1792 ou au principe de l'empire, ce ne serait pas avancer, ce serait reculer dans le temps. La révolution d'hier est un pas en avant, non en arrière. »

Et il déclare que, « si les traités de 1815 n'existent plus en droit aux yeux de la République française, toutefois les circonscriptions territoriales de ces traités sont un fait qu'elle admet comme base et comme point de départ dans ses rapports avec les autres nations. La France s'imposera à la lueur de ses idées, par le spectacle d'ordre et de paix qu'elle espère donner au monde, le seul et honnête prosélytisme, le prosélytisme de l'estime et de la sympathie ».

Cette déclaration fut respectée et la Deuxième République que la France se donna laissa l'Europe en paix. Les nombreuses manifestations des étrangers à Paris ne connurent d'autres sanctions que d'éloquents discours, et il vaut mieux ne pas parler des modestes aventures qui furent tentées à la frontière belge, ou en Savoie, ou d'Alsace vers l'Allemagne du Sud.

Si la Deuxième République française fut égoïstement conservatrice du statut européen, les nations en révolte ne considérèrent que leurs intérêts bien entendus, et la notion de l'Europe ne parut pas les inspirer, mais exclusivement leur particularisme. Il n'y eut pas, il y a un siècle, un essai de construction continentale, comme on paraît le croire aujourd'hui : c'est bien tout le contraire — il faut le constater — qui se produisit.

Le second point qui mérite de retenir notre attention critique est celui des résultats des mouvements révolutionnaires et de leurs conséquences. L'accord paraît s'être fait sur ce double jugement : échec total des divers mouvements nationaux, mais succès des réformes politiques et sociales dans les différents Etats.

A Lyon.

On peut y souscrire en y ajoutant, toutefois, quelques remarques. Ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni, à plus forte raison, la Hongrie n'ont obtenu leur indépendance, un moment entrevue, tandis que le suffrage universel en France, l'abolition des droits féodaux dans l'empire des Habsbourg et l'établissement de constitutions écrites dans les Etats italiens et allemands peuvent s'inscrire comme résultats positifs. Mais ces réformes, malgré leur incontestable valeur, ont été d'une faible portée, à l'origine ; en effet, dans tous les Etats, des gouvernements autoritaires ont pris la place des gouvernements révolutionnaires : le prince-président et l'Empereur, en France ; Schwarzenberg et le ministre Bach, ministres du jeune empereur François-Joseph, en Autriche. Et ce sont ces gouvernements qui donneront aux réformes toute leur ampleur par des concessions successives. En France, c'est l'Empire évoluant vers le parlementarisme ; en Autriche, le compromis de 1867 mettant un terme à la révolution hongroise. Mais que les victoires libérales ou nationales de 1848 aient été modifiées, cela n'étonne plus.

Et si ces résultats sont en soi, comme on le voit, bien médiocres, il en est d'autres dont les développements inattendus ont eu beaucoup plus d'importance. La faillite des gouvernements issus des révolutions a écarté du pouvoir les hommes nouveaux surgis soudain au début de l'année 1848. Ils étaient tous, quelle que fût leur origine, amoureux de la liberté et sincèrement démocrates. En disparaissant de la direction des affaires, ils laissaient à d'autres le soin de terminer ce qu'ils avaient commencé, mais leur entreprise changeait de caractère : elle perdait son idéal. L'échec des révolutions de 1848 a mis un terme à cette confusion du nationalisme et du libéralisme propagés par la Révolution française. C'est Bismarck qui prendra la direction du mouvement national allemand au nom du roi de Prusse, comme Cavour, en Italie, le fera pour la Maison de Savoie, et la constitution des deux Etats ne se fera pas par les voies pacifiques et légales, comme celles qu'avait prises le parlement de Francfort, mais par d'autres moyens, « par le fer et par le sang », suivant la formule bismarckienne.

L'assaut que mènent contre le vieil empire des Habsbourg les peuples dressés par leurs

poètes, leurs historiens, leurs avocats dans une lutte vite inégale a complètement échoué. Ce que l'on a appelé les « forces juvéniles » des peuples n'ont pas pu venir à bout du « vieil édifice vermoulu » que dirigeait Metternich. La tourmente passée, l'Europe entra dans une seconde restauration : celle de 1849. Mais, alors que celle de 1815 avait été durable, celle-là ne pouvait plus l'être.

Les révolutions de 1848 ont détruit les liens qui unissaient entre eux les princes qui avaient créé le système du directoire européen. Ces liens étaient noués autour du statut politique et territorial de l'Europe centrale. La Confédération germanique où l'Autriche présidait, les Etats italiens que l'Autriche dominait et contrôlait étaient garantis par les souverains.

Que devenait cette garantie, en 1850 ?

La pièce maîtresse de l'Europe, l'Autriche, n'était plus étayée. Et, si l'Allemagne et l'Italie se libéraient de la tutelle impériale, qu'adviendrait-il de la sécurité du continent si les Hongrois, les Tchèques, les Croates, les Roumains, exigeant à leur tour l'indépendance, disloquaient toute l'armature ?

Palmerston, favorable au mouvement d'indépendance italien et aux réformes libérales en Europe, aperçut le danger et, devenu clairvoyant, refusa tout secours aux Hongrois révoltés et dit alors « que, si l'Autriche n'eût pas existé, il eût fallu l'inventer ». L'Angleterre rejoignait alors la politique antirévolutionnaire du tsar Nicolas, auquel elle laissait la responsabilité d'intervenir. Et c'est ainsi que l'empire des Habsbourg, condamné par la tourmente romantique de 1848, a survécu pendant plus d'un demi-siècle : c'est Bismarck qui l'a sauvé. Grand européen comme Thiers, comme Palmerston, il croyait à la nécessité d'un Etat supra-national au cœur de l'Europe.

« Il faut que je porte le fardeau des Habsbourg », disait-il.

Le drame devait se terminer, comme l'on sait, en 1918 : l'Europe centrale revenait à l'état de nature, c'est-à-dire à une juxtaposition de nations petites, jalouses et rivales.

C'en était fait des structures politiques que trois siècles durant elle avait connues. Mais entre 1848 et 1918 les différences sont grandes : la première épreuve est restée naïve et nous montre que les peuples peuvent être comme les enfants, qui détruisent sans se rendre compte de ce qu'ils font.

Les révolutions comme les guerres ont une échéance au terme de laquelle il appartient à l'historien de faire le bilan de ce qui a été détruit et de ce qui a été apporté de constructif.

Le bilan, dont nous n'avons donné que les postes essentiels, est surtout négatif : les révolutions de 1848 ont porté le premier coup à une Europe qui avait trouvé un statut politique équilibré, en introduisant dans la structure de l'Europe centrale des éléments passionnels — les nationalismes — qui allaient en changer complètement l'évolution ultérieure.

L'œuvre de 1815, qui apparaissait si fragile, a résisté à la tourmente, mais l'édifice était sapé à sa base et les forces, désormais mises en marche pour sa destruction. On ne peut trouver aucune conception européenne constructive dans l'effort violent et tumultueux des hommes de 1848, si, par contre, on y découvre beaucoup de générosité, de poésie et d'héroïsme.

On ne détruit vraiment que ce que l'on remplace : en arrivant un instant au pouvoir, les nouveaux promus de 1848, qui n'avaient aucune expérience politique, n'apportaient que leurs revendications et leurs rêves. Est-ce pour cette naïveté que nous leur accordons tant de sympathie et, disons le mot, que nous excusons leur maladresse ?

Mais, alors, ne devons-nous pas condamner ceux qui les ont contraints à la révolte, ceux qui les ont précédés, ceux qui, tenant le pouvoir avant 1848, avaient prévu la révolte, l'avaient annoncée et ne surent que la provoquer et la précipiter par leur incompréhension et leur impuissance ?

Comme il est profond et vrai, et comme il contient tout 1848 ce mot de Metternich, arrivant à Londres, après avoir été chassé de Vienne, et rencontrant Guizot qui avait fui Paris : « Nous sommes des hommes morts », c'est-à-dire le XVIII[e] siècle dont il était le représentant.

A Vienne.

– Allons bon a mon tour maintenant, voilà mes cosaques qui font des barricades..... je vais faire ma malle!.....

La Révolution de 1848 déchaîna et parfois opposa deux mouvements dont l'un tendait à l'émancipation sociale, l'autre, au triomphe du principe des nationalités. Ce dualisme caractérise les soulèvements dont l'Allemagne fut le théâtre.

Sans doute, ces soulèvements eurent des causes plus lointaines et plus profondes que la révolution parisienne de février 1848. Celle-ci ne fut que l'étincelle qui mit le feu aux poudres amoncelées sous le trône du monarque mystique et irrésolu qu'était Frédéric-Guillaume IV. Mais, à l'inverse de ce qui se passa en France, où les Parisiens renversèrent en quelques heures un régime qui avait les apparences de la stabilité, la poussée réformatrice prit en Allemagne un faux départ, s'enlisa rapidement et aboutit à un fiasco complet.

Quel tableau nous offre alors l'Allemagne ? Une confédération régie par les traités de Vienne ; un organisme commun et impuissant la Diète de l'Empire ; cinq royaumes ; une multitude de principautés secondaires, mais jalouses de leurs prérogatives. La révolution de 1830 avait fait passer sur cet Etat composite de légers remous : dans les pays de l'Ouest, les princes avaient donné à leurs peuples des constitutions et une représentation parlementaire limitée, avantages qu'ils cherchèrent d'ailleurs à reprendre en sous-main, grâce au concours d'une aristocratie féodale et d'une bourgeoisie peu évoluée. Le prolétariat est encore mal organisé. Les universités sont seules à mener la lutte de la liberté.

Mais les idées libérales s'effacent devant une revendication majeure : la définition de l'unité allemande, la substitution d'un Etat fédéral (*Bundesstaat*) à la Confédération (*Staatenbund*). Un programme doctrinal élaboré par des professeurs, propagé par une jeunesse respectueuse et passionnée, qui arbore les couleurs proscrites de la vieille Burschenschaft : noir, rouge et or. C'est déjà l'Allemagne bismarckienne qui point.

Frédéric-Guillaume s'efforce de colmater les tendances libérales, d'orienter le sentiment populaire vers l'unité allemande, de faire de la Prusse royale le point de mire des aspirations nationales.

Aussitôt que fut connue à Berlin la révolution parisienne, il songea à reconstituer la Sainte-Alliance. Les roitelets le suivirent. Mais Metternich avait d'autre soucis en tête, et la reine Victoria d'Angleterre fit la sourde oreille.

Les secousses furent inorganisées, spasmodiques, multiformes. Pétitionnements en Bade, à l'instigation des étudiants, et en Hesse, où le grand-duc héritier, Louis, prit la régence ; tumulte populaire en Nassau, qui arracha au pouvoir un gouvernement libéral ; jacqueries assez facilement réprimées ; cortèges victorieux de l'incapacité des souverains en Saxe, Bavière, Hanovre ; maquis de hors-la-loi et de corps francs aux frontières méridionales ; bref, un ensemble confus d'agitations particularistes, dont les résultats furent maigres et précaires.

A Munich, la foule qui, quelques jours auparavant, a chassé la favorite du roi, Lola Montès, arrache au roi son abdication en faveur de Maximilien II.

Ce fut en Prusse que se joua la partie décisive. Le roi y risqua sa tête et son trône. Il sauva l'une et l'autre.

Des professeurs libéraux réunis à Heidelberg le 5 mars convoquent un parlement préparatoire, ou *Vorparlament*, qui siège à Francfort et décide l'élection, au suffrage universel, d'une Constituante pour toute l'Allemagne.

Tout se serait passé dans un calme relatif si, le 16 mars, on n'avait pas appris la chute de Metternich, qui fit autant, sinon plus d'effet, que l'émeute de Paris. Aussitôt les cocardes de la Burschenshaft fleurissent à toutes les boutonnières ; des groupes menaçants se forment dans les rues. Dans la nuit du 17 au 18 mars, le roi jette du lest ; son ministère prépare deux patentes : l'une pour abolir la censure, l'autre pour convoquer la Diète. Elles paraissent le lendemain. La foule stationne devant le château, conspuant Metternich déchu, le prince royal, et parfois acclamant le roi lui-même. Tumulte confus et assez innocent. Mais survient l'incident : vers trois heures éclatent des coups de feu. Qui a tiré ? Un exalté ? La garde du château ? Son chef, von Prittwitz, connaît son métier. Un feu de salve couche au sol les premiers rangs des émeutiers. La foule reflue en désordre, dresse des barricades. On se bat la nuit. Le 19 au matin, le roi consigne les troupes dans leur caserne. Les émeutiers apportent au château les deux cent trente cadavres des victimes et obligent le roi à se découvrir devant eux. On crie : « Chapeau bas ! » ; d'autres entonnent le choral *Jésus, ma confiance...*

Frédéric-Guillaume a pris le vent. Le 21 mars, il parcourt les rues en grand uniforme. Il appelle à lui « la nation allemande ». « La Prusse, proclame-t-il, se transforme en Allemagne. » C'est la popularité reconquise. Le 23 paraît un programme de réforme : loi électorale assurant la représentation populaire ; droit d'association ; institution du jury. Le 25, formation d'un cabinet libéral Camphausen-Hausemann. La révolution est terminée. Le roi de Prusse a mieux joué que Metternich.

La tragi-comédie a un deuxième acte. Il n'est ni insurrectionnel, ni social, ni imprévu. Il est allemand et constitutionnel. La Diète prend le pas : elle approuve la Constituante et adopte l'emblème noir-rouge-or.

Le 18 mai se réunissent en l'église Saint-Paul, à Francfort, 600 députés, dont 200 Allemands du Sud, 141 Prussiens, 1 Autrichien. Les Tchèques ont refusé de siéger. Pétrie de bonnes intentions, fleurie de rhétorique, l'Assemblée élabore une administration d'empire. Les partisans de la Prusse l'ont emporté sur les Ultramontains, qui s'appuient sur l'Autriche. La nouvelle Constitution dissout la Confédération germanique.

L'Autriche s'aliène toutes les sympathies en faisant fusiller le républicain Robert Blum, qui a participé à l'insurrection viennoise. Une coalition centriste — ici encore s'ébauche le Reich bismarckien — élit empereur Frédéric-Guillaume (27 mars 1849). Vingt-huit Etats ratifient l'élection. Le souverain refuse, par peur de l'Autriche et haine des idées libérales. Les rois de Bavière, Wurtemberg, Saxe et Hanovre ont, de leur côté, fait bloc contre l'élection.

Dernier acte : la liquéfaction du Parlement de Francfort, que désertent les monarchistes. Un appel au peuple du poète Uhland pro-

LE ROI DE NAPLES

voque quelques émeutes : au Palatinat, en Bade, où les insurgés, profitant de la fuite du prince, forment un gouvernement provisoire ; en Saxe, Dresde, révolté, se rend au bout de deux jours. Des exécutions sommaires, des condamnations en conseil de guerre viennent à bout des républicains; réduit à cent membres, le parlement se transporte piteusement à Stuttgart, nomme une régence et assiste impuissant à la fermeture de la salle de ses séances par le gouvernement wurtembergeois.

La Prusse tira deux leçons de cette aventure. La première, c'est que l'Allemagne n'était pas mûre pour le libéralisme — encore moins pour les théories de Karl Marx. La seconde, c'est que l'Empire allemand ne pouvait s'accommoder d'une Autriche puissante. On revint à la Confédération. L'Autriche continuait à dominer la Diète. La bureaucratie était restaurée partout. Quinze ans plus tard, ce sera Sadowa. Vingt ans plus tard, l'unité allemande en face d'une Autriche humiliée. Vingt ans encore, l'Allemagne de Versailles.

Le peuple allemand ne connaîtra pas avant 1918 les libertés républicaines. On sait l'usage qu'il en a fait...

UNE RÉVOLUTION A LA MODE DE LA GRANDE BRETAGNE.

L'EMPEREUR DE RUSSIE N'AIME PAS LES [illegible]

Comment ce cosaque [illegible] un journal [illegible] il sera immé[illegible] de [illegible]

Lord Wellington [illegible] la jeune Irlande
suivre l'exemple [illegible]

ENTRÉ

O u

DANS les premiers jours de mars 1848 on vi entrer au café de l'Europe sis rue du Temple, une ci toyenne vêtue d'une courte robe rouge à tablier bleu une cravate tricolore au tour du cou et coiffée d'un bonnet phrygien. C'était la première femme habillée en «costume républicain» Elle fut follement acclamée et l'histoire a conservé le souvenir de cet événement Si un tel accoutrement in diquait que le régime avai changé, rien ne permettai d'en déduire que la mod allait être bouleversée

Modes de Mars

Petit Courrier des Dames.

Modes de Mars

Petit Courrier des Dames.

LIONNE ET BICHE...

les bons tons de 1848

EN effet, la mode n'en modifia pas son train pour autant et l'on peut affirmer que, sous la IIe République, les femmes continuent à suivre les conseils du Bon Ton *et du* Petit Courrier des Dames *plus que les exemples de ces* divorceuses *ou* socialistes *fréquentant, en des costumes dédaigneux de toute séduction (voir les dessins du bon Daumier), le « Club de l'émancipation des femmes » ou la « Société de la voix des femmes ». De même elles demeurent plus soucieuses des modèles dessinés par l'excellente Anaïs Toudouze ou ses consœurs que des projets d'uniformes imaginés par Janet ou Beaumont pour les «Vésuviennes», ces femmes-soldats qui portaient, si martialement pourtant, une courte jupe, une chemisette à col bas, une petite veste collante ouverte et ornée d'épaulettes et se coiffaient d'un aimable képi crânement incliné sur l'oreille.*

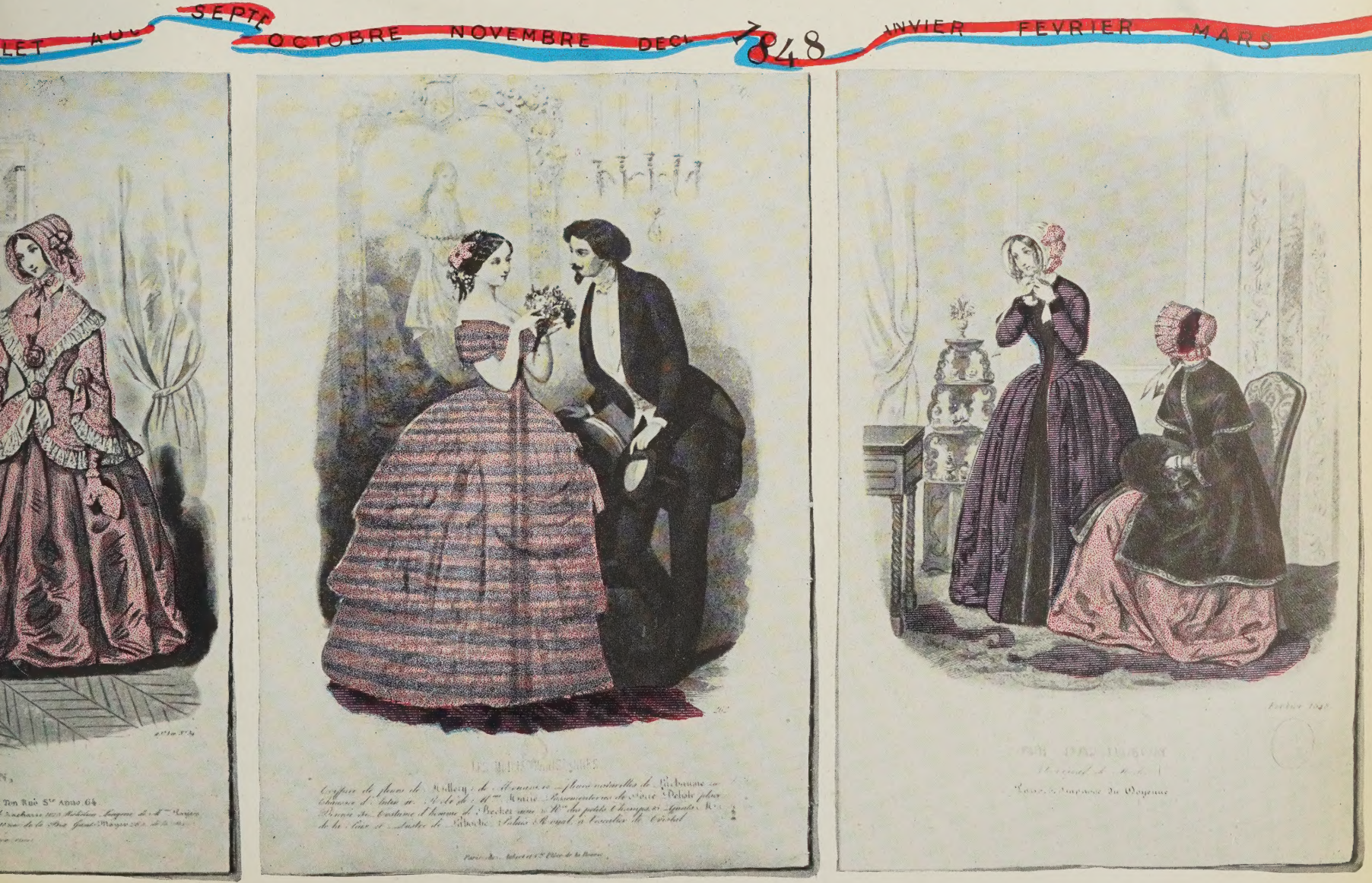
Cependant, pour demeurer un scrupuleux historien de la mode, disons que celle-ci avait d'ailleurs amorcé, dès 1840, peut-être avec une prescience toute féminine, une évolution vers la simplicité qui coïncidait fort heureusement avec le mouvement général des idées et la nature des événements.

Donc, aux extravagances pseudo-historiques du Romantisme « troubadour » et médiévalisant : toquet de velours lourdement emplumé, énormes manches à gigot garnies de crevés, avaient succédé des ajustements moins compliqués et, dirons-nous, plus pratiques.

Il est vrai qu'entre temps les omnibus et les chemins de fer étaient nés.

Si la taille demeurait aussi cintrée et les robes aussi longues et ballonnées, bien que sans ornements, l'ajustement général était plus «plaqué». Ainsi les chapeaux avaient diminué de volume et la capeline ou le bonnet serraient plus la tête coiffée de bandeaux plats à coques ou à anglaises. Sur le corselet en pointe, dont les larges décolletés en cœur s'ornaient de berthes plates, les châles de cachemire, d'abord négligemment jetés, eurent bientôt tendance à envelopper et à silhouetter étroitement les formes. La « Casawek », ou casaque, pour parler français, cette veste à dos très ajusté, date de 1848.

Mais la mode se lasse plus vite de la sévérité que des excentricités, et l'élégance la plus sûre, de tout temps, s'est toujours laissé gagner par les sourires de la fantaisie. Et, bien avant le



coup d'Etat, je pense à celui de la crinoline; nous voyons la jupe se gonfler tout doucement et M^me^ Oudinot, place de la Bourse, fabriquer d'amples dessous, provisoires comme le gouvernement, qu'il vaudra mieux un jour remplacer par une série de cerceaux superposés. De même commence très vite à apparaître tout un jeu d'ornements de passementerie, volants, rubans en choux et en nœuds, annonçant le style «tapissier» qui fera florès au temps d'Offenbach. Sans compter les petites capotes à brides, les petits manchons et les petites ombrelles qui devaient si curieusement contraster, quelques années plus tard, avec le développement et la complication du reste du costume féminin...

Les Vésuviennes avaient fait leur temps. Et les Biches, comme les Lionnes, préféraient la féminité au féminisme.

Louis CHÉRONNET.

2 SALONS ÉPILATOIRES AVEC ENTRÉES PARTICULIÈRES.

Rue de Cléry, N°1, au coin de celle Montmartre, au 3^me^

M^me^ MARIANA

À PARIS.

LA CURE IMPRÉVUE.

LA CURA IMPREVISTA

ITALIE

Visiter VENISE

VENISE LIDO

la ville enchanteresse, la plage incomparable

vous attendent cet été

ARTS - PLAISIRS - SPORTS

XXIV^e Exposition Internationale Biennale d'Art
29 mai - 30 septembre

IX^e Festival International du Cinéma
11 - 26 août

X^e Festival International de Musique
1 - 15 septembre

IX^e Festival International du Théâtre
20 - 30 septembre

Concours motonautique - Tir au pigeon - Golf - Tennis
Yachting - Régate historique - Fête du Redentore

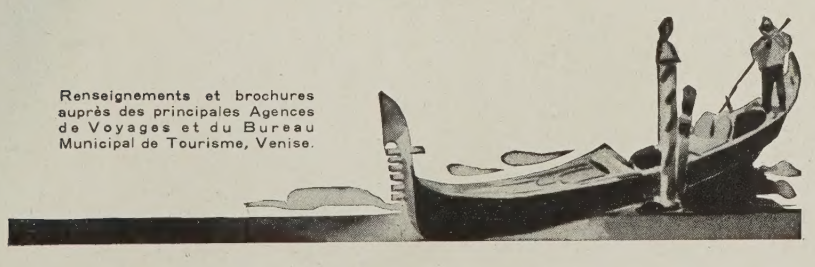
CASINO MUNICIPAL

Roulette, Trente et Quarante - Baccara
Galas

TOUS LES HOTELS OUVERTS

Communications rapides par chemin de fer, autocars et avions des principaux centres européens

Renseignements et brochures auprès des principales Agences de Voyages et du Bureau Municipal de Tourisme, Venise.



25, RUE LA BOËTIE - PARIS 8^e - ANJ. 42-99
(ANGLE MIROMESNIL)

TÉLÉPHONES
Administration : TRUdaine 82-54
Rédaction : TRUdaine 78-47

France ILLUSTRATION

REVUE HEBDOMADAIRE - 13, rue Saint-Georges, Paris-9e

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE :
ÉDIFRANCILUS
Chèques postaux : PARIS 4670-19

TARIF DES 4 CATÉGORIES D'ABONNEMENT

L'abonnement n° 1 donne droit aux 49 numéros d'actualités.

L'abonnement n° 2 est formé des 49 numéros d'actualités et de la collection de «France-Illustration littéraire et théâtrale».

L'abonnement n° 3 se compose des 52 numéros annuels, dont les 3 numéros spéciaux.

L'abonnement n° 4 comprend les 52 numéros annuels, dont les 3 numéros spéciaux, et la collection complète de « France-Illustration littéraire et théâtrale».

FRANCE ET COLONIES FRANÇAISES :

	ABONNEMENT N° 1	ABONNEMENT N° 2	ABONNEMENT N° 3	ABONNEMENT N° 4
Un an . . .	2 250	2.650	2.750	3.150
6 mois . . .	1 125	1.325	1.375	1.575

ÉTRANGER :

	ABONNEMENT N° 1	ABONNEMENT N° 2	ABONNEMENT N° 3	ABONNEMENT N° 4
Un an . . .	2.800	3.300	3.450	3.950
6 mois . . .	1.400	1.650	1.725	1.975

FRANCE-ILLUSTRATION LITTÉRAIRE ET THÉATRALE
(réservée exclusivement à nos abonnés) paraissant le 15 de chaque mois.

France et Colonies . . . Un an **400 fr.**
Étranger . . . . . Un an **500 fr.**

Les abonnements partent obligatoirement du 1er de chaque mois. — Les abonnements seront servis dans les limites de la disponibilité du tirage.

Les demandes de changement d'adresse doivent être accompagnées de la dernière bande et de **10** fr. en timbres-poste.

Droits de reproduction pour le texte et les illustrations réservés pour tous pays. — Les manuscrits, insérés ou non, ne sont jamais rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

La TABLE DES MATIÈRES de 1947 est parue. Chaque semestre : **14 fr.** — Frais d'envoi : **3 fr. 50** par fascicule.

PYRENE PP
Protection contre L'INCENDIE
Ets PHILLIPS & PAIN
MONTROUGE-SEINE

PIDAULT, ARMURIER
BOCHOT. Succr
42, Rue de l'Arcade - PARIS-8e
ANJOU 36-20
FUSILS DE CHASSE A ÉJECTEURS
QUALITÉ FINE ET EXTRA FINE

HUET PARIS
Voir plus loin voir plus net
JUMELLES HUET
— TOUS LES GROSSISSEMENTS.
— JUMELLES A OPTIQUE TRAITÉE A GRANDE LUMINOSITÉ.
VENTE EXCLUSIVE CHEZ TOUS LES OPTICIENS
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'OPTIQUE
76, BOULEVARD DE LA VILLETTE, PARIS (XIXe)

Bretelles Ceintures Cravates
FILVER
68-74, rue Désiré - SAINT-ÉTIENNE (Loire)

OPÉRA 22-97
Georgette Léné
haute Mode
22, R. GODOT DE MAUROY

...l'hiver reviendra avec ses difficultés de chauffage !

Préparez dès maintenant votre défense en faisant installer des joints métalliques Superhermit sur vos fenêtres et portes. Supprimant les déperditions de chaleur vous éliminerez les courants d'air, les infiltrations de vent et de pluie et vous gagnerez de 4° à 6°. L'économie de chauffage réalisée sera de l'ordre de 40 %.

Livrés en bronze phosphoreux comme avant guerre, ils sont garantis 15 ans.

Passez votre commande de suite • le travail sur bois sec est préférable.

Agents et pose dans toute la France. N'hésitez pas à demander notre documentation N° 101, sans aucun engagement.

SUPERHERMIT
Brevet mondial
79-81, Fbg Poissonnière, Paris - IXe
Provence 80-89